



Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

JANVIER
FÉVRIER
2026

47

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 14 DOSSIER

SOCIALISME ?

PERSPECTIVES COMMUNISTES EN DÉBAT

p. 3 ÉDITO

Jeffrey Epstein et
les mâchoires d'acier
de l'extrême droite

p. 74 CONTROVERSE

Narcotrafic,
le profit maximum

p. 76 PHILOSOPHIQUES

Cartésiens
aujourd'hui ?

p. 8 GRAND ENTRETIEN

**Léon Deffontaines : une voie nouvelle à la hauteur
des contradictions et des enjeux de l'époque**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Jeffrey Epstein et les mâchoires d'acier de l'extrême droite

6 POÉSIES

Francis Combes Abu Abed Moughaisib.

7 REGARD

Élodie Lebeau-Fernández Existe-t-il un cinéma occitan populaire ?

8 LE GRAND ENTRETIEN

Léon Deffontaines Une voie nouvelle à la hauteur des contradictions et des enjeux de l'époque

14 DOSSIER

SOCIALISME ? PERSPECTIVES COMMUNISTES EN DÉBAT

Fanny Charnière, Guillaume Roubaud-Quashie

Débattre pour avancer

Amar Bellal L'exigence d'une planification socialiste pour sauver le climat

Stéphane Bonnéry Transitions révolutionnaires

Taylan Coskun Un nouvel avenir est-il possible ?
Le socialisme entre rêves et réalités

Denis Durand Lutttes d'aujourd'hui et transition révolutionnaire

Frédéric Mellier Une exigence de lucidité critique

Christian Picquet Éloge de la complexité d'une réflexion

Hervé Poly Le parti pris du socialisme

Guillaume Roubaud-Quashie Des doutes et une ambition

Fanny Charnière Sortir de l'anomie : pour une stratégie communiste de conquête du pouvoir

Daniel Cirera Être disponible à l'imprévisible

Bernard Friot Construire l'union communiste pour la maîtrise du travail

Kevin Guillas-Cavan Ni Grand soir ni réformisme : penser le socialisme pour construire le communisme

David Pestieau Une stratégie du changement par la construction d'un contre-pouvoir

Dominique Bari Le long processus du « socialisme aux caractéristiques chinoises »

Yasuo Ogata La politique de changement social du Parti communiste japonais

Gaël De Santis Le « socialisme du XXI^e siècle », un anti-impérialisme

Claude Gindin Socialisme, communisme (1964-1994)
La question de la transition

Textes choisis et présentés par

Florian Gulli et **Aurélien Aramini**

74 CONTROVERSE

Gérard Streiff Narcotraffic, le profit maximum

76 PHILOSOPHIQUES

Denis Kambouchner Cartésiens aujourd'hui ?

79 FÉMINISME

Margot Roisin-Jonquières Les dimensions de genre au sein d'une profession fortement masculinisée

82 SCIENCES

Bernard Le Bouyer de Fontenelle L'« utilité » de la physique et des mathématiques

85 LIRE

Pierre Crépel Peut-on « lire » des mathématiques ?

87 CRITIQUES

• **Justine Augier** *Personne morale*

• **Hélène Balazard, Simon Cottin-Marx** *Burn-out militant. Comment s'engager sans se cramer*

• **Jean-Michel Galano** *L'Œil ailé. La naissance de l'athéisme*

• **Jean Vigreux** *Découvrir le Front populaire artistique transnationale (1979-1985)*

• **Vivek Chibber** *La Matrice des classes sociales*

90 SONDAGE

Gérard Streiff Ciel plombé, de rares éclaircies

91 STATISTIQUES

Fanny Charnière Perte d'autonomie : responsabilité politique d'un choc social annoncé

92 EN DÉBAT

Dominique Josse Sur le voile, le besoin d'une analyse matérialiste

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Guillaume Roubaud-Quashie

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Rédacteurs en chef : Dorian Mellot, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Bousseadra, Evelyne Bussièrre, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Mathieu Menghini, Hoël Le Moal, Michaël Orand, Flavien Ronteix--Jacquet, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique, illustrations et mise en page : Frédo Coyère • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : janvier/février 2026 - N° 47 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Jeffrey Epstein et les mâchoires d'acier de l'extrême droite

Il y a quelques semaines, le président du CRIF, Yonathan Arfi, s'en prenait violemment à la CGT, accusée de verser dans « une idéologie faite de clientélisme et d'aveuglement, jusqu'à l'apologie du terrorisme ». La réponse de Sophie Binet fut nette et précise : « De la même manière que le conflit israélo-palestinien ne doit jamais être instrumentalisé pour légitimer l'antisémitisme, les critiques sur les violations des droits humains par un gouvernement israélien ne doivent jamais être caricaturées d'antisémites. » Quiconque a milité ces dernières décennies pour une paix juste et durable au Proche-Orient avec deux États pour deux peuples sait combien ces attaques infamantes tombent vite sur celles et ceux qui refusent de s'aligner sur les positions des gouvernements israéliens. Au-delà, associer mouvement ouvrier et antisémitisme est parfois devenu si évident que, consacrant un sujet au dirigeant communiste Jean Kanapa (1921-1978) dans l'émission de Guillaume Erner Superfail (*sic !*), France Culture peut écrire (c'est toujours en ligne !) :

Cette semaine Superfail [qu'on pourrait traduire par Super-échec] revient sur le parcours d'un intellectuel passé en politique, tellement extrême qu'il ira jusqu'à renier ses origines juives pour soutenir des thèses antisémites. Cet homme, c'est Jean Kanapa, l'intellectuel organique du Parti communiste français à partir des années 1950.

Là encore, le propos, sans le moindre fondement, est scandaleusement diffamatoire pour Jean Kanapa comme pour le PCF mais semble relever de l'évidence.

Nous en sommes là désormais : dans toute une partie de l'opinion – à laquelle on martèle l'idée –, il va de soi que la CGT est antisémite, que le Parti communiste est antisémite, que LFI est antisémite. C'est sans doute pourquoi, fin février, beaucoup ont cru dans un premier temps – ou croient encore – que la polémique liée à la prononciation du nom du milliardaire pédocriminel Jeffrey Epstein par Jean-Luc Mélenchon relevait du mauvais procès péniblement habituel. Pourtant, il faut entendre les propos tels qu'ils ont été prononcés par l'orateur insoumis :

L'affaire Epstein [èpchtaine]. Ah, je voulais dire [èpstine], pardon. Ça fait plus russe, [èpstine], hein. Alors maintenant vous direz Einstein [ènnstine] au lieu d'[ènnchtaine], Frankenstein [frankenstine] au lieu de [frankenchtaine]. Eh bé voilà, non ? Tout le monde comprend comment il faut faire... (rires).

Les médias pousseraient à prononcer Epstein [èpstine] pour faire plus russe ? Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Auprès de qui, en France, la prononciation [èpstine] fait penser à la Russie ? D'autant qu'en russe, on prononcerait plus volontiers [pcht] que [pst] alors qu'au contraire, [èpstine] est la manière que les juifs new-yorkais utilisent en général pour prononcer ce nom. Si on veut la croire telle qu'elle se présente, la phrase est incohérente de bout en bout : un complot médiatique sur la prononciation du nom du pédocriminel ? Un complot ►►

- pour le faire passer pour russe alors que cette prononciation n'évoque les Russes pour à peu près personne ? Rien à faire : on peut tourner la phrase comme on veut, Jean-Luc Mélenchon navigue ici en eaux troubles, en eaux glauques, en eaux qui vous glacent le sang. (Écoutez, si vous n'en avez pas eu l'occasion, la petite vidéo réalisée à ce propos par Clément Viktorovitch – qu'on ne peut franchement pas considérer comme un anti-insoumis).

Il y a une instrumentalisation de l'antisémitisme au profit
de la mobilisation raciste et xénophobe contre les immigrés originaires
d'Afrique assimilés en bloc à des musulmans antisémites.

Bien sûr, il est vital pour une force communiste de se positionner par rapport au réel et non pas en réaction mécanique par rapport à ce que dit tel ou tel parti. Bien sûr, nous avons mille désaccords avec chacune des autres formations de gauche et on ne va pas passer son temps à commenter ceci ou cela : il nous faut parler d'abord de ce que nous visons. Mais, justement, la perspective communiste est claire : partisans de mener une lutte de classes pour le progrès universel, nous refusons de sombrer dans tout opportunisme, que ce soit en flattant ce qui peut exister d'irrationnel ou de conspirationniste dans notre peuple ; nous continuons de penser que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui appelle une élévation du niveau de conscience, à mille lieues de toute démagogie dangereusement rétrograde.

Alors, oui, à l'heure où vous lirez ces lignes, les élections municipales se seront tenues et les joies des chaînes d'information en continu nous auront sans doute amenés vers d'autres actualités mais ces mots demeureront plantés dans le paysage, nous éloignant des rives à atteindre, nous approchant des abîmes qui nous cernent. Par l'écho considérable qui leur a été donné, ils sont là désormais et il faut les prendre en compte.

Tout ce qui, à gauche, est susceptible d'alimenter un récit de distinction
entre lutte contre l'antisémitisme (qui serait secondaire ou sans objet)
et lutte contre le racisme (qui serait seule pertinente)
est non seulement une négation de la réalité mais une stratégie mortifère.

En premier lieu, en pensant vraiment à ce qu'il advient en ce moment à nos compatriotes juifs. S'il n'y a qu'une chose à lire en la matière – je vais en parler à plusieurs reprises – étant donné sa richesse sans pareille, c'est le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Je ne crois pas superflu de préciser l'origine législative de ce rapport annuel : il s'agit de la « loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe », c'est-à-dire la « loi Gayssot », du nom de Jean-Claude Gayssot initiateur, comme député, de cette proposition de loi portée par le groupe communiste. Il faudra regarder avec grande attention le prochain rapport mais considérons déjà celui dont nous disposons actuellement. Depuis le 7 octobre 2023, les actes antisémites recensés

par la Direction nationale du renseignement territorial (pour s'en tenir à cet indicateur) atteignent des niveaux jamais mesurés depuis les années 1990. En 2022, on en recensait 436 ; depuis le 7 octobre, on en est à plus de 1 500 chaque année. Ces chiffres sont à mettre en regard du nombre de juifs dans notre pays qui, rappelons-le, est très faible. Voyez ce que cela signifie de peur et de peine, de violence reçue et redoutée. Tout militant de l'émancipation collective ne peut qu'être horrifié par cette évolution. N'est-il pas temps de rehausser très sérieusement le niveau de la lutte contre l'antisémitisme, ce fléau historique qui flambe à nouveau sous nos yeux ? De ce point de vue, il n'y a bien sûr rien à attendre de la droite et, *a fortiori* de l'extrême droite : l'antisémitisme est dans tous leurs discours pour accuser la gauche mais que font-ils contre l'antisémitisme ? Pour autant, comment donner un satisfecit aux forces de gauche ? Il ne s'agit pas seulement de dire, avec raison, « non, nous ne sommes pas antisémites » quand on nous accuse ignominieusement de l'être. Ne s'agit-il pas de se demander quelle campagne de masse peut être initiée pour faire reculer cet antisémitisme qui met en danger des milliers et des milliers de citoyens de notre pays ?

La perspective communiste est claire : partisans de mener
une lutte de classes pour le progrès universel, nous refusons de sombrer
dans tout opportunisme que ce soit en flattant ce qui peut exister
d'irrationnel ou de conspirationniste dans notre peuple.

Peut-être certains lecteurs sont-ils en train de se dire : pourquoi l'antisémitisme ? et les autres formes de racisme, elles n'existent pas peut-être ? Ce genre d'idées a pris de la force dans notre pays tant certains se sont acharnés à mettre un coin entre lutte contre l'antisémitisme et lutte contre les autres formes de racisme. On voit bien le sens du propos de Y. Arfi dans son attaque de la CGT : par « clientélisme », la CGT verserait dans l'antisémitisme. Traduisons : comme elle veut séduire les Arabes (qui seraient bien sûr tous antisémites !), la CGT verse dans l'antisémitisme... C'est ce que disent du soir au matin tous les médias Bolloré : juifs, unissez-vous à De Villiers et aux chrétiens intégristes contre les grands-remplaçants-sarrazins qui constituent aujourd'hui le péril antichrétien et antisémite. Face à cela, tout ce qui, à gauche, est susceptible d'alimenter un récit de distinction entre lutte contre l'antisémitisme (qui serait secondaire ou sans objet) et lutte contre le racisme (qui serait seule pertinente) est non seulement une négation de la réalité mais une stratégie mortifère. Il n'y a pas à choisir entre lutte contre l'antisémitisme et lutte contre le racisme pour la simple et bonne raison que ces deux combats n'en font qu'un dans leur principe. Il ne faut pas s'y tromper : à l'extrême droite, il n'y a pas et il n'y aura jamais de combat effectif contre l'antisémitisme ; il y a une instrumentalisation de l'antisémitisme au profit de la mobilisation raciste et xénophobe contre les immigrés originaires d'Afrique assimilés en bloc à des musulmans antisémites. C'est, au contraire, à gauche, qu'il pourrait y avoir une lutte très offensive et organisée contre le racisme et l'antisémitisme, au nom des principes fondamentaux qui la constituent, en ligne directe de la Révolution, à commencer par l'égalité, le refus des logiques fondées sur le sang ou ce que certains esprits arriérés appellent dangereusement « race ». Force est de constater que, jusqu'ici, ce combat n'a pas pris une réelle ampleur de masse en dépit de la qualité des travaux conduits par le PCF sur le plan théorique et politique. Il est vrai que, d'un côté, la ►►

►► déchéance de nationalité ou la recherche effrénée de « Blancos » (*sic*) par un ancien Premier ministre de François Hollande n'ont pas fait l'objet de dénonciations sonnantes et répétées donnant à penser que cette page serait tournée pour de bon, tandis qu'on a l'impression que de l'autre côté, on tend à tourner le dos aux approches universalistes héritées de la Révolution qui voulaient qu'on se battît pour la liberté et l'égalité de tous et de chacun et non pour la promotion de groupes enfermés d'avance dans une identité ethnique censée définir chacun. Pour le dire autrement, face au pilonnage de l'extrême droite qui se présente aujourd'hui comme la meilleure défenseure des juifs (!), des femmes (!) ou des homosexuels (!), peine à prendre forme une offensive claire et organisée, à gauche, pour opposer le projet simple et rassembleur qui devrait l'unir et l'animer et qui pourra seul défendre juifs, femmes ou homosexuels en promouvant une République démocratique, laïque et sociale.

Ne s'agirait-il pas d'aller au-delà des mots, en faisant grandir dans la vie une lutte de masse contre le racisme et l'antisémitisme, fléau cruel pour des millions de nos concitoyens et enjeu stratégique pour le devenir du monde du travail et de la création, de notre Nation et de notre République ?

J'en viens enfin à l'abîme stratégique vers lequel le pays est poussé à toute force : celui de la grande inversion. On veut nous faire croire que le danger dans ce pays se situe à gauche et non plus à l'extrême droite, qu'il faut faire des barrages républicains au milieu de la gauche et non plus face à l'extrême droite qu'il s'agirait au contraire d'inclure de l'autre côté de la barricade. Que ce discours soit porté par l'extrême droite ne surprend pas mais il faut constater qu'il tend à être repris par une partie croissante du spectre politique : la droite de Retailleau bien sûr qui, malgré l'exclusion à grand spectacle de Ciotti, vise à faire tomber à tout prix les digues élevées par l'Histoire entre gaullistes et pétainistes, entre chiraquiens et lepénistes, par électoralisme opportunistissime et/ou par contamination idéologique ; le macronisme aussi qui, loin de ses discours d'entre-deux-tours de 2024, tend à renvoyer dos à dos « les extrêmes », retranchant des millions de citoyens de l'équation républicaine à l'heure des plus grands périls bruns. C'est l'ultime étape nécessaire au RN pour accéder au pouvoir : achever sa « normalisation » en collant à d'autres le panneau de « danger pour la République », car ne nous y trompons pas, si la « normalisation » du RN est en route (et même achevée) pour bien des Français, elle ne l'est pas encore pour notre peuple entier. Sinon, comment comprendre ce si puissant sursaut populaire de 2024 ? Bien sûr, le combat contre l'extrême droite ne passe pas seulement par la défense de ce qui nous rassemble très largement autour des principes fondateurs de la Révolution, nous savons qu'il s'agit aussi de le mener sur un terrain plus directement social, surtout à l'heure des grandes amours patronales assumées de Jordan Bardella, mais l'heure n'est vraiment pas à abandonner ce combat contre la « normalisation » en le considérant comme vieilleries obsolètes. On aurait d'autant plus tort que l'extrême droite n'est « normalisée » que du côté de la communication. Sitôt que vous soulevez une pierre, toute la « faune de la collaboration » (selon l'expression de Jacques Decour) est là. Ça grouille ! Une députée de la Drôme, Lisette Pollet ? Son assistant parlementaire, Vincent Claudin, lié au groupuscule d'extrême droite Lyon Populaire, parle clair sur les réseaux sociaux. La rafle du Vél d'Hiv ?

« Heureusement que la SNCF climatise désormais ses voitures. » Je passe, bien sûr sur les « bougnoules » et la rééducation nécessaire des homosexuels... Voyons du côté d'Éric Ciotti : un de ses proches, Antoine de Chemellier, anime tranquillement un groupe WhatsApp « Colonies Party » avec, comme photo de profil, Philippe Pétain. On y lit mille messages joyeusement racistes et de bonnes blagues pour marquer l'anniversaire de la mort de Hitler. L'un dit : « Une minute de silence ou un salut nazi depuis votre balcon, il n'y a pas de petit geste. » De Chemellier répond : « Même un début de coude qui s'élève, c'est déjà le symbole de la compassion. » « Brebis galeuses », répond-on à l'extrême droite quand on est pris la main dans le sac mais il faut se rendre à l'évidence : il y a beaucoup de brebis... C'est que c'est tout simplement l'essence de l'extrême droite qu'on retrouve dès qu'on soulève une pierre. Rien d'étonnant à cela. Revenons d'ailleurs au rapport annuel de la CNCDH. Que montre-t-il, à rebours de ce qui est seriné matin et soir sur la « mort du vieil antisémitisme de droite » et son grand-remplacement par un nouveau, de gauche, bien basané ? Eh bien, sans nier des dynamiques inquiétantes qui touchent aussi la gauche et qu'il convient d'analyser avec sérieux, il demeure que plus on est à droite et plus on pense que « les juifs ont trop de pouvoir en France », que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent » ou que « pour les Français juifs, Israël compte plus que la France » (42 % des sondés ; 47 % des sondés de droite ; 55 % des sympathisants du RN). Ou, pour le dire avec les auteurs du rapport : « Les gros bataillons de l'antisémitisme se composent de personnes sans ascendance extra-européenne, et situées à droite sur l'échiquier politique. » Inutile de préciser qu'il en va de même pour toutes les autres formes de racisme sévissant en France.

On veut nous faire croire que le danger dans ce pays se situe à gauche et non plus à l'extrême droite, qu'il faut faire des barrages républicains au milieu de la gauche et non plus face à l'extrême droite qu'il s'agirait au contraire d'inclure de l'autre côté de la barricade.

Comment mettre en échec cette imposture selon laquelle le danger serait à gauche et non plus à l'extrême droite ? S'agit-il de faire bloc, à gauche, en refusant de considérer ce qui pose gravement problème quand cela survient ? Cette tentation existe, par peur (fondée !) de se retrouver enrégimenté par une extrême droite toujours prompte à vous tendre le micro si elle estime que vous allez valider son schéma stratégique de grande inversion. Pourtant, chacun comprend qu'il n'y a là aucun chemin d'avenir. Être irréprochable sur ces sujets, c'est la moindre des exigences qu'on est en droit d'avoir à l'égard des dirigeants de gauche mais tant qu'on en restera au stade des mots, sera-t-on vraiment en capacité de démontrer que tout cela n'est que mensonges et manipulations pour paver la route du pouvoir à l'extrême droite ? Ne s'agirait-il pas d'aller au-delà des mots, en faisant grandir dans la vie une lutte de masse contre le racisme et l'antisémitisme, fléau cruel pour des millions de nos concitoyens et enjeu stratégique pour le devenir du monde du travail et de la création, de notre nation et de notre République ? ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.
14 mars 2026

ABU ABED MOUGHAISIB

Les récents événements à Gaza ont naturellement conduit à vouloir écouter ce qu'ont à nous dire les poètes palestiniens. Lors du dernier Marché de la poésie, en juin 2025, une forte délégation de ces poètes a permis aux Parisiens de découvrir les voix d'aujourd'hui. La poésie palestinienne ne s'est pas arrêtée avec la disparition de Mahmoud Darwich. Et, malgré l'entreprise d'éradication du peuple palestinien, elle continue de se faire entendre. Plusieurs anthologies récentes en portent témoignage. Celles et ceux qui ont entendu ces poètes sur la scène du marché, ont pu mesurer la diversité de leurs voix, la présence des femmes, l'absence aussi de toute haine et l'exceptionnel humanisme dont ils font au contraire preuve. Il n'est pas inutile de souligner que les poètes de Palestine, qui sont à l'un des épicentres de la douleur humaine, ne se contentent pas de pousser un cri. Ils sont héritiers de la grande tradition poétique arabe et de sa modernité, de son ouverture aux poésies du monde, avec lesquelles l'exil les a souvent mis en contact direct.

Mais leurs poèmes ont aussi une fonction de témoignage. Parmi ceux-ci, je voudrais attirer l'attention sur le recueil du docteur Abu Abed Moughaisib. Responsable de MSF à Gaza, pendant une vingtaine d'années, il a vécu les 712 jours de bombardements sur place. Lui qui ne se dit pas poète a tenu, pour témoigner (et pour ne pas sombrer), un journal quotidien sur LinkedIn et nous avons réuni ses textes. Ils sont simples, directs et terribles. Avec parfois la précision clinique d'un diagnostic. Comme quand il décrit, en médecin, les effets de la faim sur le corps humain. Un témoignage irrécusable de la barbarie. Comme quand il relate la façon dont les gens se faisaient tirer comme des lapins quand ils allaient aux points de ravitaillement. Il dit ce qu'il a vu, ce qu'il a vécu, ce qu'il a entendu.

Mais est-ce de la poésie ? demandera-t-on peut-être. Je ne sais pas si cette question est très importante... Mais je pourrais invoquer l'exemple de l'objectivisme américain. D'autant que ces textes ont été initialement écrits en anglais. À l'opposé de l'idée assez généralement admise ici que la poésie est une affaire interne au langage, les objectivistes entendaient suivre le précepte de William Carlos Williams : *Nothing but in things* (Rien, hors les choses). Pour le poète Charles Reznikoff, par exemple, si tu rends compte de la manière la plus directe possible de ce qui t'a profondément touché, tu dois toucher l'autre à ton tour. Mais pour ma part, je pense qu'ils atteignent parfois à la plus haute poésie. Quand le témoignage concret, la pensée rationnelle, mais aussi sensible et imagée, parvient à dire ce qu'il en est du sort de l'être humain aujourd'hui. ●

Francis Combes



LA NUIT N'EST JAMAIS SILENCIEUSE

24 août 2025

Chaque soir, le même son revient.
Le profond,
grinçant bourdonnement des drones.
Ce n'est pas juste un bruit.
Il vous perfore le crâne, coupant, interminable,
vibrant comme une lame s'apprêtant à trancher
vos pensées.
Il vole votre sommeil, annihile vos rêves avant
même qu'ils ne prennent forme,
Il vous rappelle à chaque seconde
que le danger rôde au-dessus de votre tête.
On n'entend plus le vent, le silence,
uniquement les drones.
Le stress engendré n'est pas mesurable.
Le corps reste en alerte, le cerveau refuse de
se reposer.
Les enfants se réveillent en tremblant.
Les personnes âgées sentent leur cœur se serrer.

Abu Abed Moughaisib, *Gaza Hell@*, Éditions Manifeste !, 2025

Autres publications

- *Le Cri de Gaza*, anthologie de dix-neuf poètes palestiniens dont dix de Gaza, Le Merle moqueur, 2024.

- Anas Alaïli, *Danser d'une seule jambe*, Éditions Le Merle Moqueur en coédition avec la Maison de la poésie Rhône-Alpes.

Existe-t-il un cinéma occitan populaire ?



Extrait du film *La Fam de Machogàs* de Joan Flechet /Jean Fléchet, 1963, 51 minutes (disponible sur YouTube)

Existís un cinèma occitan popular ? C'est la question que se pose Pablo, l'un des membres du collectif DÉTZ (dix, du nombre de ses membres fondateurs), un laboratoire audiovisuel occitan créé en 2010. Cinéaste formé à l'ENSAV à Toulouse, et aujourd'hui basé à Marseille, il est revenu dans la ville rose pour proposer une projection de films de Joan Flechet (1928-...), ainsi qu'une conférence sur l'histoire et l'horizon (*Asuèlh*) du cinéma occitan, autrement dit une réflexion sur ce que pourrait être une structuration de la production cinématographique de cette aire linguistico-culturelle.

La Fam de Machogàs (La Faim de Machougas), réalisé en 1963 par Joan Flechet, est le témoignage d'un cinéma d'avant-garde occitan réalisé avec des paysans de Provence, pour des paysans de Provence. Dans un ton absurde, ce moyen métrage tourné en provençal – avec des musiques afghanes et issues du théâtre nô japonais –, met en scène un secrétaire municipal d'une cinquantaine d'années, victime d'une fringale permanente. Il cache des réserves partout, dans son lit, à côté de son bureau et même dans les archives communales, pour pouvoir s'empiffrer toute la journée. Jusqu'au jour où le maire de la commune l'empêche d'aller voir le médecin, un certain

Monsieur Tripoux, qui lui ordonne pour sa survie de ne plus manger. Se voyant dépérir, Machogàs rentre dans sa campagne natale. Pour lui redonner goût à la vie, sa promise qui l'attend depuis trente ans l'accueille avec une succession de plats du terroir et, pour la première fois du film, Machogàs est rassasié. Sa belle et lui finissent par batifoler dans les champs et les bosquets.

La glotonnerie insatiable de ce fonctionnaire solitaire, parti de chez lui à la fleur de l'âge, est, on le comprend à la fin, une métaphore filée pour souligner le manque du pays. Machogàs est passé à côté de sa vie et de l'amour conjugal pour répondre aux promesses d'une ascension sociale en faisant carrière en ville. Choix qui ne l'a jamais comblé... Suite à son tournage, ce film, comme les autres réalisations de Jean Fléchet d'ailleurs, a été projeté tous les soirs de manière itinérante dans les villages de Provence. L'objectif ? Créer un court-circuit dans le commerce traditionnel du film. Pour cela, la police a interdit les projections et saisi les films de celui qui se revendiquait non pas auteur mais « artisan rural ». Voilà un bel aperçu de ce qu'a pu être un cinéma autonome et populaire occitan qu'il reste encore à redécouvrir. ●

Élodie Lebeau-Fernández

Une voie nouvelle à la hauteur des contradictions et des enjeux de l'époque

Le 40^e congrès du Parti communiste français aura lieu du 4 au 6 juillet prochain et les conférences locales débiteront à la mi-juin.

Léon Deffontaines, responsable de la commission du texte, chargée de rédiger la proposition de base commune du conseil national, revient pour *Cause commune* sur l'élaboration de cette dernière. D'ici là, les communistes sont toujours appelés à contribuer sur congres2026.pcf.fr.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **DORIAN MELLOTT** —

© La commission a-t-elle reçu beaucoup de contributions et sur quoi portaient-elles ?

Léon Deffontaines : Depuis l'ouverture de la phase des contributions, nous avons reçu plusieurs centaines de textes. C'est inhérent au fonctionnement démocratique de notre parti : les communistes s'emparent pleinement de ce moment pour nourrir le débat collectif. Ces textes portent sur des sujets très variés. Nous recevons notamment beaucoup de remontrances sur l'organisation du parti : les campagnes nationales, le rôle des directions, la formation des cadres ou encore la structuration du Parti communiste français. Les prochaines échéances électorales sont également très présentes dans les contributions.

Sans nul doute, ces deux sujets irrigueront une bonne partie des débats du congrès. Nous recevons aussi de nombreux textes sur la situation internationale. Les questions de paix, d'autodétermination des peuples et de solidarité internationale font partie de l'ADN des communistes, et cela ne changera pas. D'autres contributions portent sur des enjeux essentiels pour les Français : les services publics, l'industrie, l'énergie, la sécurité ou encore la lutte contre les discriminations. Nous avons également reçu plusieurs contributions collectives issues des commissions de travail du parti, ce qui témoigne de leur vitalité. Au fond, la diversité de ces contributions reflète l'enracinement profond des communistes dans la société.

Elles sont souvent liées aux combats que les communistes mènent sur le terrain, dans les associations, les syndicats ou les mobilisations locales. Elles traduisent la diversité des engagements et des expériences militantes qui font la richesse de notre parti.

© Comment avez-vous travaillé pour traiter ces contributions ?

La commission de transparence des débats reçoit l'ensemble des contributions. Elle les examine, les classe par grandes thématiques et en réalise des synthèses qui sont ensuite mises à la disposition des membres de la commission du texte. Ce travail permet d'avoir une vision claire des préoccupations, des analyses et des propositions qui remontent des communistes et des structures du parti, afin qu'elles puissent nourrir concrètement la rédaction de la base commune. Par ailleurs, nous ne travaillons pas uniquement à partir des contributions. Nous nous appuyons également sur les livrets thématiques réalisés par les commissions de travail du parti. Les

« Les contributions traduisent la diversité des engagements et des expériences militantes qui font la richesse de notre parti. »



membres de la commission texte se sont réparti un certain nombre d'auditions : responsables de commissions, syndicalistes, responsables associatifs.

© Quel bilan provisoire peut être tiré des 38^e et 39^e congrès ?

Le 40^e congrès doit permettre de fixer un nouveau cap pour la gauche. Pour y parvenir, nous devons bien sûr analyser les évolutions du monde et de la société française, mais aussi être capables de tirer un bilan politique et organisationnel lucide des précédents congrès. Les 38^e et 39^e congrès ont permis de réaffirmer la place et l'utilité du Parti communiste français dans le paysage politique national et dans les luttes sociales. Ils avaient en particulier fixé un objectif central : renforcer l'implantation du parti dans le monde du travail et dans les entreprises. Des dynamiques nouvelles existent. Des initiatives se sont développées dans les quartiers populaires, parmi les jeunes et dans plusieurs secteurs professionnels. Mais nous devons faire preuve de lucidité : nos ambitions nécessitent des moyens politiques et organisationnels à la hauteur. Par exemple, l'objectif de recréer des cellules dans

« L'ambition de ce congrès est claire : poser la question de la conquête des pouvoirs et des chemins pour y parvenir. »

l'ensemble des sections du parti n'est pas encore atteint. Si les 38^e et 39^e congrès ont permis de poser des ambitions, le 40^e devra donner les moyens qu'elles soient réellement atteintes. La présence du parti aux différentes échéances électorales nationales a également permis de faire émerger de nouvelles figures, d'ouvrir un espace politique et de commencer à rendre davantage visibles nos propositions. Pour autant, les résultats électoraux montrent que la présence du PCF aux élections nationales ne suffit pas à elle seule. Il faut que la sympathie dont bénéficie notre parti — et notre secrétaire national Fabien Roussel — puisse se transformer en adhésion à notre projet et à notre organisation. C'est précisément l'un des enjeux du 40^e congrès : franchir une nouvelle étape en transformant cette sympathie en engagement durable. Cela suppose

de reposer clairement notre projet et de répondre à une question décisive : À qui voulons-nous nous adresser et comment organisons-nous notre action pour être réellement utiles aux travailleuses et aux travailleurs et aux classes populaires ?

© Quels seront les grands axes du texte de la proposition de base commune ?

La commission du texte a fait le choix d'organiser la proposition de base commune autour de trois grandes parties.

La première sera consacrée à l'analyse du monde et de la France depuis le 39^e congrès. Le monde évolue très rapidement. Nous assistons à des recompositions profondes des rapports de force internationaux, avec notamment la contestation de l'hégémonie du dollar, qui ouvre une nouvelle ►►

« Les élections sont évidemment un moment important, mais elles s'inscrivent dans une stratégie plus globale : reconstruire une force populaire capable de parler aux travailleurs, aux classes populaires et à la jeunesse. »

► phase de tensions géopolitiques, dont la réélection de Donald Trump est une expression. Dans ce contexte, la voix de la France sur la scène internationale s'affaiblit. Les attaques libérales contre notre modèle social et industriel entraînent un véritable déclasserement pour de nombreux travailleurs et empêchent le pays de peser réellement dans les rapports de force mondiaux. L'échiquier politique français s'en trouve profondément bouleversé. La gauche peine à apporter des réponses à la hauteur de la situation ; de plus, elle se retrouve prise en étau entre, d'un côté, une offre sociale-libérale qui accompagne les politiques austéritaires européennes, et, de l'autre, une offre populiste qui brutalise la vie politique, tout en masquant la lutte des classes derrière des affrontements identitaires. Ces deux orientations constituent une impasse, car elles ne permettent pas de reconstituer le socle social historique de la gauche. Pire encore, en participant à l'effacement de la lutte des classes ou en trahissant les intérêts populaires, elles favorisent directement la progression de l'extrême droite. Face à cela, nous avons besoin d'un Parti communiste français capable de dépasser ces contradictions en proposant un nouveau cap pour la gauche et en portant une ambition claire : rassembler largement le peuple de France pour conquérir les pouvoirs sociaux, économiques et politiques. Pour cela, la deuxième partie de notre congrès sera consacrée aux batailles prioritaires du parti pour reconstruire

cette base sociale. Il ne s'agira pas de dresser une liste exhaustive de toutes nos propositions, mais d'identifier quelques grandes batailles politiques à mener d'ici le congrès suivant. Des batailles qui permettront au PCF d'affirmer son originalité : un parti profondément internationaliste, qui porte le parti pris du travail, le développement des forces productives, un meilleur partage des richesses et la construction d'une nouvelle république. Enfin, la troisième partie concernera le parti en action. Nous ne voulons pas seulement affirmer des ambitions, mais définir concrètement les chemins pour les atteindre : renforcer notre structuration en cellules, développer notre présence dans les entreprises et les quartiers populaires, poursuivre la féminisation du parti et renforcer la formation de nos cadres et de nos

« Les conflits et les tensions actuels, au Moyen-Orient, illustrent les contradictions profondes du système capitaliste mondialisé et la montée en puissance de l'impérialisme des États-Unis. »

directions. Nous souhaitons également mettre en avant deux grandes campagnes nationales structurantes, afin d'inscrire l'action du parti dans la durée et d'articuler objectifs politiques et objectifs d'organisation. Dans ce cadre, nous aborderons également la stratégie du PCF pour les prochaines échéances électorales de 2027.

🕒 **Le congrès intervient entre deux scrutins importants. Quelle influence cela a-t-il sur la rédaction de la proposition de base commune ?**

Les élections ne doivent pas être l'alpha et l'oméga de l'activité du parti. Certains voudraient sans doute résumer notre congrès à la seule question de la participation ou non du parti à l'élection présidentielle. Ce ne sera pas le cas. Pour autant, les élections – en particulier l'élection présidentielle – ont un caractère structurant dans la vie politique française et déterminent largement les rapports de force politiques pour les cinq années à venir. Évidemment, la base commune sera l'occasion de clarifier nos orientations pour les échéances à venir. La base commune abordera donc les perspectives électorales, notamment en vue des prochaines élections présidentielle et législatives. Mais ces choix ne seront pas traités isolément : ils découleront directement de l'analyse politique que nous faisons de la situation du pays et des orientations que nous voulons porter.

Nous sommes confrontés à une situation préoccupante : une extrême droite qui se rapproche du pouvoir et une gauche qui voit sa base sociale se rétrécir à mesure qu'elle s'enferme dans ses contradictions. Ce congrès doit nous aider à prendre de la hauteur, à analyser les causes de la progression de l'extrême droite, mais aussi à tirer les leçons des défaillances de la gauche au cours des vingt dernières années, afin de prendre les décisions politiques permettant à notre camp

de l'emporter. Pour changer la donne, nous devons faire des choix politiques qui permettent au Parti communiste français de s'adresser beaucoup plus largement au peuple de France, et pas uniquement aux électeurs déjà acquis à la gauche.

L'ambition de ce congrès est claire : poser la question de la conquête des pouvoirs et des chemins pour y parvenir. Les élections sont évidemment un moment important, mais elles s'inscrivent dans une stratégie plus globale : reconstruire une force populaire capable de parler aux travailleurs, aux classes populaires et à la jeunesse.

© L'évolution rapide et incertaine du contexte international se ressent-elle dans les contributions des communistes ? Comment la commission travaille-t-elle sur ces questions ?

Oui, très clairement. Les textes qui arrivent témoignent d'une forte préoccupation face aux bouleversements internationaux. Nous vivons une période de recomposition profonde du monde : la globalisation libérale telle qu'elle s'est construite depuis les années 1990 montre aujourd'hui ses limites. Face à la contestation de l'hégémonie du dollar et aux résistances qu'elle suscite, les conflits se multiplient et l'ordre mondial tel que nous le connaissions est en plein bouleversement. Dans ce contexte, une partie des classes dirigeantes

« La gauche se retrouve prise en étau entre, d'un côté, une offre sociale-libérale qui accompagne les politiques austéritaires européennes, et de l'autre, une offre populiste qui brutalise la vie politique tout en masquant la lutte des classes derrière des affrontements identitaires. »

apporte des réponses autoritaires et réactionnaires. Le trumpisme en est une illustration, mais on observe aussi la montée de forces d'extrême droite dans de nombreux pays. Les conflits et les tensions actuels, notamment au Moyen-Orient, illustrent les contradictions profondes du système capitaliste mondialisé et la montée en puissance de l'impérialisme des États-Unis. Dans le même temps, la France et l'Europe se montent largement incapables de faire respecter le droit international et de peser réellement en faveur de la paix. Ces questions seront donc pleinement intégrées dans notre analyse, car elles conditionnent les choix politiques que nous devons faire pour la France et pour le rôle que doit y jouer le Parti communiste français. Nous devons être capables d'analyser l'actualité la plus immédiate, tout en gardant une analyse froide sur les évolutions de fond et la recomposition de l'ordre mondial.

« Ce congrès doit nous aider à analyser les causes de la progression de l'extrême droite, mais aussi à tirer les leçons des défaillances de la gauche au cours des vingt dernières années, afin de prendre les décisions politiques permettant à notre camp de l'emporter. »

© Quelles seront les prochaines grandes étapes du congrès et comment les communistes peuvent-ils s'en saisir ?

La première étape est celle des contributions, qui reste ouverte. En revanche, plus tôt elles arrivent, plus elles peuvent nourrir le travail de la commission du texte, chargée d'élaborer la base commune. La base commune sera adoptée au conseil national du dernier week-end de mars. Ensuite, le texte d'orientation sera soumis au vote des communistes. Ils devront se prononcer sur le texte qui servira de base aux débats dans les congrès locaux jusqu'au congrès national. Une fois adopté, ce texte sera enrichi et discuté dans les congrès de section et de fédération, avant le congrès national qui réunira des délégués venus de l'ensemble des fédérations et qui se tiendra début juillet à Lille. Cette vitalité démocratique n'est pas un simple héritage : c'est une condition d'efficacité politique. Elle permet de confronter nos analyses aux réalités vécues par les communistes dans toute leur diversité et de prendre collectivement les meilleures décisions.

Le 40^e congrès s'annonce donc comme un moment important. Dans une période marquée par la crise du capitalisme, la progression de l'extrême droite et l'affaiblissement de la base sociale de la gauche, il doit permettre au PCF de définir une ambition claire : être un outil utile aux travailleurs pour la conquête des pouvoirs et la transformation de la société. ●

SOCIALISME ? PERSPECTIVES COMMUNISTES EN DÉBAT

Débattre pour avancer

PAR **FANNY CHARNIÈRE ET GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE***

Le 40^e congrès national de notre parti se tiendra dans une poignée de semaines, au début de l'été, à Lille. Au lendemain des élections municipales, sa préparation s'accélère et s'intensifie. Le contexte invite à la plus grande gravité : les contradictions du capitalisme, redoutablement aiguës, nourrissent en maints endroits du globe les tensions les plus vives entre sociétés comme au sein des sociétés elles-mêmes. Si la lutte des classes peut s'en trouver renforcée, c'est, une fois encore, une « lutte des races » à laquelle nous invitent avec

force moyens bien des fractions de la bourgeoisie, désireuses de maintenir par là leur pouvoir. Dès lors, lui-même fruit d'une crise politique qu'il n'avait pas les moyens de résoudre, le macronisme s'enfoncé à son tour dans la crise, sans manquer de renforcer une extrême droite atteignant aujourd'hui une influence inédite depuis la Libération. C'est donc peu dire que le 40^e congrès du Parti communiste aura beaucoup à faire s'il veut être à la hauteur des temps. Dans le rapport qu'il a prononcé à ce propos devant le Conseil national, Fabien Roussel ne propose pas pour autant de s'en tenir à ce seul contexte et à des réponses d'ordre conjoncturel, aussi nécessaires soient-elles. Il avance, au contraire, cette idée importante : la réponse à ce contexte implique aussi de déployer une vision alternative crédible de haute et longue portée.

LA QUESTION DU COMMUNISME ET DU CHEMIN QUI Y MÈNE

C'est dans ce cadre que la question du communisme et du chemin qui y mène est appelée à être remise sur la table. Par-delà les plans d'urgence et

« Le 39^e congrès puis la conférence nationale ont mandaté la direction élue pour que la réflexion collective soit approfondie en ce qui concerne nos conceptions des perspectives de transformation révolutionnaire. »



les mesures les plus immédiates, que voulons-nous vraiment et comment envisageons-nous les conquêtes, évolutions et ruptures révolutionnaires si nécessaires à notre humanité et son environnement ? Se posent ainsi mille questions de fond, à considérer avec sérieux, mais aussi des questions de forme ou, plus exactement, des questions de mot. Faut-il envisager des étapes ? Comment les caractériser ? Faut-il les nommer et, auquel cas, comment ?

Ces questions ne naissent pas toutes de la préparation du 40^e congrès. Elles travaillent depuis longtemps la force communiste, ce qui a pu se traduire de différentes façons, à l'image d'appels lancés lors de précédents congrès pour la réintroduction du socialisme comme perspective pour ne prendre qu'un exemple. Le 39^e congrès puis la conférence nationale ont en tout cas mandaté la direction élue pour que la réflexion collective soit approfondie en ce qui concerne nos conceptions des perspectives de transformation révolutionnaire. Cela s'est tra-

duit, au début de l'année 2025, par la constitution d'un groupe de travail sous la direction d'Hervé Poly. Devant le conseil national du 10 janvier 2026, Hervé Poly a présenté un rapport faisant état du travail initié – disponible sur le site du PCF.

Le présent dossier n'entend pas apporter *une* réponse : c'est aux communistes, à l'occasion de leur congrès, de déterminer un chemin. Il a souhaité – au contraire pourrait-on dire – rassembler un large spectre de regards et d'arguments pour faire grandir le débat entre nous et aider à ce que les choix des communistes se fassent sur la base la plus argumentée. Sont ainsi proposés des points de vue différents, parfois convergents ou articulables, parfois contradictoires et incompatibles. C'est faire là, croyons-nous, œuvre utile pour le travail présent des communistes. C'est le rôle d'un parti. C'est le rôle de la revue politique d'un parti. ■

***Fanny Charnière et Guillaume Roubaud-Quashie** ont coordonné ce dossier.

L'exigence d'une planification socialiste pour sauver le climat

L'écologie, le climat exigent de s'organiser dans un délai court, de façon cohérente dans l'espace et le temps, sur des objectifs qui entrent en contradiction avec le capitalisme.

PAR AMAR BELLAL*

L'humanité fait face à deux périls globaux : le risque d'une guerre impliquant un arsenal nucléaire capable, même en partie, de détruire l'humanité, et l'effondrement des écosystèmes dont dépend la survie de huit milliards d'êtres humains – bientôt dix.

Ces menaces doivent être prises très au sérieux et marquent la gravité du moment historique que nous traversons. Les éviter suppose de répondre aux besoins fondamentaux de la population mondiale, tels que définis par les quinze objectifs de développement durable de l'ONU, tout en les rendant compatibles avec la préservation des écosystèmes, en particulier du climat.

Le défi est immense et le temps presse : pour le climat, l'horizon 2050 revient souvent dans les rapports scientifiques, mais l'essentiel se jouera dès les années 2030 selon les politiques mises en place. En pratique, nous avons environ vingt à vingt-cinq ans pour atteindre la neutralité carbone mondiale et éviter que de vastes régions, aujourd'hui habitées par des milliards de personnes, deviennent inhabitables, avec des bouleversements géopolitiques majeurs.

LE PLAN CLIMAT

Au PCF, une équipe d'ingénieurs, de scientifiques, de militants du monde du travail et de la société civile a travaillé sur les mesures permettant d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Ce travail a abouti à un « plan » fondé sur une modélisation qui projette, année après année jusqu'en 2050, la baisse des émissions dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, des transports et de l'agriculture. L'ensemble est détaillé dans un document de cent cinquante pages (consultable

sur revue-progressistes.org). La démarche est partie des réalités physiques – niveaux d'émission de CO₂ par secteur et solutions technologiques disponibles – avec un objectif politique clair : préserver le climat tout en améliorant la qualité de vie. Le constat est sans appel : compte tenu du temps limité et de la nécessaire cohérence entre secteurs, la réussite d'un tel plan exige un pilotage public fort, fondé sur la planification, des services publics puissants et des entreprises nationalisées, affranchis des critères du marché et de la concurrence.

« En 25 ans c'est une transformation complète de la façon de se loger, de se nourrir, de se déplacer, de produire qu'il faut engager, c'est unique dans l'histoire de l'humanité. »

Autrement dit, une organisation économique qu'on appellerait un « socialisme à la française », comme l'appelait de ses vœux Fabien Roussel lors de la conférence nationale du PCF en 2024. Ce résultat ne découle pas d'un raisonnement idéologique préalable. L'équipe n'a pas cherché à illustrer une théorie, mais à résoudre un problème physique concret : réduire presque à zéro les émissions de gaz à effet de serre en France d'ici 2050 – et cette démarche conduit de fait à des politiques de type socialiste sur plusieurs décennies.

À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE

Au niveau de la planète, la nécessité d'une organisation socialiste se révèle encore plus pertinente. Les rapports du GIEC pour le climat et d'autres travaux sont là pour éclairer les politiques sur les nécessaires mesures à prendre. En vingt-cinq ans, c'est une transformation complète de la façon de se loger, de se nourrir, de se déplacer, de produire qu'il faut engager, c'est unique dans l'histoire de l'humanité. Et insistons, il y a la transformation de l'existant mais aussi toutes les infrastructures nouvelles à construire pour éradiquer la pauvreté actuelle sous toutes ses formes et faire face à l'accroissement de la population.

Tout intellectuel qui se respecte se doit de partir de ces réalités. On ne peut pas perdre de temps avec d'un côté un proudhonisme complètement déconnecté faisant fi des luttes et des batailles politiques avec la réalité des rapports de forces en jeu, et de l'autre des intellectuels idéalistes qui par définition ne sont pas matérialistes et sous-estiment les ordres de grandeur de ces défis.

SOUS-ESTIMATION DES PÉRILS ÉCOLOGIQUES

C'est là où le bât blesse. À quelques exceptions près, les collectifs d'intellectuels marxistes, y compris au sein du PCF, n'intègrent pas vraiment ces réalités matérielles et le peu de temps dont nous disposons pour agir et, pour des raisons de formation, ils sous-estiment largement les périls écologiques. Au mieux, on se contente de réfléchir à une « visée » avec des principes généraux en se disant que l'intendance suivra, que le problème logistique et d'organisation, les défis industriels, tout cela n'est qu'une formalité, une broutille, une fois l'objectif politique défini. Il n'est donc pas

« L'équipe du plan climat n'a pas cherché à illustrer une théorie, mais à résoudre un problème physique concret : réduire presque à zéro les émissions de gaz à effet de serre en France d'ici 2050 – et cette démarche conduit de fait à des politiques de type socialiste sur plusieurs décennies. »

« La planification du plan climat Empreinte2050 n'est pas une prédiction, mais une trajectoire cohérente d'objectifs et de mesures à mettre en œuvre sur les vingt à trente prochaines années. »

étonnant que l'idée de socialisme soit surtout vue de leur part comme un objet de discussion théorique, au mieux un débat sur la perception positive ou non que pourrait avoir l'opinion publique de ce terme, et non pas comme une nécessité matérielle de ce monde. Notons qu'un groupe d'intellectuels dans le parti a d'ailleurs ressenti le besoin de se définir comme « communiste et matérialiste » : c'est bien le signe qu'il fallait rappeler cette évidence, ce pléonasme.

L'écologie, le climat exigent de s'organiser dans un délai court, de façon cohérente dans l'espace et le temps, sur des objectifs qui entrent en contradiction avec le capitalisme. Cela donne une nouvelle pertinence à l'idée de planification, reprise d'ailleurs par tous les pouvoirs publics, même si c'est pour mieux la pervertir. Le diable se nichant dans les détails, leur planification est tout sauf socialiste, et reste inscrite dans le capitalisme. Cela pose la question de la définition de la planification, comment est elle organisée et décidée. C'est un vrai sujet en soi.

BESOIN DE PLANIFICATION

Dissipons un malentendu : la planification du plan climat Empreinte 2050 n'est pas une prédiction, mais une trajectoire cohérente d'objectifs et de mesures à mettre en œuvre sur les vingt à trente prochaines années. Elle repose sur des hypothèses raisonnables de progrès technologique, sans compter sur des ruptures majeures, par prudence. Par exemple, le plan ne suppose pas l'usage d'avions électriques ou à hydrogène en 2050, l'exploitation de météorites riches en métaux, ni le stockage massif d'hydrogène solide. Miser sur de telles incertitudes serait risqué alors que, face au climat, nous avons une véritable obligation de réussite.

Le plan climat ne prévoit pas non plus la construction de quarante EPR – il en propose vingt – car un tel objectif serait irréaliste au regard de nos capacités industrielles. Parvenir à ces conclusions ►►

« La planification socialiste est un travail exigeant, fondé sur la rigueur scientifique et loin des slogans faciles. »

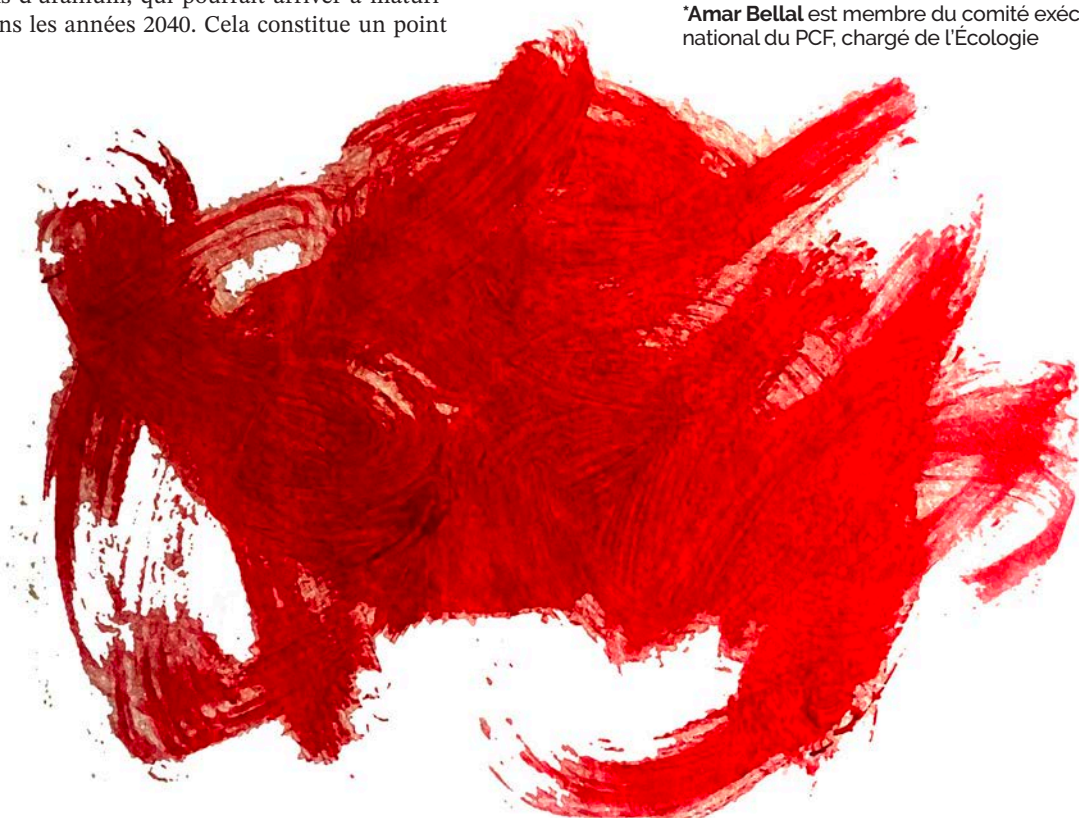
► demande un travail considérable : il faut recenser l'état des technologies, évaluer leur maturité dans le temps dont nous disposons et tenir compte des réalités industrielles. Or vingt à vingt-cinq ans, c'est très court lorsqu'il s'agit de transformer des infrastructures énergétiques, industrielles ou agricoles. Cet exercice est bien plus exigeant qu'une simple pétition de principe sur la créativité des salariés, la démocratisation de l'entreprise ou la capacité des chercheurs à lever des verrous technologiques et résoudre tous les problèmes. S'en tenir à ces déclarations serait commode, mais éviterait un travail pourtant indispensable. Concrètement, le plan prévoit la construction de vingt EPR et le développement d'une nouvelle génération de réacteurs consommant beaucoup moins d'uranium, qui pourrait arriver à maturité dans les années 2040. Cela constitue un point

d'appui concret pour les luttes et pour l'exigence d'une politique industrielle ambitieuse. Le succès de la présentation de ce volet du plan climat, le 6 juin 2025 au siège du PCF à Paris, en témoigne : avec la participation de l'ensemble des acteurs de la filière et près de mille sept cents personnes en ligne, l'événement a montré qu'un projet solide et argumenté peut susciter un réel intérêt, même sur un sujet industriel.

C'est aussi cela, la planification socialiste : un travail exigeant, fondé sur la rigueur scientifique et loin des slogans faciles. D'où la nécessité, pour le parti, de se donner les moyens de mener pleinement ce travail de planification.

Pour notre part, nous poursuivons avec le plan climat le travail de concertation engagé il y a deux ans. Il s'appuie déjà sur près de deux cents initiatives de présentation et de formation à travers la France, de nombreuses contributions et une centaine d'auditions de commissions du parti, ainsi que de personnalités du monde du travail et de la recherche scientifique. Nous prévoyons une restitution de ce travail en juin 2026, en vue de l'édition d'une deuxième version du plan climat en novembre 2026. ■

Amar Bellal est membre du comité exécutif national du PCF, chargé de l'Écologie



Transitions révolutionnaires

Partout, les contradictions s'intensifient. Face à la concentration accrue des pouvoirs économiques et étatiques, les simples aménagements du capitalisme montrent plus que jamais leur impuissance. La nécessité d'une rupture grandit mais peut conduire au pire comme ouvrir la voie au progrès.

PAR **STÉPHANE BONNÉRY**

L'enjeu central de cette contribution est de remettre au travail les voies démocratiques d'une transformation révolutionnaire : définir les conquêtes et les transitions concrètes capables d'ouvrir un chemin vers le communisme.

COMMUNISME ET TRANSFORMATIONS SOCIALISTES

L'obligation de repenser ces questions dans les conditions d'aujourd'hui invite à un rapide inventaire critique des conceptions des transitions qui ont existé dans le PCF, pour pointer ce qui semble pertinent ou ne l'est plus.

De la naissance du PCF jusqu'aux années 1960, le recours à l'idée d'une « étape socialiste » menant au communisme (souvent relégué à l'horizon d'une utopie) traduisait un impensé stratégique : l'absence de réflexion approfondie sur les transitions... Le « modèle » existant était censé en tenir lieu, comme si une unique séquence historique suffisait à conduire mécaniquement à l'objectif final

(avec des nuances, par exemple en 1936, à la Libération...). Quel que soit le modèle supposé, cette page est définitivement tournée. Le regard attentif que nous portons sur les expériences menées, de nos jours dans le monde ou par le passé, doit servir à apprécier ce qui est pertinent dans les conditions actuelles de notre pays.

Des années 1960 aux années 1980, de réels efforts théoriques ont été engagés pour penser les voies de développement et les passages d'un état de la société à un autre, en tenant compte des spécificités nationales et en pointant leur volonté de démarcation du modèle (mode de production « asiatique » et spécifique à chaque société, « socialisme à la française »).

Parmi les avancées de la réflexion qui restent éclairantes, mais dont il faut faire le bilan, la définition du communisme à la fois comme but et comme chemin a permis de ne plus associer ce mot à un futur lointain, téléologiquement bâti et utopique, mais à un objectif, certes à l'échelle de l'histoire, avec lequel chaque lutte concrète et immédiate gagne à entrer en résonance. Cette définition invite donc à penser l'activité politique à la fois comme processus de libération de l'emprise des logiques du capital sur la société (de l'exploitation, du chômage, des dominations entre les personnes pour construire des rapports nouveaux...) et comme perspective pour atteindre un état différent de la société.

Or, à la fin des années 1990, cette conception a d'abord donné lieu à du flou sur la relation entre but et chemin et sur la nécessité de penser et de s'ancrer dans des objectifs intermédiaires. Et la croyance selon laquelle l'essentiel était de participer au pouvoir d'État pour tenter de gagner ►►

« L'idée de dépassement du capitalisme a souvent servi à renvoyer à un horizon indéterminé les transformations concrètes, tout en estompant les ruptures nécessaires, donc révolutionnaires, pour s'attaquer au cœur du système. »

► quelques améliorations concrètes a conduit à cautionner des renoncements gouvernementaux face aux logiques du capital. Ce faisant, la perspective de changement réel de société a été brouillée. Faute d'assumer d'autres options, l'idée de dépassement du capitalisme a souvent servi à renvoyer à un horizon indéterminé les transformations concrètes, tout en estompant les ruptures nécessaires, donc révolutionnaires, pour s'attaquer au cœur du système.

Peu après, l'idée véhiculée est celle d'un communisme qui serait « déjà là » dans chaque conquise, donnant à tort le sentiment que chaque droit isolé satisfaisant un besoin humain serait par essence un bout de société alternative. Si les conquêtes passées sont effectivement un point d'appui pour convaincre de la nécessité de les sauvegarder et de la possibilité d'obtenir de nouvelles avancées, le fait de dire qu'un bout de l'horizon final est déjà atteint demeure assez contradictoire : relier les luttes concrètes et la visée ne doit pas faire l'impasse sur la temporalité du processus. Suggérer que le communisme serait « déjà là » affaiblit la bataille idéologique : cela détourne l'attention des transformations inédites à faire grandir dans les consciences et peut conduire, à tort, à juger inutile l'existence d'un parti communiste. Or la raison d'être de celui-ci est précisément là où se concentre la nécessité politique : articuler les luttes concrètes à un projet cohérent d'émancipation des logiques de l'argent, donner un sens stratégique aux combats immédiats et inscrire chaque conquête dans une perspective de rupture avec le système. Cette logique mouvementiste, dans un contexte de contre-offensive néolibérale, a enlisé les luttes dans des résistances indispensables mais sans perspectives.

À vrai dire, un réel travail d'analyse des conditions d'une transition de société est à reprendre. Ce chantier est à la fois ambitieux et doit être fait avec modestie si l'on souhaite le faire sérieusement, et non pas pour se rassurer dans des certitudes *a priori*, héritées d'analyses d'une situation qui n'est plus la même.

Face à ces impasses, notre 38^e congrès invitait à ouvrir le débat « sur ce que peut être une société qui se dégage de sa domination et fait grandir des transformations révolutionnaires, une cohérence d'objectifs politiques, de moyens et de pouvoirs, vers le communisme ». Les évolutions actuelles donnent une actualité vitale à cette dynamique, dont le niveau d'engagement et d'organisation de notre parti doit être à la hauteur.

L'AMPLEUR RÉVOLUTIONNAIRE DES TRANSITIONS SUCCESSIVES À OPÉRER

Face à un système qui a conquis la planète, et qui a imposé en France comme ailleurs des reculs sur les conquises, il faut prendre la mesure de ce qu'implique, dans la société française actuelle au sein de relations internationales mouvantes et périlleuses, la possibilité de faire reculer cette emprise du capital. Surtout quand la classe capitaliste incline à recourir à l'extrême droite pour maintenir sa domination et écraser la contestation des profits. Le défi est immense et nécessite de hisser notre niveau d'organisation et d'intervention, pour révolutionner (pacifiquement, démocratiquement) les logiques profondes de la société.

« Un communisme, qui serait "déjà là" dans chaque conquise, donne à tort le sentiment que chaque droit isolé satisfaisant un besoin humain serait par essence un bout de société alternative. »

Dans le même temps, les contradictions s'aiguisent et les politiques menées dévoilent toujours plus nettement les intérêts de classe qu'elles servent. Chaque conflit, chaque réforme, chaque crise constitue donc une opportunité stratégique pour notre parti, à condition de nous donner les moyens de la saisir. L'enjeu demeure d'élever les consciences, de rassembler et favoriser l'engagement dans des intérêts communs de classe, sur une base sociale large qui transcende les divisions (travailleurs de différents secteurs, usagers, salariés des donneurs d'ordre et des sous-traitants, des différents territoires et origines et des deux sexes, etc.). Cela suppose une appropriation collective de propositions transformatrices, afin que les luttes immédiates deviennent des points d'appui pour une dynamique de changement de société.

Sur chaque domaine de la société et secteur de lutte, le combat ne peut qu'être âpre. Et pour être remporté il faudra qu'il soit mené aussi bien dans les institutions que dans les entreprises, par les luttes sociales, par le débat d'idées et par les urnes. Disons-le tout net : contre les illusions électoralistes, croire qu'une conquête du pouvoir d'État

pourrait advenir sans victoire préalable dans la bataille des idées est une impasse. Sans transformation des consciences, sans construction d'un rapport de forces durable, aucune alternance ne débouche sur un changement réel, notamment là où se joue l'affrontement central entre capital et travail : dans les entreprises, les services publics, les lieux de production.

L'INTERVENTION POPULAIRE SUR DES OBJECTIFS INTERMÉDIAIRES : INTÉGRER PROJET ET PROGRAMME

La notion d'étapes posait problème parce qu'elle impliquait une définition en amont, d'un plan pré-pensé à appliquer, ne reposant fondamentalement pas sur l'intervention populaire. La volonté de réfléchir à nouveaux frais aux transitions socialistes ne saurait revenir à une conception technocratique et uniquement descendante. Pas plus que de croire qu'il suffirait d'arriver au pouvoir pour appliquer des plans bien conçus sur le papier : il faut prendre en compte la réaction des forces adverses comme l'implication populaire pour y faire face, dans l'ajustement du niveau des objectifs intermédiaires. Mais par mouvement de balancier, l'abandon de la notion d'étapes, dans le flou entretenu entre le communisme comme but et comme moyen, s'est fait en renonçant à fixer des objectifs intermédiaires.

L'implication populaire est d'autant plus forte que les objectifs intermédiaires sont concrets, crédibles et inscrits dans une stratégie lisible. À rebours des fausses oppositions qui ont longtemps prévalu, les programmes et les propositions d'améliorations immédiates sont indispensables : ils permettent de construire un projet partagé et d'ancrer l'engagement dans le réel. Et en même temps les propositions concrètes ne sont pas suffisantes, car il y a besoin d'aligner le but immédiat avec la perspective explicite, celui de faire reculer graduellement l'emprise des logiques du profit. Les propositions que le PCF élabore sur des secteurs de transformation

« Les contradictions s'aiguisent et les politiques menées dévoilent toujours plus nettement les intérêts de classe qu'elles servent. »

« La raison d'être du parti communiste : articuler les luttes concrètes à un projet cohérent d'émancipation des logiques de l'argent, donner un sens stratégique aux combats immédiats et inscrire chaque conquête dans une perspective de rupture avec le système. »

prioritaires (nouvelle industrialisation, sécurité, emploi, formation...) et les plans (climat, logement, éducation, etc.) sont ainsi à penser pour donner à voir l'articulation de chacune de ces propositions avec les perspectives qu'elle porte au-delà d'elle-même. C'est aussi leur cohérence qui donne à voir une perspective vers un état de la société où les forces du capital n'auront pas disparu, mais disposeront de moins de pouvoir. Imposer un tel rapport de forces nécessite que les propositions transformatrices fassent l'objet d'une appropriation, d'une coélaboration, pour permettre une intervention dans les différents lieux de pouvoir pour les faire appliquer et les contrôler.

Dans cette optique, nous pouvons envisager d'axer davantage la réflexion des communistes sur les expériences de luttes et sur ce qu'elles permettent de faire bouger dans les consciences, en étant attentifs aux obstacles à lever : nombre de travailleurs sont écœurés par les logiques managériales de « participation » qui ne les écoutent pas sur les vraies questions, la résignation et les réflexes délégués pèsent, de même que les fausses divisions...

Sans intervention populaire, il y aura peu de victoires, et elles ne seront certainement pas durables. Penser un processus politique, c'est aussi le moyen pour que chacun se transforme en se déprenant de l'idéologie et des fausses solutions et en élevant son niveau de conscience. Malgré ces obstacles, nos atouts sont nombreux : les communistes, du fait de leur histoire, de leur institution, de leur mémoire, de leurs élus, de leurs expériences, sont reconnus pour leur utilité dans la structuration de collectifs (contre la désertification médicale, pour les transports, l'éducation, etc.). Un cap doit être passé dans la lisibilité de ces luttes locales en enjeu national relié à une perspective. ►►

► Les propositions que nous mettons en débat, au service des luttes et pour sortir de la crise, doivent assumer clairement leur finalité révolutionnaire. Elles doivent s'adresser à une base sociale large, en construisant des convergences entre des fractions de classe que des entreprises politiques (qu'elles soient dominantes ou non) s'emploient à opposer. Cela suppose d'apprécier en permanence la profondeur de la crise comme le niveau réel de conscience, afin de placer le curseur program-

matique au point juste : assez ambitieux pour desserrer l'étau du capital, assez concret pour entraîner l'adhésion. C'est à cette condition que nos propositions pourront devenir une force matérielle, fédérer durablement et tracer un chemin crédible de transformation sociale. ■

*Stéphane Bonnéry est membre du comité exécutif national du PCF.

Un nouvel avenir est-il possible ? Le socialisme entre rêves et réalités

Comment faire triompher l'humain, face à la destruction et à l'exploitation capitalistes qui fragilisent la vie sur Terre et la civilisation ? C'est la grande question qui nous est posée.

PAR TAYLAN COSKUN*

Cette même question est celle du socialisme qui, depuis l'avènement du capitalisme, a signifié le désir d'une belle vie pour toutes et tous face aux injustices et aux aliénations de l'ordre existant. Jack London dans son indispensable roman *Le Talon de fer* appelait « l'ère de la fraternité humaine » le socialisme à venir.

Lors d'un de ses discours prononcés au moment de la pandémie de la covid, le président Macron évoquait les solutions trouvées face à la maladie comme des « forces pour le futur », le sous-titre a affiché le mot... « foutur » ! Ce lapsus résume le

monde inquiétant qui vient. Notre peuple comme l'humanité dans son ensemble est tiraillé entre la peur du lendemain et un désir d'une société authentiquement humaine.

LES PROBLÉMATIQUES DU SOCIALISME AUJOURD'HUI

Comme tout « -isme », le capitalisme et le socialisme sont d'abord des désirs. D'un côté, le désir de l'enrichissement individuel, de la propriété privée, de la concurrence et de la loi du plus fort. Bref, le capitalisme poursuit un « foutur ». À l'inverse, le socialisme proclame le désir de fraternité, d'égalité, de justice sociale et de la valeur de la vie émancipée de l'argent roi. Bref, c'est le désir d'un nouveau futur pour remplacer le « foutur » capitaliste. Ces deux désirs d'avenir s'affrontent depuis trois siècles.

Cependant, dès *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels posent un peu différemment le problème. Pour eux, il ne suffit pas de déclarer que les valeurs du socialisme à venir sont supérieures à la réalité sordide du capitalisme, pour réussir à l'abattre. Il n'y a rien d'automatique, tant il est vrai que, malgré les déclarations d'amour des socialistes pour

« Le communisme est le chemin et le socialisme, comme nouvel ordre mondial à venir, est le but. Un but certainement à son tour provisoire car l'histoire ne s'arrête pas. »

un avenir radieux, le capitalisme est toujours là. Ainsi, comme le montrent, dans le chapitre trois du manifeste, Marx et Engels, il faut dépasser le « socialisme utopique » : un rêve fort sympathique d'un monde où tous les humains seraient « copains comme soçons » mais qui n'existe encore nulle part. [En fait le « cochon » de copains comme cochons est une déformation de « soçon », qui vient lui-même du latin « socius » qui veut dire compagnon...] Tout leur travail consiste à réfléchir aux conditions d'abolition réelle du capitalisme. C'est-à-dire son dépassement effectif pour permettre à l'humanité de sortir de cette préhistoire caractérisée par l'appropriation privée de ce qui appartient de droit à tous. Dans leur livre *L'Idéologie Allemande*, Marx et Engels, après avoir développé leur point de vue sur la propriété privée, la division du travail dans le salariat et l'État bourgeois, disent : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémices actuellement existantes. » Cette citation a été utilisée à tort et à travers comme s'il s'agissait d'une mystification. C'est juste un constat trivial : le communisme, contrairement aux socialismes utopiques, part de la réalité telle qu'elle se présente dans la société capitaliste avec ses contradictions et agit pour abolir et dépasser bout par bout les trois éléments fondateurs de cet ordre (propriété privée, salariat et l'État bourgeois) pour ouvrir la voie à ce qui doit éclore.

Cette approche marxiste s'appelle « communisme » ou « socialisme scientifique ». C'est-à-dire une approche stratégique de la lutte des classes qui s'inspire des méthodes scientifiques : analyser les faits, orienter les actions d'une manière ordonnée vers des objectifs définis, tenir compte des plans et des actions de l'adversaire capitaliste, expérimenter et en tirer des enseignements pour s'améliorer. Le communisme est le chemin et le socialisme comme nouvel ordre mondial à venir est le but. Un but

« Marx et Engels qualifiaient l'activité communiste spécifique, comme un faire accoucher le monde nouveau à partir des réalités de la société présente. »

certainement à son tour provisoire car l'histoire ne s'arrête pas.

Or tant l'histoire des pays dits du socialisme réel que de la social-démocratie occidentale montre un certain renversement de ce marxisme originaire : en effet, le socialisme est proclamé de part et d'autre comme un objectif plus réaliste, plus rapidement atteignable que le communisme défini éventuellement comme un état et non plus comme « le mouvement réel ».

« En Occident, le communisme étant rangé, par la propagande ambiante, dans le rayon d'utopies lointaines, c'est le socialisme des partis sociaux-démocrates qui s'est présenté comme une solution réaliste et pragmatique. »

En ex-URSS, selon la doctrine officielle, il s'agissait d'établir d'abord le socialisme et de le consolider dans un seul pays. Puis, à une date ultérieure et indéfinie, on pourrait bâtir le communisme. Cet ajournement par étapes a permis d'un côté de maintenir un espoir inspirant pour le mouvement ouvrier du monde entier. Mais il a en même temps justifié les retards et autres ratés que rencontraient inévitablement l'URSS et les autres pays du bloc de l'Est. Les raisons historiques, la dynamique et les conséquences de ce renversement mériteraient des développements d'un point de vue marxiste authentique exigeant un travail à part entière.

En Occident, on a suivi un chemin quelque peu comparable. Le communisme étant rangé, par la propagande ambiante, dans le rayon d'utopies lointaines, c'est le socialisme des partis sociaux-démocrates qui s'est présenté comme une solution réaliste et pragmatique.

Il est vrai que des progrès très importants ont été possibles grâce aux luttes et à l'existence d'un bloc communiste : des mesures de solidarités diverses, la reconnaissance des droits des minorités, de l'égalité des sexes, des réformes visant à adoucir les effets les plus terribles de la prédation capitaliste, etc. Mais le réformisme social-démocrate voit dans cette évolution l'alpha et l'oméga de toute politique d'émancipation. Évidemment, là aussi on renverse ►►

►► l'ordre entre communisme et socialisme par cette interprétation.

Or, s'agissant des questions d'abolition et de dépassement réel posées par le communisme selon Marx, il n'est pas exagéré de constater que la social-démocratie occidentale a été assez pauvre en avancées.

Dans les deux cas de figure historique, ce renversement part d'une bonne intention mais les résultats obtenus peuvent à juste titre nous interroger. Il serait aujourd'hui éclairant, pour nous, d'en faire un bilan sérieux pour mieux orienter nos actions futures.

UNE ÉVOLUTION RÉVOLUTIONNAIRE

La question qui nous est posée, c'est la possibilité du communisme comme abolition et dépassement concret de l'ordre existant dans les conditions d'aujourd'hui. Mais abolir en vue de dépasser vers un ordre meilleur n'est pas détruire !

Détruire, c'est réduire et supprimer par force l'existence d'une chose. Abolir et dépasser, c'est agir pour soutenir l'évolution d'une réalité vers un changement de sens, d'ordre ou de fonction ; retrouver, comme le préconisait Jean Jaurès, le sens révolutionnaire au cœur de toute évolution : une évolution révolutionnaire.

« Des dynamiques vitales sont partout en marche, attendant d'être reconnues comme telles, soutenues politiquement et élargies. »

Le capitalisme détruit, le communisme abolit. Cela n'a rien de terrifiant ! On a bien aboli l'esclavage et la peine de mort, l'humanité ne s'en porte pas plus mal.

L'évolution de la vie donne des exemples infinis de belles abolitions soutenant la vie. Le philosophe et scientifique persan Avicenne disait déjà au Moyen Âge : « Quand l'œuf se casse de l'extérieur c'est la mort. Quand il se casse de l'intérieur c'est la vie. » Voilà une juste métaphore pour faire la différence dialectique entre une destruction par la force et une magnifique évolution qui abolit les obstacles au développement de la vie. Cette citation d'Avicenne rappelle la manière dont Marx et Engels qualifiaient cette activité communiste spécifique,

comme un faire accoucher le monde nouveau à partir des réalités de la société présente.

Chaque fois que le « foutur » capitaliste titube, chancelle, bégaie et perd ses moyens, le dépassement de son emprise devient possible. Et nous sommes entrés dans une période où les lapsus du capitalisme se multiplient. Les contradictions deviennent autant de paradoxes et d'impasses.

Ainsi, le capitalisme détruit lui-même la propriété en la privatisant. C'est-à-dire, il exproprie l'humanité au nom de la défense de la propriété. Or cette prédation généralisée est perçue de plus en plus largement comme la cause principale des destructions en cours sur la planète et des risques de guerres pour le partage des richesses. Il s'agit pour nous d'agir pour que cette conscience confuse de la nocivité de la propriété privée se transforme en actes d'abolition, de dépassement, d'évolution. Chaque fois que la propriété des richesses produites par l'humanité est restituée à l'usage commun, nous abolissons dans les faits de la propriété privée du capital. C'est la réappropriation des richesses par l'humanité qui les produit. Les chemins de ce travail sont plus nombreux qu'on ne le pense : nationalisation ou réquisition de telle ou telle autre industrie, taxation des produits du capital sous toutes les formes, sauvegarde de services publics, développement des coopérations ainsi que des associations rassemblant producteurs et usagers des biens et des services, accès à la culture et à l'information vraie, obtention de nouveaux droits pour toutes et tous, etc. Des dynamiques vitales sont partout en marche, attendant d'être reconnues comme telles, soutenues politiquement et élargies.

Le capitalisme détruit le salariat pour exploiter encore plus les travailleurs par le remplacement du salariat tel qu'il existait il y a peu par du travail au rabais, jetable et précaire, placé sous le signe de la servitude volontaire et de l'ubérisation. Les prémisses de l'abolition du salariat sont également là. On peut soutenir cette tendance sous toutes les formes imaginables : proposer de nouveaux droits pour les travailleurs, les sécuriser ainsi que leur ouvrir des possibilités de se former pour s'émanciper, face aux effets délétères de l'IA au service des besoins du capital ; nous pouvons valoriser le travail vivant et le facteur humain indispensable à la production, agir pour une éducation émancipatrice et universelle pour toutes et tous, etc. Tout cela mène au dépassement, à terme, du salariat servile, pourvu qu'on sache déceler et développer ce sens dans les évolutions en cours et dans nos actions.

Le capitalisme, enfin, use et détruit l'État à son



« De nombreux faits qui affaiblissent l'État bourgeois sont les germes de son dépassement : la dégénérescence des institutions, la méfiance du peuple pour l'État, l'aspiration pour une démocratie proche des citoyens etc. »

service dans sa course folle pour toujours plus de profit. Pour nous, abolir et faire évoluer l'État, c'est se l'approprier pour remettre cet outil de redistribution des richesses dans le bon sens : l'État doit prendre aux riches pour rendre à tous et non l'inverse, comme c'est le cas aujourd'hui. Il doit être un moyen de paix universelle et non de guerre de toute l'humanité contre elle-même. Redéfinir la souveraineté populaire et ses institutions débarrassées de la finance et de l'État servile est une tâche immédiate pour nous. Là aussi, si nous les comprenons bien, de nombreux faits qui affaiblissent l'État bourgeois sont les germes de son dépassement : la dégénérescence des institutions, la méfiance du peuple pour l'État, l'aspiration pour une démocratie proche des citoyens, etc.

Le capitalisme vit sur les morts : le travail mort, mais aussi l'agonie de la planète, de la société et de ses institutions. Cette réalité nécrophile suscite des résistances. Il ne serait pas juste de décréter que ces résistances sont du communisme déjà là. Ce serait encore confondre le but et le chemin et poser le communisme comme un état. Ces résistances peuvent plutôt aider les communistes d'aujourd'hui à proposer de façon crédible les chemins contemporains vers l'émancipation.

Voici tout un programme dont nous trouvons des réalisations inspirantes dans notre histoire :

- la Sécurité sociale,
- de nouveaux droits pour les salariés,
- les actions dans les municipalités communistes : droits pour tous aux vacances, au logement, à l'alimentation, à la culture, à l'éducation, aux sports, aux centres de santé, à la vie associative de solidarités, etc.

Autant d'évolutions révolutionnaires qui en appellent d'autres. L'aspiration à un avenir de fraternité humaine est dans l'esprit de la majorité des humains. La tâche spécifique des communistes, c'est de se consacrer à définir, à susciter, à débayer et à coconstruire les chemins concrets qui y mènent à partir de la société, ici et maintenant. En avant ! ■

***Taylan Coskun** est membre du comité exécutif du PCF.

Luttes d'aujourd'hui et transition révolutionnaire

La montée des périls, dans le monde comme dans notre pays, peut donner le vertige. L'enjeu du prochain congrès du PCF est de décider collectivement comment y répondre en montrant ce qui, dans la crise de la civilisation capitaliste et libérale, donne son actualité au combat pour construire une civilisation radicalement différente.

PAR **DENIS DURAND***

Les GAFAM et autres acteurs capitalistes de la révolution informationnelle, en soumettant le monde à leurs exigences de rentabilité, déclenchent des bouleversements économiques et anthropologiques dont l'ampleur ne peut se comparer qu'à la transformation de chasseurs-cueilleurs en agriculteurs sédentaires, il y a dix mille ans, ou à la révolution industrielle qui, depuis trois siècles, a créé un terrain favorable à la domination du capitalisme sur le monde.

Le capital crée ainsi sans le vouloir les bases matérielles et culturelles d'une civilisation radicalement nouvelle dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital matériel et financier, mais la libre et entière participation de tous les habitants de la planète à un partage efficace des informations et, avec elles, des pouvoirs et des richesses.

Cependant, cette nouvelle civilisation est bien loin d'être « déjà là » car les forces du capital déploient tous leurs moyens pour empêcher son avènement.

« Être capable de mettre en avant le projet communiste dans la bataille d'idées, d'en faire une boussole et un stimulant des mobilisations dans les luttes sociales, sociétales et écologiques. »

C'est la cause profonde des redoutables convulsions qui secouent la civilisation capitaliste et libérale.

LE PROJET COMMUNISTE

Tenir toute notre place dans la résistance et dans la construction d'une alternative politique rassemblant la majorité de notre peuple, c'est être capable de mettre en avant le projet communiste dans la bataille d'idées, d'en faire une boussole et un stimulant des mobilisations dans les luttes sociales, sociétales et écologiques. L'enjeu des prochaines élections présidentielle et législatives est la présence de ce projet dans la construction d'une alternative de gauche, bien plus que le choix de telle ou telle alliance tactique.

Au 39^e congrès, nous avons donné la définition suivante de ce que nous avons appelé le projet communiste : « Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies. » Nous avons également donné des indications concrètes sur le « chemin », par exemple le processus de dépassement du marché du travail par la construction d'une sécurité d'emploi ou de formation.

Dans la tradition du mouvement ouvrier, il est naturel de qualifier de « socialiste » la transition entre l'état de choses existant et une civilisation communiste répondant aux contradictions qui travaillent le monde contemporain.

L'usage de ce terme peut être compris comme

porteur d'une certaine radicalité, répondant à la discordance que l'on observe de plus en plus entre l'ambition révolutionnaire de nos choix de congrès et l'action concrète de nos dirigeants dans les institutions, de nos porte-parole dans les médias. Mais pour être vraiment radicale, cette transition doit bel et bien viser la construction d'une société communiste, et non pas être prise pour un but en soi.

En effet, le chemin est inséparable du « but final ». Notre projet possède toute la radicalité des premières utopies communistes, rationalisée et politisée par le travail que Marx et Engels ont effectué dès le Manifeste de 1848, qu'ils ont poursuivi et approfondi jusqu'à la fin de leur vie et que leurs disciples se sont attachés à continuer jusqu'à nos jours. Le but, au-delà de la seule propriété collective des moyens de production, c'est l'émancipation de l'exploitation capitaliste et, avec elle, l'émancipation de toutes les dominations.

« La leçon que le PCF a commencé à tirer des dures expériences des cent dernières années est que le dépassement du capitalisme ne peut pas se réduire à l'exercice d'un pouvoir gouvernemental. »

La transition socialiste ne peut donc pas se borner à la caricature qu'en donne l'idéologie dominante. La trinité soviétique, « nationalisation – planification – investissement », a connu des succès remarquables – jusqu'à la Chine des dernières décennies – dans la construction de puissances industrielles. Cependant, elle s'avère très insuffisante, au XXI^e siècle, pour répondre aux exigences d'autonomie des êtres humains, de développement de toutes leurs capacités créatives, que comporte la révolution informationnelle.

LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX POUVOIRS

La leçon que le PCF a commencé à tirer des dures expériences des cent dernières années est que le dépassement du capitalisme ne peut pas se réduire à l'exercice d'un pouvoir gouvernemental, qu'il soit baptisé « dictature du prolétariat » ou qu'il prenne

« La transition socialiste ne peut pas se borner à la caricature qu'en donne l'idéologie dominante. »

la forme d'une « voie parlementaire au socialisme ». Il exige la conquête par les citoyennes et les citoyens de pouvoirs décentralisés, dépassant les délégations de pouvoir constitutives de la république bourgeoise. Il nécessite la conquête, par les salariées et les salariés, de pouvoirs autogestionnaires contre le capital dans tous les lieux où ces pouvoirs s'exercent, à commencer par les entreprises et les institutions financières. L'enjeu est de faire prévaloir, dans les luttes, de nouveaux critères de gestion concrets, contre l'obsession capitaliste de la rentabilité et de la « baisse du coût du travail ». À l'inverse, les échecs historiques du mouvement d'émancipation depuis la deuxième moitié du XX^e siècle sont liés à l'absence de tels critères d'efficacité économique et écologique. C'est une des leçons qu'il convient de tirer de la défaite de l'URSS. En ce qui concerne la France, après la victoire électorale de 1981, le gouvernement de gauche jouissait des pouvoirs exorbitants que la V^e république confère à l'exécutif, et les nationalisations industrielles, l'étatisation quasi complète du secteur bancaire, le contrôle des taux d'intérêt et des mouvements de capitaux... avaient poussé l'emprise de l'État national sur l'économie à un degré jamais atteint. Et pourtant, en l'absence d'une mobilisation populaire suffisante, nourrie d'alternatives concrètes aux gestions capitalistes, cet « État stratège » s'est trouvé impuissant face au déferlement de la mondialisation financière néolibérale, jusqu'à en devenir le complice actif à partir de 1983.

En résumé, accéder au gouvernement ne peut donc pas être un but en soi mais un moyen de contribuer, avec de nouvelles institutions, à une prise de pouvoir décentralisée par les citoyennes et les citoyens, et à une prise de pouvoir autogestionnaire par les salariées et les salariés, inaugurant des formes de planification d'un type tout à fait inédit.

C'est possible car l'État ne se confond pas avec les monopoles capitalistes. Il a une nature contradictoire : à la fois représentant de l'ensemble de la ►►

►► société, et force placée « au-dessus de la société » pour maintenir les dominations de classe. D'où, par exemple, la portée politique de l'émotion qui s'est emparée du public devant l'annonce des 211 milliards d'aides dispensées aux entreprises. Cette émotion devrait être prise en compte pour lancer une bataille politique ne visant pas seulement à dénoncer les subventions au patronat et à réclamer leur abolition. Nous voulons beaucoup plus. L'argent public devrait servir, non plus de « béquille du capital », mais de levier pour agir sur les entreprises et les banques au moyen d'un allègement sélectif du coût du capital, à condition qu'elles développent l'emploi et la création écologique des richesses, au lieu de les encourager à être plus rentables pour les actionnaires. C'est-à-dire

une mesure à effet immédiat qui sera, du même mouvement, un premier pas vers une transformation radicale de la logique qui anime l'économie et la société.

La difficulté à laquelle nous nous heurtons à ce stade est que ce projet communiste, sa cohérence, la réponse qu'il apporte à la colère et aux angoisses de notre peuple, sont aujourd'hui cruellement absents du débat public.

Après la bataille contre l'effacement du PCF, il s'agit donc maintenant de gagner la bataille contre l'effacement des idées communistes. ■

Denis Durand est membre du conseil national du PCF.

Une exigence de lucidité critique

Remettre la question du socialisme dans le débat public, et en faire de nouveau un projet politique, ouvre une réflexion à plusieurs niveaux, dont il faut assumer toutes les dimensions.

PAR **FRÉDÉRIC MELLIER***

Évacuer l'une d'entre elles nous exposerait à des difficultés majeures dans notre action politique, dans notre capacité à être entendus et compris.

Cette question renvoie fondamentalement au lien étroit et indispensable entre la production théorique et la production matérielle ; un débat ancien et permanent dans le mouvement communiste, entre l'idéal et le matériel. Elle suppose donc d'être capables de produire des analyses sur notre présent,

sur le stade de développement du capitalisme, mais aussi de comprendre le mouvement des sociétés, leurs évolutions, leurs ruptures.

Cela implique déjà de tordre le cou à un certain nombre d'idées qui se sont diffusées dans le mouvement communiste au cours de la phase de réélaboration théorique des années 1990.

On peut débattre longuement de cette période, en formuler des critiques – et nombre d'entre elles sont à bien des égards justifiées. Mais le mouvement politique interne au parti qui consisterait à rejeter en bloc l'ensemble de la production théorique de cette période, en la tenant pour responsable de tous nos maux, est, à mon sens, lourd de conséquences sur notre manière d'envisager le débat idéologique.

DES ÉCUEILS MAJEURS

Je crois en effet que deux écueils majeurs se dressent aujourd'hui devant nous, et qu'il nous faut impérativement les dépasser.

Le premier consisterait à poursuivre la fuite en

« Les moyens de l'émancipation peuvent relever du socialisme – cela reste une question ouverte et collective – mais ils ne peuvent se réduire à sa répétition incantatoire. »

avant théorique et politique engagée au début des années 2000. Cette pensée tend à ne voir dans le communisme qu'un simple mouvement, sans objectif clairement défini, le capitalisme étant supposé produire lui-même les réponses à ses propres crises. Ces réponses étant déjà partiellement présentes, il suffirait alors de les accompagner, voire de les amplifier, pour qu'elles émergent de manière dominante dans le réel.

Dans cette perspective, il existerait déjà « du communisme » dans notre société, la Sécurité sociale étant régulièrement convoquée comme démonstration indiscutable de cette réalité. Le communisme n'est alors plus conçu comme un but de société, mais comme une dynamique diffuse, un horizon indéterminé, voire un fourre-tout perpétuel.

Dans cette vision politique, les questions d'affrontement de classes, de prise de pouvoir, de stades de développement, de sauts qualitatifs sont largement absentes. On retrouve ici une forme d'évolutionnisme qui, paradoxalement, nie l'histoire réelle des sociétés humaines.

Or ce qui caractérise ces sociétés – au-delà même de l'affrontement de classes – ce ne sont pas des évolutions linéaires, mais des ruptures, des transformations profondes, souvent provoquées par des avancées technologiques, des crises démographiques ou climatiques, ou encore par des guerres de domination territoriale.

Il existe parfois des sauts qualitatifs permettant un nouveau développement ; parfois, au contraire, l'issue de la crise se traduit par la disparition pure et simple d'une civilisation. L'histoire regorge de tels exemples, sur tous les continents.

LA CAPACITÉ À OUVRIR UN CHEMIN

Mais symétriquement la radicalité ne se mesure pas à l'intensité des proclamations, mais à la capacité à ouvrir un chemin. Une pensée qui se contente de répéter le socialisme comme une incantation, sans travailler les conditions concrètes d'une société de transition, se prive de toute efficacité politique. En refusant d'affronter la crise démocratique, la recomposition de la classe travailleuse et la bataille du récit, cette radicalité d'affichage devient paradoxalement conservatrice. Elle fige l'héritage communiste au lieu d'en prolonger la capacité créatrice

Les moyens de l'émancipation peuvent relever du socialisme – cela reste une question ouverte et collective – mais ils ne peuvent se réduire à sa répétition incantatoire. Lorsqu'il est invoqué sans

travail critique, le socialisme tend à se confondre avec une forme d'étatisme non assumé. La formule « nationalisation – planification », répétée à l'envi sans y intégrer la question décisive de la démocratie réelle et des nouveaux pouvoirs des travailleurs, des critères de gestion, de la finalité des productions, ne définit pas un contenu de transition crédible. Elle renvoie au contraire aux impasses historiques que furent, chacune à leur manière, les expériences des pays de l'Est comme la séquence de 1981.

Ces échecs sont trop souvent analysés comme le simple produit de forces extérieures ou de trahisons politiques, sans interroger les contradictions internes à ces processus, notamment celles liées à une étatisation de l'économie dissociée de l'appropriation démocratique du pouvoir. Faire l'économie de cette analyse critique du passé, c'est se condamner à en répéter les limites sous couvert de radicalité. La transition révolutionnaire implique nécessairement un affrontement de classe avec le pouvoir du capital, non pour substituer une étatisation abstraite à la propriété privée, mais pour ouvrir un processus d'appropriation sociale réelle des choix productifs, fondé sur l'extension des pouvoirs démocratiques des travailleurs.

La réapparition de l'expression « socialisme à la française » interroge. Si elle a pu marquer une démarcation, son usage actuel n'est pas neutre. Dans un contexte de replis nationaux, elle peut rassurer, mais aussi restreindre la capacité à penser la transition comme un processus ouvert et conflictuel, dépassant le cadre national.

Comme si nous cherchions inlassablement, dans les décombres du passé, des outils pour nous rassurer. Il y a là comme un syndrome du vieux coffre à jouets : au moment de nous lancer et de tenter une réélaboration collective de notre perspective révolutionnaire, pris de vertige, nous nous replions sur ce que nous maîtrisons. Marx, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, mettait en garde contre cette ►►

« Construire une narration politique capable de rendre intelligible la transition, de montrer qu'elle est déjà en germe dans les luttes et qu'elle peut devenir une perspective majoritaire. »

►► tentation : « La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. »

L'AUDACE D'UNE AMBITION RÉVOLUTIONNAIRE

Or ce qui fait une ambition révolutionnaire, ce n'est pas la répétition des formules héritées, mais son audace, sa capacité créatrice, sa faculté à inventer des formes politiques à la hauteur des contradictions nouvelles.

Il s'agit donc pour nous de partir de propositions concrètes sur le travail, l'écologie, l'agriculture, l'éducation et les services publics, l'égalité des droits, non pour empiler des mesures, mais pour rendre visible un chemin vers l'émancipation. Un chemin qui articule démocratie réelle, transformation des rapports de production et réappropriation collective des choix fondamentaux, afin que l'émancipation cesse d'être un horizon abstrait et devienne une perspective vécue. Cela suppose aussi un travail conscient sur le récit : comment donnons-nous à voir la cohérence de ces propo-

sitions ? Comment les relierons-nous à l'expérience quotidienne des travailleurs, à leurs conflits, à leurs attentes, à leurs espoirs ? Il ne s'agit pas seulement de formuler un programme, mais de construire une narration politique capable de rendre intelligible la transition, de montrer qu'elle est déjà en germe dans les luttes et qu'elle peut devenir une perspective majoritaire.

Notre congrès décidera de l'appellation – socialisme, première étape du communisme, communisme de transition. Mais comme l'écrivait Marx dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, à propos de *L'Idéologie allemande*, l'enjeu n'est pas de proclamer des vérités toutes faites, mais d'abord de « voir clair en nous-mêmes ». Cette exigence de lucidité critique demeure centrale : penser une transition révolutionnaire aujourd'hui suppose moins de répéter des formules héritées que de clarifier collectivement les contradictions du présent et les chemins possibles pour les dépasser. ■

*Frédéric Mellier est membre du conseil national du PCF.



Éloge de la complexité d'une réflexion

S'il faut rouvrir le débat sur le socialisme, ce n'est certainement pas pour fétichiser le mot ou ignorer la complexité de ce qu'il recouvre. C'est, pour les communistes, afin de renouer le fil d'une réflexion stratégique plus que jamais indispensable dans la période tourmentée que traversent la gauche et le mouvement ouvrier.

PAR **CHRISTIAN PIQUET** *

Plus précisément, il s'agit de se prémunir des postures étroitement revendicatives ou protestataires, pour reposer dans sa cohérence la question du pouvoir à conquérir. Dit autrement, en partant de leurs exigences et attentes, l'objectif est de proposer à la classe travailleuse et au peuple un chemin pertinent vers le changement politique et social.

UN NOUVEL ORDRE SOCIAL APPELÉ HABITUELLEMENT « SOCIALISME »

En ce sens, évoquer de nouveau le socialisme présente l'avantage de soulever le problème cardinal de la socialisation des grands moyens de production et d'échange, afin d'engager un processus de dépassement du capitalisme. Dans *L'État et la révolution*, Lénine y voyait d'ailleurs, avec néanmoins une grande prudence qu'il convient de souligner, la condition préliminaire de la transition vers le communisme : « C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du

capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société que Marx appelle la "première" phase ou phase inférieure de la société communiste. » Bien peu en harmonie avec les sentences emphatiques qui auront fleuri au siècle passé, telle celle de la révolution bolivarienne conférant au socialisme la tâche de « rendre possible ce qui est impossible », le dirigeant bolchevique se contentait sobrement d'évoquer un nouvel ordre social « que l'on appelle habituellement socialisme ».

Avec l'instauration d'un mode de production nouveau, n'étant plus majoritairement basé sur l'appropriation privée du surproduit social – même s'il subsiste de larges éléments de mixité dans l'économie –, ce moment est appelé à marquer la rupture avec le vieil ordre des choses. Sous ce rapport, il se distingue aussi bien de l'idée du « compromis social » recherché avec les classes possédantes, qui aura été au cœur du projet social-démocrate avant que celui-ci ne sombre dans l'abdication piteuse devant la globalisation capitaliste, que de la théorisation plus récente d'un « communisme déjà-là », laquelle aura *de facto* évacué la question de la rupture révolutionnaire et, par conséquent, le besoin d'un parti communiste pour en porter la perspective.

UN LONG PROCESSUS

L'expérience historique l'atteste, la transition vers le communisme sera un très long processus, marqué par de brusques accélérations comme par des périodes de stagnation ou de compromis, dictées par les développements concrets de la lutte des classes. Ainsi, si la socialisation des principaux ►►

« Évoquer de nouveau le socialisme présente l'avantage de soulever le problème cardinal de la socialisation des grands moyens de production et d'échange, afin d'engager un processus de dépassement du capitalisme. »

►► moyens de production et d'échange en marque l'enclenchement, elle ne suffira pas à affranchir la société de toute forme d'appropriation privée du produit nécessaire. Elle n'abolira pas d'elle-même le salariat, une partie du surproduit social demeurant dès lors appropriée sous forme de privilèges individuels et de consommation.

C'est la raison pour laquelle la notion d'« étape », parce que semblant vouloir figer ce moment particulier, s'avère problématique voire dangereuse. La prise de contrôle des leviers économiques essentiels, leur socialisation, la planification des choix de développement devront impérativement s'appuyer sur l'intervention populaire, l'extension des libertés individuelles et collectives, la conquête des pouvoirs de contrôle et de décision à tous les niveaux, jusqu'à l'échelon des entreprises. Loin de ce qu'aura pu recouvrir la notion de « dictature du prolétariat » dans le passé, c'est l'horizon de la « démocratie jusqu'au bout », autant que celui d'une république sociale dépassant ses limitations étatiques pour se faire autogestionnaire, qui devront être les leviers de la transformation révolutionnaire de la société. Nous avons, à cet égard, à apprendre de Jaurès, lorsqu'il formulait cette mise en garde : « Si l'organisation socialiste devait être l'extension du patronat actuel de l'État, des services publics tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, elle ne serait qu'une immense duperie. »

Il convient ici de s'arrêter sur la critique, portée notamment par Lucien Sève, de la conceptualisation d'une étape socialiste. Elle y voit le corollaire du stalinisme, de la sclérose bureaucratique de l'Union soviétique et des expériences s'étant réclamées du communisme au siècle passé, de leur dérive absolutiste. Mais cet « étapisme », loin d'être la cause de la perte actuelle de crédit du projet de dépassement du capitalisme, aura plutôt été la traduction de l'échec d'une tentative : celle d'opérer une révolution des rapports sociaux, alors que les conditions matérielles n'en étaient pas réunies dans les formations sociales où les communistes avaient été amenés à prendre le pouvoir.

Marx avait d'ailleurs perçu le problème. À ses yeux, tenter d'engager la transition vers le communisme dans des pays portant encore les marques du féodalisme, mais où les circonstances historiques pouvaient amener à la rupture de la chaîne des dominations capitalistes, constituait une équation impossible à résoudre. Dans son avant-propos de *Critique de l'économie politique*,

il écrivait par exemple : « Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais, des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. » C'est le problème fondamental que le 39^e Congrès du PCF, revenant sur le bilan du « socialisme réel », identifiait en parlant d'un « système étatiste autoritaire qui s'est développé dans une société initialement arriérée ».

UN DÉFI STRATÉGIQUE

Par conséquent, ni la fétichisation du mot – qui apparaîtrait quelque peu abstraite à celles et ceux que nous voulons convaincre de notre projet –, ni son élimination de notre réflexion ne sont de nature à régler le défi stratégique que nous avons à relever. Sa réintégration dans une démarche destinée à remettre en pleine visibilité l'incontournable nécessité de conquérir le pouvoir d'État – de même que tous les pouvoirs à travers lesquels

« Un mode de production nouveau se distingue de l'idée du "compromis social" recherché avec les classes possédantes, qui aura été au cœur du projet social-démocrate avant que celui-ci ne sombre dans l'abdication piteuse devant la globalisation capitaliste, »

peut s'instaurer un rapport de force favorable à celles et ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail – peut dessiner la voie d'une société pleinement démocratique, plaçant l'intérêt général humain au cœur du nouveau modèle de développement, socialement juste et écologiquement soutenable, dont nous portons la nécessité. À bien y regarder, au demeurant, la réflexion désormais ouverte sur la stratégie révolutionnaire et la transition au communisme permet de mettre sur la table d'autres questions théoriques fondamentales. Pour en citer quelques-unes : celle que nous pose l'articulation entre la participation

à une expérience gouvernementale de gauche, telle que nous en avons déjà connu, et l'ouverture d'un processus de transition socialiste ; celle du rapport entre un mouvement de socialisation et les éléments de mixité de l'économie qui subsisteront nécessairement ; celle de l'État, dont le « dépérissement » annoncé par Marx ne fera pas disparaître mécaniquement le besoin d'une puissance publique pour synthétiser un intérêt général tant que continueront à exister des classes et des groupes sociaux distincts ; celle de la relation de la nation au monde, les ruptures révolutionnaires intervenant inévitablement dans le cadre des nations – puisque c'est à cette échelle que se structurent les luttes de classes – mais leur rétraction nationale ayant démontré ses impasses tragiques

avec la théorisation du « socialisme dans un seul pays » ; celle du refus des « modèles », l'ordre mondial multipolaire de ce XXI^e siècle pouvant nous confronter à de nouvelles expériences politiques, qui ne seront pas davantage qu'hier des exemples à appréhender sans distance critique...

Bref, nous nous engageons dans un débat extrêmement fécond pour un parti qui, comme le nôtre, entend rester doublement fidèle : au communisme conçu comme « mouvement réel qui abolit l'état actuel » et au « communisme politique » qui, en France, est l'héritier des principes mis à jour par la grande Révolution. ■

*Christian Picquet est membre du comité exécutif national du PCF.

Le parti pris du socialisme

Refonder les règles du jeu dans l'intérêt général, en cohérence avec les besoins collectifs et les capacités productives du pays.

PAR **HERVÉ POLY***

Personne, dans le paysage politique, ne conteste que la France traverse une multitude de crises. Ce qui est beaucoup moins admis, c'est qu'elle n'occupe plus la même place dans le monde. C'est à partir de ce constat que doit s'élaborer notre réflexion. Là réside l'originalité et la force des communistes : refuser le repli réactionnaire comme l'idéalisme désarmé, et regarder en face la transformation en cours.

UN MALAISE GÉNÉRAL

Le monde bascule. Beaucoup tentent d'en relativiser la portée. Pourtant, cette transformation nous oblige à repenser nos analyses et à décentrer le regard. Car c'est bien cette nouvelle configuration

qui nourrit le désarroi, l'incompréhension et le sentiment de déclassement. Les promesses d'hier ne tiennent plus.

Le capitalisme détourne les formidables avancées technologiques, scientifiques et productives de leur finalité sociale, pour les soumettre à des intérêts toujours plus éloignés des besoins majoritaires.

Ce sont les mêmes questions qui reviennent sans cesse, et auxquelles chaque militant communiste est confronté : « Comment se fait-il qu'on en soit là alors que le pays est si riche ? » ; « Ne suffirait-il pas de récupérer un peu dans la poche des plus riches ? » ; « Où en sera-t-on dans dix ans, à ce rythme-là ? ». Un malaise général, qui n'est d'ailleurs pas récent dans les terres ouvrières, et qui dessine volontiers la nécessité pour notre Parti de proposer une autre société.

Bien sûr, à mesure que ce sentiment grandit, la tentation de se diriger vers l'extrême droite – quand ce n'est pas déjà le cas – est très forte. « Un bon coup de pied dans la fourmilière » disent certains. « Ça ne peut plus continuer comme ça » dit la majorité. Nous devons nous donner les moyens de répondre ►►

« Il convient d'arracher les choix stratégiques à la logique du capital pour les placer sous contrôle démocratique. »

► à ces questions. De proposer quelque chose face à ce malaise qui ne trouve comme seule réponse que l'idée que « c'était mieux avant ». Effectivement, ça ne peut plus continuer comme ça.

REFONDER LES RÈGLES DU JEU

C'est un immense chantier qui passe d'abord, cela va sans dire, par des revendications immédiates et concrètes. Taxation des profits, hausse des salaires, mesures contre l'évasion des capitaux, moratoire sur les licenciements et tant d'autres choses que notre Parti porte ; bien seul parfois.

Mais cela ne se suffit pas. L'on sait, par exemple, que

« Nous pouvons appeler le socialisme, un État profondément rénové, démocratisé de haut en bas, garant d'une extension continue de la démocratie, dans la sphère politique comme dans la sphère économique. »

pour enrayer la trajectoire en cours sur la question climatique, il nous faudra rompre avec la logique même du mode de production capitaliste. Qu'il nous faudra redéployer un appareil productif conséquent et cohérent, former des millions de jeunes et nationaliser des filières entières. Ce qui suppose à la fois un formidable effort de planification et de coopération internationale. C'est ce qu'ont brillamment exposé les camarades qui ont produit le plan climat.

Qu'il s'agisse de cette question comme de tant d'autres, la production est au cœur de la réponse. Le développement des forces productives est au centre de l'équation.

Lorsque nous voulons bâtir une Sécurité sociale du XXI^e siècle, qui prend en charge les soins à 100 %, y compris pour l'autonomie, ne jetons-nous pas les bases d'une société nouvelle ? Cela ne va-t-il pas plus loin qu'une « simple » mesure d'urgence ? Évidemment. Mais cela est-il possible sans une rupture profonde avec le capitalisme, sans son dépassement ? C'est ce que nous pouvons appeler le socialisme.

Prenons l'exemple de l'acier, très révélateur de la situation. L'acier reste la colonne vertébrale de notre industrie nationale. Notre Parti ne cesse de le

rappeler. L'enjeu n'est pas de « sauver la sidérurgie » au coup par coup, ni d'investir au gré des décisions des grands groupes et de leurs intérêts immédiats. Il est d'engager un véritable plan de développement de la filière : décarboner, augmenter les volumes, anticiper la demande des prochaines décennies. Une telle trajectoire suppose d'investir dans la recherche et de planifier la montée en puissance des fours à arc électrique et des unités de réduction directe. Ces choix ne relèvent pas d'un simple débat technique. Ils ne peuvent être laissés à une filière ou à ses seuls acteurs. Ils concernent la nation tout entière et, au premier chef, les travailleurs, qui connaissent mieux que quiconque les besoins et les limites d'un tel développement.

Dans un tel cadre, la socialisation ne concerne pas seulement la production, mais aussi les décisions stratégiques qui l'orientent. Il ne s'agit pas de proposer une société abstraite ou idéalisée. Il convient de refonder les règles du jeu dans l'intérêt général, en cohérence avec les besoins collectifs et les capacités productives du pays.

C'est cela que nous pouvons appeler le socialisme. Un État profondément rénové, démocratisé de haut en bas, garant d'une extension continue de la démocratie, dans la sphère politique comme dans la sphère économique.

Le socialisme ne tombe pas du ciel. Il ne se décrète pas par incantation. Il est le prolongement logique des contradictions actuelles. C'est ici que le débat stratégique doit être clarifié. Tant que les grands leviers de décision – le crédit, l'énergie, les infrastructures, les filières industrielles stratégiques – restent soumis à la propriété privée et aux exigences de rentabilité financière, aucune planification cohérente n'est possible.

Nous pouvons multiplier les plans, les moratoires, les aides publiques. Mais si la décision ultime

« L'enjeu n'est pas de "sauver la sidérurgie" au coup par coup, ni d'investir au gré des décisions des grands groupes et de leurs intérêts immédiats. Il est d'engager un véritable plan de développement de la filière.»

appartient aux actionnaires, la logique dominante restera celle du rendement.

La question, en dernière instance, reste celle du pouvoir économique. Qui décide de l'investissement ? Qui décide des volumes de production ? Qui décide des priorités industrielles ? Poser ces questions, c'est déjà poser celle de la propriété.

Cela reviendrait-il à oublier, voire à abandonner notre ambition communiste ? Pas le moins du monde, bien au contraire. Car la question posée n'est pas celle d'un État qui se substituerait à tout. Elle est celle du pouvoir. Aujourd'hui, ce pouvoir est concentré entre les mains d'actionnaires, de fonds d'investissement et d'intérêts financiers dont l'horizon se mesure en trimestres.

Parler de maîtrise collective, ce n'est pas sacrifier l'appareil d'État tel qu'il existe. C'est poser la question de la démocratisation réelle des décisions économiques. Il ne faut pas remplacer un centre de décision privé par un centre de décision administratif. Il convient d'arracher les choix stratégiques à la logique du capital pour les placer sous contrôle démocratique.

Dans une économie hautement socialisée, où les chaînes de valeur sont interconnectées, où la production dépend d'infrastructures collectives, de recherche publique et de financements massifs,

maintenir la fiction d'une décision purement privée relève de l'idéologie. La production est déjà socialisée dans les faits ; seule l'appropriation des résultats reste concentrée.

C'est cette contradiction qu'il nous faut dépasser. Ce qu'il y a de fort avec ce débat, c'est qu'il nous oblige à reposer la question du rôle du Parti. Non pas comme simple force d'appoint dans les luttes immédiates, ni comme commentateur éclairé des crises du capitalisme, mais comme organisation capable d'articuler les revendications concrètes à une perspective de transformation profonde.

Parler de propriété, de pouvoir économique, de planification démocratique, ce n'est pas s'adonner à un exercice théorique détaché du réel. C'est répondre aux questions que nous rencontrons chaque jour dans les entreprises, les quartiers, les services publics. C'est donner une cohérence à nos combats. Si nous n'assumons pas ce travail de clarification, d'autres rempliront le vide, avec des réponses simplistes ou réactionnaires. Le rôle du Parti, dans la période, est précisément de faire le lien entre le malaise social et une issue historique. Non pas gérer le doute, mais ouvrir un chemin. ■

*Hervé Poly est membre du comité exécutif national du PCF.

Des doutes et une ambition

Sortir des orientations à court terme et réinvestir dans un débat constructif le champ de bataille du « socialisme réel ».

PAR **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE***

Chaque section est différente, chaque fédération l'est ; chaque militant aussi. Il est donc difficile et imprudent de tenter des constats à valeur générale pour décrire l'activité de l'ensemble des communistes. Pourtant, je crois qu'on peut dire que, ces dernières décennies, l'essentiel de la pratique militante des communistes – notamment au regard de la place que tiennent les élections dans la vie du parti – nous a amenés à nous concentrer sur le court terme : de programmes électoraux en plans d'urgence, c'est sans doute cette échelle de temps qui a absorbé le plus gros de ce qu'on pourrait

appeler les « forces productives militantes communistes », cette quantité d'heures consacrées à la réflexion et à l'action communistes par un nombre déterminé d'individus sur un territoire donné. C'est évidemment un volet indispensable et décisif de toute entreprise révolutionnaire qui sait avec Marx que ce sont les peuples qui font l'histoire et non les sectes, ce qui implique de prendre très au sérieux les aspirations populaires les plus immédiates et concrètes. (À dire vrai, même si nous avons déjà fait beaucoup de ce côté, nous avons encore beaucoup de travail à accomplir dans cette direction.) ►►

► LE PROJET COMMUNISTE

Pour autant, le projet communiste en lui-même ne saurait être abandonné en rase campagne, réduit au rang de logo ou de rêve lointain pour, peut-être, les arrières-petits-enfants de nos arrières-petits-enfants... Ce, d'autant moins que nous traversons une période de contradictions brutales du capitalisme, qui donne une haute actualité à notre projet de dépassement de ce système obsolète et macabre. Certes, dira-t-on peut-être, mais ne serait-ce pas une perspective dont il conviendrait quand même de ne pas trop parler parce que ce serait trop compliqué ou trop détaché des préoccupations populaires immédiates ? J'en doute. Notre peuple n'est pas gagné au capitalisme : malgré tous les moyens idéologiques déployés, cette adhésion joyeuse n'a jamais pu être acquise. En revanche, c'est sur l'alternative que notre peuple bute : y en a-t-il vraiment ? de viable et sérieuse, possible et souhaitable ? Au milieu des ruines de feu le « socialisme réel », c'est un champ de bataille difficile mais incontournable qu'il nous faut sans doute réinvestir avec plus de force et de détermination. Nous ne sommes pas un super-syndicat, ni une entreprise destinée à gérer au moins mal un héritage durement constitué. Nous sommes une formation révolutionnaire qui vise à en finir avec les logiques du capital qui écrasent l'humanité et la nature, un parti qui travaille à faire advenir un monde de justice et de paix. Pour cela, nous ne croyons pas aux pouvoirs d'un seul homme ni de petits groupes – fussent-ils bien organisés – mais nous savons que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui implique de faire grandir des mobilisations conscientes et non d'entraîner, par quelque ruse vaguement charismatique, des masses aliénées dans une direction qu'elles n'identifieraient pas. Autrement dit, si on ne construit pas le commu-

« Nous sommes une formation révolutionnaire qui vise à en finir avec les logiques du capital qui écrasent l'humanité et la nature, un parti qui travaille à faire advenir un monde de justice et de paix. »

« Notre peuple n'est pas gagné au capitalisme : malgré tous les moyens idéologiques déployés, cette adhésion joyeuse n'a jamais pu être acquise. »

nisme en en parlant abstraitement tous les matins et en ne parlant que de ça, on ne le construit pas davantage en n'en parlant jamais.

Réinvestir nettement cet enjeu de l'alternative globale au vieux mode de production capitaliste, voilà un enjeu de tout premier plan pour un parti qui a fait le choix judicieux de continuer à s'appeler communiste.

UN DÉBAT SINCÈRE, OUVERT, ÉCLAIRÉ ET ATTENTIF À CE QUI SE DIRA

Une fois qu'on a dit ça, on a déjà dit beaucoup mais on est (très) loin du dernier mot. Comment investir cet enjeu ? Quelle conception portons-nous et comment entendons-nous la porter ? Bien sûr, on ne peut pas dire que rien n'ait été pensé ni fait en la matière, ces derniers temps, au PCF. Passage obligé de tout texte de congrès, des choses intéressantes ont été tentées et mises en avant en ce qui concerne notre conception du communisme et des chemins que nous envisageons. Pour autant, je ne crois pas tordre la réalité en disant que l'essentiel des débats de nos derniers congrès n'a pas pesé sur ces parties. Il faut aller plus loin. Mais à ces questions décisives, on ne pourra apporter de réponses solides et se traduisant dans la vie qu'à la condition qu'un vrai débat se lève (au moins) dans l'ensemble de notre parti, fort de dizaines de milliers d'expériences et autant de capacités de raisonnement. Autrement dit, dans « Parti communiste français », compte fondamentalement le mot « communiste » mais guère moins le mot « parti » : pour être utiles à notre classe et à notre monde, nous avons à être mieux et l'un (communistes) et l'autre (parti). Sur un sujet aussi décisif que celui dont il est question, fuyons les logiques caractéristiques des mouvements, avec quelques individus auxquels des adhérents passifs délèguent réflexions et décisions. Faisons vivre et grandir partout un débat sincère, ouvert, éclairé et attentif à ce qui se dira.

LES VOILES DU RISQUE DOGMATIQUE

Ce dont nous avons besoin est ainsi tout à fait le contraire d'un petit match « Socialisme » vs « Communisme déjà-là » dans lequel des militants passionnés s'affronteraient pour se compter devant un grand nombre de communistes réduits au rang de spectateurs d'autant moins investis qu'on n'attendrait pas d'eux un investissement créateur. Ajoutons un élément de contexte qui n'est pas négligeable : les grandes mobilisations victorieuses contre le pouvoir du capital se font rares, l'extrême droite frappe à la porte du pouvoir en France, elle s'est emparée de positions importantes dans nombre de pays du monde. Autrement dit, les hommes et les femmes de progrès traversent un moment politique dans lequel, jusqu'ici, les perspectives radieuses ne s'imposent pas d'elles-mêmes. Cela fait inévitablement grandir un risque, celui de détourner les énergies de la confrontation avec ce réel décidément bien âpre au profit du refuge sous la couette chaude des certitudes et des récitations. Nous vivons ainsi un moment où la vie souffle dans les voiles du risque dogmatique. Devrait nous intéresser davantage

ce qui se passe au sein du Mouvement Jeunes communistes de France (MJCF). Quel travail courageux et remarquable est fait par le MJCF ces derniers temps ! Il force souvent l'admiration et devrait mieux retenir l'attention des membres du PCF à plus d'un titre. Pour autant, force est de constater que, sur le plan théorique, le MJCF a d'abord restauré la notion de « socialisme » avant de faire de même, à son dernier congrès, avec celle de « dictature du prolétariat ». Avec fraternité sincère, je pense que cette orientation est une erreur. Rien d'effectivement révolutionnaire ne sort jamais des dérives dogmatiques qui substituent la récitation à l'analyse, le dogme à la vie. Cela détourne le mouvement ouvrier de la seule chose qui compte : ce réel qu'il faut regarder bien en face si on entend vraiment le transformer. De ce point de vue et, quel que soit le choix des communistes, il nous faudra combattre pied à pied tout ce qui nous détourne de notre monde réel, ce monde qu'il est grand temps de révolutionner. ■

*Guillaume Roubaud-Quashie est membre du comité exécutif national du PCF.



Sortir de l'anomie : pour une stratégie communiste de conquête du pouvoir

Notre parti traverse une période qui ne peut être réduite à une simple difficulté électorale ou organisationnelle. Il s'agit d'une anomie stratégique, au sens fort du terme : une situation où ni les militants, ni les cadres, ni même les instances dirigeantes ne sont véritablement en mesure de formuler, de manière intelligible et partagée, quelle est aujourd'hui la stratégie du parti pour la conquête du pouvoir politique.

PAR **FANNY CHARNIÈRE***

Cette anomie ne relève pas d'un flou tactique conjoncturel : elle est devenue structurelle. Elle se manifeste par une juxtaposition de positions, de campagnes, d'alliances et de discours qui peinent à dessiner une perspective cohérente. Cette anomie se traduit concrètement par l'incapacité à hiérarchiser nos priorités politiques, à définir des campagnes structurantes communes ou à expliquer clairement à la classe travailleuse en quoi notre projet se distingue de nos alliés. Or un parti communiste, historiquement, ne peut exister sans une stratégie clairement assumée de rupture avec l'ordre capitaliste et d'organisation majoritaire de cette rupture.

ENTRE LOGIQUE DE SATELLISATION À GAUCHE ET MARGINALISATION ÉLECTORALE

Pendant plusieurs décennies, le Parti s'est inscrit dans une logique de satellisation à gauche, acceptant une position subordonnée dans des construc-

tions politiques successives dont l'expérience la plus contradictoire fut celle du Front de gauche. Cette période, ouverte après l'effondrement du cycle du Programme commun et prolongée par les recompositions électorales des années 2010, a vu le parti renoncer de fait à une stratégie autonome de conquête du pouvoir au niveau national. L'objectif n'était plus d'assumer une orientation autonome et majoritaire, mais d'influencer des coalitions de gauche existantes ; plus de proposer une alternative globale, mais de peser à la marge sur des orientations déjà définies.

La sortie de la satellisation – conquête du 38^e congrès – ne s'est pas encore accompagnée d'un travail stratégique équivalent : le Parti a retrouvé une autonomie formelle sans stratégie claire de prise du pouvoir, ouvrant ainsi la voie à l'anomie actuelle. Il serait toutefois erroné de considérer cette situation comme spécifiquement franco-française. De nombreux partis communistes en Europe sont confrontés à des difficultés similaires : marginalisation électorale, dilution idéologique, subordination stratégique à des forces réformistes ou populistes de gauche, incapacité à penser les conditions contemporaines de la prise du pouvoir. L'anomie stratégique est ainsi le symptôme d'une crise historique du communisme dans les pays capitalistes avancés.

En France, cette crise est accentuée par un espace politique profondément contraint. La gauche, puisque le PCF est pris en étau entre un *pôle soi-disant radical* incarné par la France insoumi-

« Un parti communiste, historiquement, ne peut exister sans une stratégie clairement assumée de rupture avec l'ordre capitaliste et d'organisation majoritaire de cette rupture. »

se et un *pôle soi-disant raisonnable* incarné par le Parti socialiste. Dans cet entre-deux, le Parti demeure incapable de formuler un récit politique national clair et identifiable, dans un paysage où la gauche elle-même est devenue minoritaire dans les urnes, ne rassemblant plus qu'environ 30 % de l'électorat.

Cette difficulté n'est pas seulement électorale : elle est théorique et stratégique. Là où nos alliés de circonstance à gauche font de l'échéance électorale le cœur de leur stratégie de pouvoir, le PCF ne peut se penser qu'à partir d'un autre postulat : sans conscience de classe et sans organisation politique autonome de la classe travailleuse, aucune victoire électorale ne peut déboucher sur une transformation réelle de la société. Or notre horizon stratégique s'est progressivement réduit à une logique défensive de préservation électorale, mettant au second plan la capacité du parti à investir le temps long de la construction de la conscience et de l'organisation de classe.

UN REFUS DE TRANCHER LES DÉBATS INTERNES DE FOND

En renonçant progressivement à formuler une perspective de transformation socialiste explicite, le Parti a aussi cru pouvoir élargir son audience. Il a surtout contribué à brouiller son identité et à affaiblir sa capacité d'initiative. L'anomie stratégique est ainsi le produit d'un refus de trancher les débats internes de fond, au nom d'une unité formelle qui masque mal l'absence de stratégie claire. Or cette unité qui évite les choix stratégiques affaiblit plus qu'elle ne renforce. L'un des débats les plus structurants consiste à déterminer quelles forces sociales le parti doit organiser prioritairement, condition indispensable à toute stratégie cohérente de conquête du pouvoir. Une première contribution à ce débat a été proposée dans deux articles publiés précédemment (1).

« Sans conscience de classe et sans organisation politique autonome de la classe travailleuse, aucune victoire électorale ne peut déboucher sur une transformation réelle de la société. »

« L'anomie stratégique est ainsi le symptôme d'une crise historique du communisme dans les pays capitalistes avancés. »

Dans ce contexte, le débat interne qui s'ouvre autour d'un retour du socialisme dans le projet du parti peut constituer une opportunité majeure. Non pas par nostalgie ou fétichisme des mots, mais parce que la question du socialisme oblige à poser frontalement celle de la prise du pouvoir d'État, de la propriété des moyens de production, de la démocratie de classe et des alliances nécessaires pour transformer la société.

Lever l'anomie collective suppose d'assumer que le PCF n'est ni un simple parti d'appoint électorale, ni une force de pression morale à gauche, mais un outil stratégique visant la conquête du pouvoir politique par et pour la classe travailleuse. Cela implique de reconstruire une cohérence entre analyse du capitalisme contemporain, programme de rupture, stratégie d'alliance et formes d'organisation.

L'anomie actuelle n'est donc pas seulement un problème, elle est un moment politique. Un moment où le parti peut soit poursuivre sa lente marginalisation, soit se refonder stratégiquement en redonnant un horizon crédible. À condition de ne pas esquiver les choix fondamentaux, et de redonner au débat politique interne toute sa portée émancipatrice. ■

*Fanny Charnière est membre de la direction fédérale du PCF Paris.

(1) Voir « La classe travailleuse en France aujourd'hui », *Cause commune*, n° 41, novembre-décembre 2024 et « Quelle base sociale pour le Parti communiste ? », *Cause commune*, n° 42, janvier-février 2025, https://www.causecommune-larevue.fr/la_classe_travailleuse_en_france_aujourd'hui https://www.causecommune-larevue.fr/quelle_base_sociale_pour_le_parti_communiste

Être disponible à l'imprévisible

De quoi l'ouverture d'un débat sur la réintroduction du « socialisme » dans le projet du PCF est-elle le nom ? Que cette discussion vienne au moment d'un congrès en indique l'enjeu. Parce qu'elles recouvrent des réalités, les notions comme le socialisme, dans son rapport au communisme, orientent les choix stratégiques révolutionnaires pour aujourd'hui et pour la période longue à venir.

PAR **DANIEL CIRERA***

SE PROJETER VERS L'AVENIR

Signe du moment, aussi, au-delà de l'espace communiste, il y a la demande d'un cadre repérable, original, projeté vers l'avenir et concret, face aux bouleversements qui marquent l'entrée dans une nouvelle ère.

« Le monde est entré dans l'ère politique d'une "entreprise de démolition". La destruction massive – plutôt que des réformes prudentes et des corrections politiques – est désormais la norme. Plus de quatre-vingts ans après le début de sa construction, l'ordre international dirigé par les États-Unis depuis 1945 est aujourd'hui en voie de destruction. » La présentation de la Conférence de Munich sur la Sécurité 2026 sous le titre *Under destruction* [*En destruction*] donne le ton. « Nous vivons des temps révolutionnaires, pas apocalyptiques ». La formule pourrait être la nôtre. On la trouve dans une interview à la revue *Esprit* du politologue libéral Ivan Krastev.

Nous vivons aujourd'hui les suites des séismes qui ont ébranlé les fondements et les équilibres depuis la Seconde Guerre mondiale : le passage au capitalisme néolibéral des années 1970, la période ouverte par l'effondrement de l'URSS, la crise de 2008, l'affirmation de la puissance de la Chine, le choc planétaire de la covid. La guerre en Ukraine, le projet Maga (Make America Great Again) et l'offensive impérialiste de Donald Trump, la montée des populismes et des extrêmes droites, comme la contestation de l'hégémonie occidentale s'inscrivent en lien avec ces bouleversements, telle la fragmentation qui ébranle la construction européenne. Ces ruptures, dans leur dimension politi-

que et idéologique, nous concernent directement, en tant que communistes. Quand se cumulent le besoin de changement chez les forces dominantes économiques et politiques, et au plus profond des sociétés, sur tous les continents, quand s'imposent les défis climatiques et de l'IA, nous sommes bien entrés dans un temps des révolutions.

ENTRE SOCIALISME ET COMMUNISME

La notion d'étape socialiste a été abandonnée dans les années 1990 pour deux raisons essentielles. La plus visible tient à l'effondrement de l'URSS et de l'expérience socialiste, définie et assumée comme telle, et critiquée au nom de l'étatisme. L'autre, enfouie dans les mémoires et renvoyée aux historiens tient aux leçons critiques tirées dès les années 1980 de la stratégie programmatique de sommet, conduisant à l'affirmation de la primauté au mouvement populaire. Avec la démarche programmatique était mise en cause la conception des étapes de la démocratie avancée, en vue du socialisme, aux couleurs de la France », et projetée sur l'idéal d'une société communiste. Pour la mise en cause du capitalisme, la démarche de « dépassement » rompait avec la

« Nous vivons aujourd'hui les suites des séismes qui ont ébranlé les fondements et les équilibres depuis la Seconde Guerre mondiale. Ivan Krastev. »

« Pour les communistes il s'agit de construire le mouvement majoritaire, social et politique, redonnant confiance en la politique, en prenant à bras-le-corps la question sociale et le devenir de la France. »

référence révolutionnaire du grand soir et des étapes, et d'une conception d'une histoire linéaire. Enfin était réaffirmé le rejet de tout modèle.

Dans les années 1990, la mise en avant du communisme en tant que référence idéologique, théorique, comme utopie concrète, en appui sur des textes de Marx, répondait à des questions existentielles pour les communistes de l'après-guerre froide. Fondamentalement elle légitimait l'existence d'une force politique se revendiquant du communisme, un parti et un projet – au sens stratégique – de dépassement du système existant. Une force héritière et continuatrice de l'histoire du socialisme français, dans sa radicalité révolutionnaire. Cela, dans le contexte de l'effondrement de l'URSS, de la dissolution du Parti communiste italien en 1991 et la conversion de la social-démocratie en troisième voie blairiste.

Le communisme était revendiqué comme une réalité politique, ouverte, dynamique, portant l'objectif de libération de tous les potentiels d'émancipation humaine, intégrant la diversité des luttes émergentes dans ces années-là, en y portant la dimension de classe. On parle banalement du communisme municipal, du communisme français, pour le combattre et à travers son apport dans la vie nationale. Le récit communiste se nourrit de la longue gestation d'un communisme en France depuis Babeuf, Cadet, en passant par la Commune de Paris. La revendication de l'héritage des Lumières, la filiation à la Révolution française, la défense de la nation et de la souveraineté, ont accompagné l'affirmation populaire et nationale, républicaine, du Parti communiste français.

« Ce qui est critiqué, c'est le risque de déconnexion du mouvement réel dans la société, imprévisible, avec ses crises, et les interventions humaines. »

PENSER UN AUTRE MONDE

La référence au socialisme permet-elle de donner à voir la nouveauté et la singularité d'un projet révolutionnaire, dans tous les sens du terme ? Ne porte-t-elle pas le risque de fixer un moment à venir, structuré par l'appropriation des moyens de production et d'échange, et le pouvoir populaire, sans le mettre en dynamique avec les conditions politiques de la prise du pouvoir à la bourgeoisie (au sens large, internationalisée, etc.) selon les termes du Manifeste. Ce qui est critiqué, ce n'est pas l'idée en soi de moments dans le mouvement d'émancipation avec des accélérations, des périodes de basses eaux, des reculs et des défaites, et des événements déclencheurs. Non, ce qui est critiqué, c'est le risque de déconnexion du mouvement réel dans la société, imprévisible, avec ses crises, et les interventions humaines.

Ce qui se joue dans l'apport communiste, c'est la place du mouvement populaire en tant qu'acteur, socle de l'intervention politique. De ce point de vue les différences de stratégies dans la lutte contre l'extrême droite sont éclairantes. Jean-Luc Mélenchon porte toute son énergie sur sa présence au deuxième tour de la présidentielle face au RN, délaissant les milieux populaires et en misant sur des catégories considérées comme marginalisées et sur un hypothétique front républicain. Pour les communistes il s'agit de construire le mouvement majoritaire, social et politique, redonnant confiance en la politique, en prenant à bras-le-corps la question sociale et le devenir de la France.

Dépouillé de son fantasme idéalisé, le communisme peut être réapproprié comme la référence d'une conception réaliste, réalisable, d'une société de liberté, libérée de toutes les dominations, libérée de la domination du capital. Nous ne savons pas ce que sera une société post-capitaliste. Par contre nous avons des outils conceptuels et pratiques, historiques et politiques, pour penser un autre monde. C'est une des tâches du débat exigeant engagé que de les penser à l'aune des réalités présentes. Pour accompagner la citation attribuée à Éluard : « il y a assurément un autre monde mais il est dans celui-ci », osons Lénine : « Il faut rêver » précisant « mais sérieusement ». C'est-à-dire en s'en donnant les moyens : un projet politique, une stratégie de conquête du pouvoir et l'organisation qui les porte. ►►

► À situation inédite exige de créativité. Dans le débat qui nous occupe, ce qui est en recherche n'est-ce pas une vision traduite en projet politique, qui donne cohérence à l'action pour la justice sociale et l'égalité, le pouvoir d'achat, le service public, la centralité du travail, pour relever le défi environnemental, pour la solution pacifique des conflits, pour un nouvel ordre mondial ? Un projet qui donne un contenu transformateur à la mobilisation contre la menace d'extrême droite. Un cadre conceptuel qui donne à voir la modernité d'une réponse communiste face à ces bouleversements. Une cohérence qui démonte l'idée d'un avenir apocalyptique et qui dessine les possibles d'un autre monde. Un projet qui porte l'impératif

de combattre et battre les pouvoirs qui bloquent les possibles. Un projet pour la France qui parle à l'imagination, ancré dans le réel des femmes et des hommes, des nouvelles générations, dans le mouvement du monde. Une vision, un projet et une stratégie politique, un parti, qui répondent aux questions posées ici et maintenant.

Dans ce moment d'incertitudes, ne faut-il pas oser l'idée qu'il s'agit pour les communistes, pour l'efficacité de leur action politique, d'articuler l'ensemble cohérent d'objectifs avec une disponibilité à l'imprévisible ? ■

*Daniel Cirera est secrétaire général du conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri

Construire l'union communiste pour la maîtrise du travail

Pour conquérir une maîtrise communiste du travail, par en bas, nous disposons de conquis de la lutte de classes qui sont autant de « déjà-là » à actualiser.

PAR BERNARD FRIOT*

Quelle soit mue par le profit (dans sa composante capitaliste) ou par la puissance (dans sa composante technocratique ou socialiste), la classe dirigeante ne parvient plus à susciter l'adhésion majoritaire au travail tel qu'elle l'organise. Le vécu de la dépossession, tant dans la définition de ce qui est produit que dans l'exercice du travail, est devenu insupportable. Cette perte

d'adhésion est un danger mortel pour une classe dirigeante qui ne tire son pouvoir que de son pouvoir sur le travail. D'où sa violence dans les attaques contre les libertés et son appel à l'extrême droite.

L'EXERCICE DU TRAVAIL, LE CENTRE DU POUVOIR

C'est sur le terrain du travail que se construit la dynamique capable de déjouer ce scénario. Cette dynamique est communiste : conquérir les institutions d'une société sans classes dans laquelle les humains, tous dotés des mêmes droits de décision, coengendrent la production avec les autres qu'humains. Nous disposons pour ce faire d'un pouvoir majeur et de déjà-là communistes qu'il s'agit d'actualiser de façon systématique.

Le pouvoir majeur, c'est ce que nous qui faisons le boulot. Qu'il s'agisse de la bourgeoisie capitaliste ou de l'avant-garde socialiste, elles n'existent comme classe dirigeante que parce que nous exécutons le travail qu'elles décident. Un apport décisif de

« La classe dirigeante ne peut aller plus avant dans l'accumulation de valeur qu'en prenant la direction du travail, en en dépossédant les travailleurs, en ajoutant à l'exploitation l'aliénation. L'exercice du travail devient le centre du pouvoir. »

Marx est de montrer que, confrontée aux limites du capitalisme marchand et de la plus-value absolue, la classe dirigeante ne peut aller plus avant dans l'accumulation de valeur qu'en prenant la direction du travail, en en dépossédant les travailleurs, en ajoutant à l'exploitation l'aliénation. Et que, dès lors – là est la leçon essentielle –, c'est l'exercice du travail qui devient le centre du pouvoir, et non pas une sphère politique extérieure au travail. Celles et ceux qui font le travail ont donc un pouvoir considérable. Tout est fait bien sûr pour dépolitiser le travail, nous conduire à sous-estimer notre pouvoir, à accepter de « souffrir au travail », c'est-à-dire à accepter de faire un travail aliéné. Mais c'est ici que le fait nouveau de l'absence d'adhésion majoritaire à ce travail aliéné ouvre une opportunité inédite de construction d'une union communiste des travailleurs. Cette union se fonde sur l'aspiration, aujourd'hui tellement partagée, à une production ayant du sens, aspiration qu'elle mobilise pour conquérir la décision collective sur l'objet et les moyens de travail dans toutes les entreprises, toutes les associations, tous les services publics. L'enjeu est de s'organiser non plus pour cesser le travail mais pour ne le faire que selon les décisions prises en commun. Une effervescence de dissidences locales existe déjà, il s'agit de les sortir de la marge et de passer de l'*exit* au *voice* (de la défection à la prise de parole) dans tous les lieux de travail. (Effervescence dont témoigne un documentaire comme *Soulèvements*, qui montre l'acuité d'analyse et la pertinence des moyens d'action de militantes et militants des Soulèvements de la terre.)

DES DÉJÀ LÀ À ACTUALISER

Pour conquérir cette maîtrise communiste du travail, par en bas, nous disposons de conquis de la lutte de classes qui sont autant de déjà-là à actualiser.

Premièrement, de 1946 à 1967, preuve a été faite qu'une fonction collective ayant force de loi, le régime général de sécurité sociale, peut être géré

« Le fait nouveau de l'absence d'adhésion majoritaire à ce travail aliéné ouvre une opportunité inédite de construction d'une union communiste des travailleurs. »

« C'est à l'enrichissement de la citoyenneté que doit s'appliquer la construction de l'union communiste. »

par des travailleurs élus faisant reculer l'appareil d'État. La nécessaire prise du pouvoir d'État pour confirmer à l'échelle macro les maîtrises micro-économiques du travail est communiste, dès lors qu'est conquis par en bas le pouvoir sur le travail dans l'État. Or le statut de la fonction publique, en libérant les fonctionnaires du chantage du marché du travail, en instituant des comités techniques paritaires, est un outil de conquête sur le travail qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

Une union communiste des travailleurs réunissant fonctionnaires et usagers pour maintenir en exercice un tribunal, une école, une maternité que l'appareil d'État veut fermer, pour décider du fonctionnement de l'inspection du travail, pour arbitrer entre rail et route sur tel territoire, pour définir des programmes scolaires, etc., construira autant de pratiques victorieuses contre l'appareil d'État qui feront que la (nécessaire) victoire électorale ne sera pas une illusion. L'union communiste mènera la même action d'appropriation du travail dans les entreprises et les associations, de sorte que l'appropriation collective de l'outil de travail accompagne la désaliénation du travail, à l'inverse de ce qui se passe dans les entreprises publiques socialistes.

Deuxièmement, les conquis institués par Ambroise Croizat, Maurice Thorez et Marcel Paul en matière de droit au salaire comme attribut du travailleur et non pas du contrat de travail font qu'aujourd'hui le tiers des plus de 18 ans (17 millions sur 50) ont un salaire attaché à leur personne : les fonctionnaires, les retraités dont la pension est au moins égale au Smic, ce qui reste des salariés à statut. Ici encore, ce conquis ne disparaîtra pas si une union communiste s'appuyant sur l'aspiration à sortir le travail de son aliénation l'étend à tous les majeurs. En argumentant sur le fait que seules des personnes libérées du chantage à l'emploi ou à la performance sur le marché des biens et services, et donc titulaires de leur salaire, peuvent travailler selon leur déontologie. Et en étendant, secteur de production par secteur de production, le salaire comme droit politique : se multiplient aujourd'hui des mobilisations pour mettre en sécurité sociale ►►

► toutes les productions, comme l'ont été les soins de santé dans les années 1960-1970, avec des professionnels conventionnés titulaires de leur salaire. Troisièmement, la mise en sécurité sociale des soins de santé dans les années 1960-1970 est porteuse d'un autre conquis, le remplacement de l'avance en capital par l'avance des salaires. Riche-ment dotée par la hausse du taux de cotisation, l'assurance-maladie a partiellement avancé les salaires des travailleurs construisant les CHU ou les biens médicaux, et évidemment celui des soignants. L'enjeu ici est d'en finir avec l'endettement, vecteur de dépossession du travail. Toute production suppose une avance monétaire, mais démonstration a été faite que la seule avance nécessaire pour qu'il y ait production de valeur, et donc travail, ce sont les salaires des travailleurs.

On mesure le magnifique programme d'une union communiste : en finir avec les prêteurs, les investisseurs, les employeurs, autant d'acteurs inutiles. C'est à des citoyens-travailleurs titulaires de leur salaire, avancé par création monétaire sans dette, que revient la décision sur le travail. Pour assurer à tous les majeurs un salaire moyen de 3000 euros nets mensuels, il faut créer 1800 milliards, soit l'équivalent du revenu disponible actuel. C'est donc tout à fait à notre portée. Une telle union communiste doit bien sûr avoir comme objectif la reconquête de la création d'une monnaie nationale (et donc la sortie de la zone euro), mais une création monétaire définie par les citoyens eux-mêmes dans les assemblées territoriales adéquates, et non pas par une banque centrale.

Quatrièmement, qu'il s'agisse du Trésor public ou de l'assurance-maladie d'avant les désastreuses décisions de dévolution des masses salariales aux établissements, c'est un payeur macrosocial qui a fait l'avance des salaires. Là encore, nous avons un déjà-là qu'il s'agit d'actualiser par une union communiste des travailleurs organisant la libération des entreprises de la responsabilité de payer « leurs » salariés, génératrice de compétition pour le moins-disant, de sous-traitance et d'hétérogénéité des droits. Les salaires, droit politique des personnes majeures, identiques sur tout le territoire national, relèvent évidemment d'un payeur unique à l'échelle nationale.

Au bout du compte, c'est à l'enrichissement de la citoyenneté que doit s'appliquer la construction de l'union communiste. Mettre le travail au cœur de la politique, c'est conquérir l'attribution à toute personne résidant sur le territoire national, le jour

« Le statut de la fonction publique, en libérant les fonctionnaires du chantage du marché du travail, en instituant des comités techniques paritaires, est un outil de conquête sur le travail. »

de sa majorité, quels que soient son passé scolaire ou sa nationalité, de trois droits politiques :

- le premier niveau de salaire (par exemple le salaire minimum revendiqué de 1 800 euros nets avec la possibilité de progresser jusqu'à sa mort dans la limite d'un maximum par exemple de 5 000 euros par mois) ;
- la copropriété d'usage de tout outil de travail qu'elle utilisera et la copropriété patrimoniale des entreprises relevant de l'assemblée territoriale dont elle sera membre ;
- la codécision des outils de coordination de la production (création monétaire, inscription dans le partage international des travaux, répartition territoriale des entreprises...).

Que vive l'union communiste ! ■

*Bernard Friot est sociologue, fondateur du Réseau salariat.



Ni Grand soir ni réformisme : penser le socialisme pour construire le communisme

Cela peut sembler un truisme de dire que la visée du Parti communiste est le communisme. D'aucuns en concluent que parler de socialisme est un dévoiement, voire une trahison de cet objectif. Cela constitue néanmoins une fausse évidence : on passerait directement de la société capitaliste, patriarcale, raciste, etc., à la société sans classe, sans exploitation, sans domination, celle répondant au principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », celle où l'État a dé péri.

PAR **KEVIN GUILLAS-CAVAN***

PENSER LE SOCIALISME POUR ROMPRE AVEC LA PENSÉE MAGIQUE DANS LE GRAND SOIR

Cette pensée magique repose sur une autre fausse évidence : l'opposition entre réforme et révolution. Croire au « grand soir » abolissant le capitalisme par décret relève d'une pensée magique. Le passage au communisme exige une phase intermédiaire, le socialisme, où se franchissent des seuils quantitatifs et qualitatifs.

Marx, dans la *Critique du programme de Gotha*, distingue la « première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement » de sa phase supérieure, où « la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !" ». Un tel principe nécessite une tout autre culture dans les relations entre les êtres humains que celle façonnée par des générations d'aculturation au capitalisme et à sa logique marchande

pour que « le travail ne soit pas seulement un moyen de vivre, mais devienne lui-même le premier besoin vital ». Il nécessite aussi un très haut niveau de développement des forces productives afin que « disparaissent l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ».

Le passage à un tel degré de développement sans transition est illusoire. Rien que l'état de déliquescence de l'appareil productif français et son inadéquation aux besoins sociaux réels la rendent impossible. Le développement de celles-ci dans le sens des nécessités sociales et environnementales qu'esquisse notre plan Climat nécessite une action volontariste et l'engagement de toutes les forces de la classe travailleuse.

LE SOCIALISME COMME COMMUNISME TOUT JUSTE SORTI DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

Le communisme naît des contradictions du capitalisme. C'est en ce sens qu'il est le « mouvement réel qui abolit l'état actuel » dont parle Marx. La concentration du capital et la baisse tendancielle du taux de profit le rendent dépendant de l'État. À son stade terminal, le capitalisme devient un « capitalisme monopoliste d'État », où les monopoles privés sont abondés par la puissance publique. Les 211 milliards distribués chaque année par l'État en aides publiques ►►

« Le passage au communisme exige une phase intermédiaire, le socialisme, où se franchissent des seuils quantitatifs et qualitatifs. »

► aux entreprises peuvent être vus comme une forme de socialisation de la reproduction du capital.

Poussé jusqu'au bout, ce système est « l'antichambre du socialisme », selon l'expression de Lénine. Il cesse d'être du capitalisme monopoliste d'État et devient du socialisme « si l'on est en régime démocratique révolutionnaire », c'est-à-dire si l'État est aux mains des travailleurs. Comme le formule là encore Lénine : « Le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier. » Penser ainsi le rôle de l'État (et de sa prise) évite l'écueil de la « foi du charbonnier » : croire qu'il suffira d'étendre de proche en proche des « îlots de communisme » (coopératives, Sécurité sociale, etc.). Or, comme l'a montré Rosa Luxemburg, pour les coopératives, ces conquêtes sont soumises à une « tendance à la dégénérescence » dans le capitalisme : sans remise en cause du capitalisme dans son ensemble, la concurrence les force à s'aligner sur les entreprises capitalistes pour survivre. De même, sans remise en cause du rôle régulateur du taux de profit, la Sécurité sociale est soumise à la pression austéritaire : répondre aux besoins croissants revient à attenter au taux de profit. Sans transformation globale des règles du jeu, la logique du profit reprend toujours le dessus.

LE SOCIALISME COMME BOUSSOLE STRATÉGIQUE ET TACTIQUE

Dans notre faiblesse actuelle, face au danger d'extrême droite, un projet comme la sécurité d'emploi et de formation (SEF) telle que figurant dans la proposition de loi Chassaigne constitue un programme minimal pour limiter le rôle régulateur du taux de profit.

Dès maintenant, la classe travailleuse doit peser sur les décisions stratégiques (droit de veto suspensif, droit de tirage, etc.). Gardons-nous d'un optimisme béat : sans disparition des capitalistes en tant que

« Sans disparition des capitalistes en tant que classe, l'exploitation perdue ; sans dépassement du marché capitaliste, l'auto-exploitation guette. Les nouveaux pouvoirs sont nécessaires, mais insuffisants. »

« Dans notre faiblesse actuelle, face au danger d'extrême droite, un projet comme la Sécurité d'emploi et de formation (SEF) telle que figurant dans la proposition de loi Chassaigne constitue un programme minimal pour limiter le rôle régulateur du taux de profit. »

classe, l'exploitation perdue ; sans dépassement du marché capitaliste, l'auto-exploitation guette. Les nouveaux pouvoirs sont nécessaires mais insuffisants.

Le projet de SEF développé par Paul Boccarda dépasse largement la loi Chassaigne. C'est l'une des difficultés du débat qui est obscurci par nos camarades de la commission économique quand ils soulignent – à raison ! – que la SEF doit être bien plus qu'une nouvelle branche de la Sécurité sociale. Pour prendre tout son sens (socialiste), il faut dépasser les quatre marchés (travail, capital, marchandises, international). La SEF *stricto sensu*, telle que dans sa forme parlementaire, les limite sans les dépasser. Aller plus loin exige la prise du pouvoir d'État, une planification démocratique complète, la suppression des capitalistes comme classe, la socialisation de l'ensemble des entreprises.

La crise climatique, fruit de la prédation capitaliste, exige cette rupture. Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 (GIEC) impose une planification écologique, rejoignant Lénine : « Un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son gaspillage insensé par le capitalisme. » ■

*Kevin Guillas-Cavan est économiste, animateur du blog Histoire et matérialisme.

Une stratégie du changement par la construction d'un contre-pouvoir

Quelle orientation prendre pour la transition du capitalisme vers le socialisme ? Quelle stratégie de changement adopter comme parti marxiste au 21^e siècle ? Le PTB (Parti du travail de Belgique) a tenté de le définir lors de son congrès de l'unité en 2021. Cette stratégie ne repose pas sur une simple alternance gouvernementale, mais sur une transformation profonde des rapports de force sociaux.

PAR **DAVID PESTIEAU***

Le point de départ de la stratégie du PTB est le constat que le capitalisme est un « malade incurable ». Notre planète est secouée par la dégradation du climat, la crise alimentaire, la crise de la dette, l'exploitation, les crises économiques à répétition et les déséquilibres mondiaux.

Accaparement des métaux rares, contrôle du pétrole, des semi-conducteurs et des chaînes d'approvisionnement, pillage des terres agricoles, spéculation financière... pas un seul point de la Terre et même de l'espace n'est à l'abri de la soif de profit du capitalisme actuel : l'impérialisme du 21^e siècle. Qui n'offre plus que guerres, fascisme et barbarie comme ligne d'horizon. Qui veut libérer l'humanité de cette hydre des temps modernes n'a d'autre choix que le socialisme.

LA CONSTRUCTION D'UN CONTRE-POUVOIR

« J'ai gagné un gouvernement, mais pas le pouvoir », aurait déclaré un jour François Mitterrand, alors qu'il venait d'être élu président de la République

française en 1981. Sous le capitalisme, les rênes du véritable pouvoir sont dans les mains des grands monopoles et de leurs lobbys. La gauche grecque Syriza l'a appris à ses dépens lorsqu'elle s'est fracassée devant la toute-puissance de l'élite financière et industrielle européenne en 2015.

Jamais dans l'histoire, un groupe si restreint n'a eu le contrôle de la société et de la direction qu'elle prend. Cette classe dominante étend ses tentacules jusqu'aux plus hauts cercles de l'administration, de la justice, de la police et de l'armée, et jusqu'au cœur même des cabinets ministériels. Qui veut arriver au socialisme a besoin de construire un contre-pouvoir pour affronter le pouvoir tout-puissant du système.

Aussi le pivot d'une stratégie de changement est la construction d'un contre-pouvoir. L'objectif immédiat n'est pas seulement de « gagner un gouvernement », mais d'édifier une force capable de résister à la toute-puissance de l'élite financière. Dans notre société, la richesse est le fruit du travail de la classe travailleuse : les travailleurs et les travailleuses sont les véritables créateurs de richesse de la société. Mais le fruit de ce travail retourne de moins en moins à celles et à ceux qui l'ont créé, et disparaît de plus en plus dans les caisses des grands monopoles. La libération du travail ne peut donc être que l'œuvre de la classe travailleuse qui est la pierre angulaire de ce contre-pouvoir.

Cela exige que la classe travailleuse passe d'une « classe en soi » à une « classe pour soi », comme l'écrivait Marx, consciente de sa force collective et ►►

« Sous le capitalisme, les rênes du véritable pouvoir sont dans les mains des grands monopoles et de leurs lobbys. »

►► de sa capacité à diriger la société. Ce processus de conscientisation se forge dans la lutte quotidienne, où les travailleurs apprennent qu'ils sont essentiels au fonctionnement du monde.

L'UNITÉ ET LA CONVERGENCE PROGRESSISTE

Pour que ce contre-pouvoir l'emporte, l'unité de la classe travailleuse est impérative. Contre tout ce qui divise le monde du travail : le racisme, le nationalisme, le sexisme...

Mais le contre-pouvoir ne peut l'emporter que s'il se tourne vers l'avenir. Les jeunes sont au premier plan de la précarisation de l'emploi et de l'insécurité d'existence. Ils sont la génération qui subira le plus les conséquences du réchauffement climatique. Cette génération rendue invisible, inaudible et tenue à l'écart est en sursis aussi dans le domaine de la démocratie.

Mais la jeunesse remet en doute toutes les certitudes actuelles, parce que le présent ne lui offre aucun avenir. Il s'agit de gagner l'énergie, la créativité et l'espoir de la jeunesse à la cause positive et enthousiasmante d'une autre société.

Une stratégie d'unité a aussi besoin de s'étendre et d'établir une convergence progressiste avec d'autres couches sociales étouffées par les monopoles :

- petits indépendants et aux agriculteurs,
- créateurs, artistes et travailleurs de la culture,
- étudiants et intellectuels...

Et à l'heure de l'impérialisme, ce contre-pouvoir en construction dans le Nord global a besoin de tendre la main à la mutinerie des peuples du Sud, qui font face aux mêmes monopoles et au même impérialisme qu'ici en Europe.

DES LUTTES POUR LES RÉFORMES, OUI MAIS DANS QUEL BUT ?

Dans cette stratégie, il convient de ne pas séparer le combat pour les réformes immédiates de l'objectif socialiste. Des revendications comme la taxe des millionnaires, le droit à la retraite anticipée, une politique étrangère de non-alignement... par exemple en font partie. Des plans pour l'investissement public dans l'énergie, les transports, le numérique ou le logement peuvent également servir de pont dans la lutte pour le socialisme.

Mais nous savons que, sous le capitalisme, chaque réforme, chaque avancée n'est que temporaire et fera l'objet de pressions constantes. On le voit avec la remise en cause du droit du travail, l'allongement légal du temps de travail jusqu'à la retraite ou la militarisation de la société.

« La classe travailleuse est la pierre angulaire du contre-pouvoir. Cela exige qu'elle passe d'une "classe en soi" à une "classe pour soi", comme l'écrivait Marx, consciente de sa force collective et de sa capacité à diriger la société. »

Chaque miette, chaque pain et chaque rose doit être défendu, encore et encore. Cette lutte se joue sur différents terrains : celui du progrès social, du climat, de la solidarité internationale, de la paix, de l'antifascisme... Dans tous ces domaines, les mouvements d'émancipation s'affrontent aux limites tracées par le système. Plus profonde est la volonté des différents mouvements de concrétiser leurs rêves de progrès social et de justice, plus ils se heurtent à ces limites du système capitaliste. Si l'on veut obtenir un développement social et démocratique, profond et durable, sur tous ces terrains, le socialisme est indispensable.

L'HORIZON : LE SOCIALISME 2.0

Pour échapper à la barbarie et réaliser le socialisme, le contre-pouvoir d'en bas devra devenir le pouvoir, ce qui implique un bouleversement total de la situation actuelle. Pour ancrer durablement le changement, pour donner les commandes de la société à celles et à ceux qui créent la richesse. Le socialisme, c'est une société émancipatrice, sans exploitation de l'homme par l'homme. Le socialisme implique l'abolition des guerres, l'arrêt de la destruction de notre environnement et de nos ressources naturelles, la fin de l'oppression. Le socialisme, c'est replacer les piliers essentiels de la société dans les mains de la collectivité. Le socialisme, c'est faire des richesses naturelles de la planète et des connaissances humaines des biens communs. Le socialisme, c'est donner aux gens le droit de décider de leur propre sort.

Au travail pour réaliser ce défi ambitieux, construire ce mouvement en largeur et en profondeur, capable de nous libérer des chaînes du capitalisme. ■

*David Pestieau est directeur politique du PTB.

Le long processus du « socialisme aux caractéristiques chinoises »

Le concept de socialisme en Chine apparaît au tournant du XX^e siècle dans un pays économiquement arriéré, confronté à de multiples crises et aux agressions étrangères.

PAR **DOMINIQUE BARI***

Dans le sillage du Mouvement du 4 mai 1919, premier grand mouvement anti-impérialiste de masse en Chine contre le traité de Versailles et de la révolution soviétique est fondé en juillet 1921 le Parti communiste chinois (PCC).

RECHERCHE D'UNE « SOLUTION CHINOISE » VERS LA MODERNISATION

Dès lors, dans un contexte de lutte patriotique et révolutionnaire dans un pays essentiellement agricole, la recherche d'une « solution chinoise » vers la modernisation ouvre un champ de recherches particulier pour les dirigeants communistes. Mao Zedong initie dans son Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan (mars 1927) une réflexion sur la sinisation du marxisme. Le concept sera formellement introduit par Mao en 1938 lors de la période de Yan'an par lequel il visionnait l'application du marxisme à travers des « formes nationales » plutôt qu'à travers la copie de modèles étrangers.

ÉTABLISSEMENT D'UNE « CHINE NOUVELLE »

À la création de la République populaire de Chine (RPC) le 1^{er} octobre 1949 les défis de la reconstruction d'un pays exsangue sont immenses. Les premières lois de 1950 (loi sur le mariage, loi agraire) constituent un véritable séisme social allant dans le sens de l'établissement d'une « Chine nouvelle », première étape de transition vers le socialisme. Cette période liminaire (1949 à 1953) fonde la « Nouvelle Démocratie » où coexistent économies étatique et privée rappelant la NEP. En 1952, le premier plan quinquennal théorise « la ligne générale de transition vers le socialisme » prévoyant

« Le concept de sinisation du marxisme sera introduit par Mao en 1938 lors de la période de Yan'an. Il visionnait l'application du marxisme à travers des "formes nationales" plutôt qu'à travers la copie de modèles étrangers. »

la transformation socialiste des moyens de production privés sur une dizaine d'années.

Le projet est conforté par la première Constitution de 1956 octroyant à l'État le rôle fondamental dans ce processus : en 1955, l'État contrôle déjà l'essentiel du secteur financier, des circuits de distribution, du marché des matières premières entre autres. Les résultats de ces premières années sont spectaculaires mais les contradictions qui surgissent, nées de facteurs internes et internationaux, pousse Mao, contre l'avis d'autres dirigeants, à accélérer la transition et à bouleverser la stratégie de développement industriel. Pour le Grand Timonier, précipiter la « marée socialiste » constitue un passage en force vers le communisme impliquant l'abandon du modèle soviétique adopté bon gré mal gré à la création de la RPC.

Les années 1958-1961 voient Mao imposer sa « voie chinoise » avec le lancement du « Grand Bond en avant » et l'ambition de rattraper la Grande-Bretagne en moins de quinze ans et de dépasser l'URSS. L'échec cuisant est aggravé par la « Révolution culturelle » (1966-1976). Ce sont les « années perdues », comme les qualifiera plus ▶▶

► tard Deng Xiaoping à son arrivée au pouvoir après la disparition du Grand Timonier en 1976.

Pour ses héritiers la quête d'une « voie » inédite de modernisation reste entière. Comme l'exprime en substance Deng, le socialisme n'a pas vraiment de modèle de développement fondamental. Il n'est pas « un dogme sclérosé, mais un concept ouvert qui attend d'être exploré et défini ». Aussi s'agit-il moins de créer un « modèle » que d'explorer une « voie » originale avec une vision à long terme, déterminée par un processus graduel et pluraliste dans lequel va se juxtaposer une diversité d'expériences rendues possibles par le gigantisme du pays, continuellement mesurées et développées en fonction des moments historiques donnés, généralisées ou abandonnées en fonction des résultats.

FAIRE DE LA CHINE « UNE PUISSANCE SOCIALISTE MODERNE ET PROSPÈRE »

On serait tenté de croire que l'ensemble de ces recettes pragmatiques éclipsent toute théorie idéologique. Il n'en est évidemment rien. Le concept de « socialisme aux caractéristiques chinoises », adopté en septembre 1982, au 12^e congrès du PCC, redéfinit l'adaptation du marxisme aux conditions spécifiques de la Chine, qui implique la mise en place d'une économie de marché tout en préservant le système politique. Le PCC reste le maître-d'œuvre du projet s'inscrivant dans une globalité et une cohérence dont la finalité est immuable : faire de la Chine « une puissance socialiste moderne et prospère ».

Dans ce cadre théorique s'inscrit l'application des « quatre modernisations » – agriculture, industrie, défense nationale, science et technologie –, promues par Deng en décembre 1978, et la politique de « réforme et ouverture ». Elle ne préfigure en rien un changement systémique. À l'horizon encore lointain d'une « société socialiste moderne », la Chine se place au « stade primaire

« En 1952, le premier plan quinquennal théorise "la ligne générale de transition vers le socialisme" prévoyant la transformation socialiste des moyens de production privés sur une dizaine d'années. »

« Comme l'exprime en substance Deng, le socialisme n'a pas vraiment de modèle de développement fondamental. Il n'est pas "un dogme sclérosé, mais un concept ouvert qui attend d'être exploré et défini". »

du socialisme ». Concept majeur adopté en 1987 pour qualifier la phase initiale de développement et réaffirmer la cohérence du projet : il consigne « la transition socialiste dans le temps long d'un mûrissement, et non dans le temps court d'une rupture ». Une phase estimée à « au moins cent ans », pour réaliser « l'industrialisation et la modernisation que d'autres pays ont obtenues par des moyens capitalistes ».

ÉCONOMIE SOCIALISTE DE MARCHÉ

Dans cette période transitoire qui voit le passage d'une économie administrée à une économie mixte, et l'appel aux capitaux étrangers se pose la question du rôle des mécanismes de marché. Les partisans de la « réforme et l'ouverture », y répondront en octobre 1992, au 14^e congrès du PCC, en adoptant la théorie d'« économie socialiste de marché » : elle codifie un système où le marché joue un rôle significatif aux côtés de la planification étatique. Le recours au marché étant perçu non comme une finalité mais comme un outil offrant une dynamique de développement des forces productives. Plusieurs réformes sont alors menées (fiscale [1994], système financier, taux de change des devises). Elles déterminent le rôle central de l'État, la place du public et la part du privé. L'État gardant la haute main sur les secteurs stratégiques et conservant le monopole de la propriété foncière : toutes les terres lui appartiennent, seuls les droits d'usage étant transférables.

Les successeurs de Deng Xiaoping à la tête du PCC apporteront leur contribution à la construction de cette ossature théorique prenant en compte la spectaculaire évolution économique de la Chine et les contradictions engendrées par les réformes et la mutation de la société. Jiang Zemin, avec la « théorie de la triple représentation » ouvre le parti aux forces productives, y compris aux entrepreneurs privés. Une décision soutenant une phase

d'accélération des réformes et de l'ouverture au sein de laquelle un parti au pouvoir se doit de représenter les intérêts de l'ensemble de la société devenue très diversifiée. Mais dans cette phase qui sera le pic du boom économique chinois avec une croissance atteignant les deux chiffres, d'importants déséquilibres apparaissent : disparités ville-campagne, inégalités de revenus, dégradation environnementale. Ils nourrissent une forte contestation populaire et hypothèquent la tâche historique du PCC de modernisation socialiste dans un contexte international qui se tend.

SOCIALISME DE LA NOUVELLE ÈRE

Avec la vision du « développement scientifique », Hu Jintao, successeur de Jiang redéfinit les orientations d'un nouveau mode de croissance qui s'impose alors. Elles constituent un tournant vers une économie qualitative, plus verte, conduite par l'innovation et l'impulsion intérieure et contribuant à l'amélioration de la qualité de vie et à l'éradication de la pauvreté.

Ce sont les grandes lignes du « socialisme de la nouvelle ère » théorisé par Xi Jinping à partir de son arrivée au pouvoir en 2012. Elles marquent un tournant historique dans la vision du « socialisme à la chinoise », notamment en articulant étroitement essor national et coopération mondiale face à l'inquiétude sur la conjoncture internationale. Cette nouvelle étape intègre la transformation inédite de la Chine « passée, d'une nation qui s'est relevée, à une nation riche, puis à une nation puissante » mais qui « se trouve et se trouvera encore longtemps au « stade primaire du socialisme » avant d'atteindre une « société de moyenne aisance » en 2035 sur la base de la « prospérité moyenne » pour

«Le "socialisme aux caractéristiques chinoises", adopté en 1982 redéfinit l'adaptation du marxisme aux conditions spécifiques de la Chine, qui implique la mise en place d'une économie de marché tout en préservant le système politique. »

tous et un « État socialiste moderne et prospère » en 2049.

Pour autant, à ce stade primaire, les défis de la modernisation ont évolué. L'innovation et la fabrication de pointe sont actées comme leviers de la croissance structurelle, devant accompagner le développement du marché intérieur appelé à tirer la croissance, comme le stipule le quinzième plan quinquennal (2026-2030) qui vient d'être adopté.

Ces nouvelles orientations visent à renforcer la sécurité économique et la souveraineté de la RPC et à l'asseoir comme pôle de stabilité dans le processus de recomposition du monde en cours. À cet effet, la Chine propose le partage des opportunités de développement technologique avec d'autres États en particulier pour les émergents.

Sans se prévaloir d'un « modèle » exportable, elle entend tracer les sillons d'une alternative pour le « Sud global ». ■

*Dominique Bari est journaliste. Elle a été correspondante de *L'Humanité* en Chine.



La politique de changement social du Parti communiste japonais

Expériences et considérations théoriques et pratiques

Je voudrais présenter la politique de changement social du PCJ, en abordant son contexte historique et des considérations théoriques. J'aborderai également nos efforts pour appeler au socialisme auprès du public et notre coopération internationale en matière de théorie.

PAR **YASUO OGATA***

De sa fondation en 1922 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, le PCJ était totalement illégal et sévèrement réprimé sous la dictature impériale absolutiste. Le Japon était le seul pays impérialiste d'Asie avant la guerre, et après la guerre, il est devenu un pays capitaliste monopolistique, subordonné aux États-Unis. Dans le cadre de l'alliance militaire nippo-américaine, le Japon compte cent vingt bases et installations militaires américaines, avec plus de cinquante mille soldats américains stationnés en permanence.

HISTOIRE DU PROGRAMME DU PCJ

L'approbation du programme et des statuts sont une condition d'adhésion au PCJ. Les statuts stipulent que le fondement théorique est le socialisme scientifique. Le congrès du PCJ de 1976 a supprimé le terme longtemps utilisé de « marxisme-léninisme ». Le programme guide pour les communistes est également un manifeste en direction du peuple. Pendant plusieurs années à partir de 1950, notre

parti a subi l'ingérence hégémonique de Staline et de la Chine, qui ont tenté de nous imposer la lutte armée. Durant la guerre de Corée, conjuguée à l'oppression des forces d'occupation américaines et des autorités japonaises, les conflits internes se sont intensifiés, entraînant la scission du parti. Le comité central a été dissous, et l'une des factions a établi des bases dans les montagnes et appelé à la lutte armée. Cette activité aventuriste d'extrême gauche, qui n'avait rien à voir avec la politique officielle du PCJ, a entraîné la perte de tous ses sièges à la Diète, soit trente-six après la guerre. La confiance du public s'en trouva irrémédiablement brisée et le mouvement révolutionnaire fut gravement affecté.

À la fin des années 1950, alors que le parti surmontait ses divisions et rétablissait son unité, il affirma son autonomie et son indépendance face aux tentatives répétées d'hégémonie de l'Union soviétique et de la Chine. La théorie de la lutte armée fut définitivement abandonnée et le parti confirma sa politique fondamentale : obtenir la majorité à la Diète et poursuivre le changement social par des voies pacifiques et démocratiques. Le maintien de l'unité et de la cohésion était primordial ; les statuts stipulent : « Aucune faction ni division ne se formeront au sein du parti » et « Les questions internes seront résolues en interne. »

De violents débats internes ont eu lieu concernant les bases militaires américaines établies, leur démantèlement constituait une tâche centrale de

« Le programme du PCJ utilise indifféremment les termes "socialisme" et "communisme" pour désigner la société future, les considérant comme synonymes. »

la révolution démocratique qui incluait également la lutte contre le règne du capital monopolistique. Lors du VII^e Congrès en 1958, en raison d'importants désaccords concernant la ligne révolutionnaire, le parti a évité de se prononcer sur le programme, par un vote majoritaire. Les points de désaccord furent renvoyés à des délibérations ultérieures, et le congrès adopta uniquement le programme d'action. À la suite des débats qui s'ensuivirent, un magazine de discussion spécial fut publié, dans lequel tous les avis furent publiés. Au VIII^e Congrès, en 1961, le programme fut adopté à l'unanimité ; d'où l'importance d'une

« La ligne du PCJ se caractérise par une stratégie révolutionnaire en deux étapes, combinant révolution démocratique et transformation socialiste, qui vise à briser la dépendance vis-à-vis des États-Unis et prendre le contrôle des grandes entreprises et du monde financier. »

démocratie interne rigoureuse. La ligne du PCJ se caractérise par une stratégie révolutionnaire en deux étapes, combinant révolution démocratique et transformation socialiste, qui vise à briser la dépendance à l'égard des États-Unis et prendre le contrôle des grandes entreprises et du monde financier.

Lors de la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers de quatre-vingt-un pays (Moscou, 1960), les partis européens ont soutenu la position de révolution socialiste exposée dans le projet qui affirmait qu'« une révolution dans un pays capitaliste monopolistique est une révolution socialiste ». Par contre, compte tenu des débats au sein du parti, le PCJ a exprimé son désaccord avec le projet, de sorte que le communiqué adopté a apporté la précision suivante : « à l'exception de l'Asie ».

Au Japon, la question de l'indépendance vis-à-vis des États-Unis – dont l'influence s'accroît dans les domaines militaire, diplomatique et économique – est devenue un enjeu stratégique. Renverser la tyrannie des grandes entreprises, qui engendre

la pauvreté parmi les travailleurs et la population, est aussi une tâche démocratique.

Le programme actuel est composé des cinq chapitres suivants : 1) La société japonaise d'avant-guerre et le PCJ ; 2) Les caractéristiques de la société japonaise contemporaine ; 3) Le monde au XXI^e siècle ; 4) La révolution démocratique et le gouvernement de coalition démocratique, et 5) Vers une société socialiste/communiste.

LE CHAPITRE « RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE » DU PROGRAMME

La révolution démocratique nécessitera le renversement de la dépendance excessive envers les États-Unis et le contrôle des grandes entreprises et du monde financier.

Les réformes démocratiques énoncées dans le programme sont les suivantes :

- 1) Dans les domaines de l'indépendance nationale et de la diplomatie : Abolir le traité de sécurité nippo-américain. Conclure un traité d'amitié nippo-américain fondé sur l'égalité. Après le rétablissement de la souveraineté, poursuivre la voie de la paix, de la neutralité et du non-alignement.
- 2) Dans le domaine de la Constitution et de la démocratie : Respecter toutes les dispositions de la Constitution, y compris le système impérial. Défendre la démocratie parlementaire, le multipartisme incluant des partis d'opposition et l'alternance au pouvoir. Créer une société égalitaire entre les sexes.
- 3) Dans le domaine de la démocratie économique : Renverser la situation actuelle du « capitalisme sans règles ». Créer une société économique régie par des règles qui protègent la vie et les droits des citoyens. Imposer des réglementations démocratiques aux grandes entreprises pour les tenir responsables de leurs obligations sociales. Tels sont les défis de la réforme démocratique pour réaliser un Japon indépendant, démocratique et pacifique. Cela ouvrira la voie à la prochaine étape.

LA TRANSFORMATION SOCIALISTE

Les statuts du parti expriment succinctement son objectif ultime : « Nous visons à réaliser une communauté de relations humaines véritablement égales et libres, exemptes d'exploitation de l'homme par l'homme, d'oppression et de guerre. »

Le cœur de la transformation socialiste est la socialisation des moyens de production. Il s'agit d'une transformation sociale inévitable et fondamentale, ►►

► nécessaire pour dépasser le « capitalisme axé sur le profit ». La socialisation des moyens de production abolira l'exploitation de l'homme par l'homme, réduira drastiquement le temps de travail et jettera les bases d'un développement humain garanti pour tous les membres de la société. Seuls les moyens de production seront socialisés et la propriété privée sera garantie.

Tous les précieux acquis de l'ère capitaliste, tels que la liberté de pensée et de croyance, et la liberté d'activité politique, y compris les partis d'opposition, seront préservés ; il n'y aura ni « système à parti unique » ni oppression des droits de l'homme.

La période de transition sera un processus de longue haleine et un consensus national est requis à chaque étape. La durée et la forme de cette période seront laissées aux générations futures, qui devront relever de nouveaux défis et explorer de nouvelles voies. Toutefois, le programme met en avant deux points essentiels.

Il convient de respecter le principe « le producteur est l'acteur principal » et éviter de prédire la forme de propriété, de gestion et d'exploitation des moyens de production socialisés. Affirmer clairement son opposition aux « économies contrôlées » et aux « nationalisations » et « collectivisations » autocratiques qui oppriment les producteurs.

Nous instaurerons une économie de marché. Une gestion économique souple et efficace, alliant planification et économie de marché, et le respect des initiatives privées dans l'agriculture, la pêche, le petit et moyen commerce et l'industrie.

Sont énumérés cinq éléments créés sous le capitalisme comme étant le potentiel d'un pays capitaliste développé à se transformer en système socialiste :

- une productivité avancée ;
- un système de régulation et de gestion sociale de l'économie ;
- des règles pour protéger la vie et les droits du peuple ;
- des institutions de liberté et de démocratie et l'expérience historique des luttes populaires ;
- une riche individualité du peuple.

Comme l'a dit Marx, les conditions de la société future sont préparées dans l'utérus même de la société capitaliste, et celles-ci peuvent être héritées et développées.

Le programme souligne que « la transformation socialiste dans les pays capitalistes développés est une tâche semée d'embûches, mais aussi riche

et porteuse d'un potentiel immense », et insiste sur le fait que « la transformation sociale dans les pays capitalistes développés est une grande voie vers le socialisme et le communisme », une voie encore inexplorée par l'humanité.

QUESTIONS THÉORIQUES RELATIVES AU SOCIALISME ET AU COMMUNISME

Le programme utilise indifféremment les termes « socialisme » et « communisme » pour désigner la société future, les considérant comme synonymes.

Lors de sa révision en 2004, notre parti a abandonné la théorie précédente des stades de développement, qui distinguait une société socialiste de premier stade (« Travailler selon ses capacités, recevoir selon son travail ») et une société communiste de stade supérieur (« Travailler selon ses capacités, recevoir selon ses besoins »).

« La révolution démocratique nécessitera le renversement de la dépendance excessive envers les États-Unis et le contrôle des grandes entreprises et du monde financier. »

Cette théorie en deux étapes, fondée sur l'ouvrage de Lénine, *L'État et la Révolution*, lui-même inspiré de la *Critique du programme de Gotha* de Marx, avait longtemps été considérée comme la théorie internationalement acceptée, depuis l'époque de Staline. Nous estimions en effet que l'interprétation de Marx par Lénine était erronée. Le rapport présenté au XXIII^e Congrès (2004) en a exposé les raisons :

La distinction entre les stades de développement social, fondée sur les méthodes de distribution, relève de l'interprétation de Lénine. Dans *Critique du programme de Gotha*, Marx a vivement critiqué l'idée d'appréhender la société future principalement sous l'angle de la redistribution. Il avertissait que toute méthode fixant une forme spécifique lierait les mains des générations futures, et la question de la politique de distribution ne faisait pas exception. Marx utilisait indifféremment les termes socialisme et communisme pour désigner cette même société future. La question centrale

que Marx cherchait à aborder dans la transformation socialiste n'était pas la distribution, mais la manière de transformer le mode de production, ce qu'il appelait la « socialisation des moyens de production ». Marx considérait la société future comme « l'histoire originelle » dans la perspective grandiose du développement libre et global de l'humanité, et qu'il serait trop triste et réducteur de limiter l'indicateur d'achèvement de la société communiste à la question de la distribution.

Au cours des soixante-cinq années écoulées depuis l'établissement de la ligne du parti, nous avons connu des avancées et des reculs répétés. C'est la dialectique de la lutte des classes dans un pays capitaliste comme le Japon, où le sentiment anticommuniste est fort. Lorsque le parti avance, les forces au pouvoir contre-attaquent. Les forces qui font obstacle au changement sont énormes. Pour repousser les attaques, continuer à progresser et remporter la victoire, nous devons renforcer le parti sur les plans théorique et politique.

Même si les conditions objectives d'une intensification des contradictions capitalistes existent, le changement social ne peut être accompli sans des conditions subjectives telles que le soutien national, le poids du parti, des forces communes et la préparation des politiques. Nous avancerons sans relâche, gardant la tête haute.

Le dialogue avec le public est au cœur de nos activités. Par le biais des « Demandes et enquêtes », le PCJ intensifie ses efforts pour écouter attentivement la voix du peuple, répondre à ses questions et l'aider à comprendre une vision du parti. Les revendications du peuple sont de nature démocratique, et la position du parti « les réformes démocratiques possibles dans le cadre du capitalisme » (programme) n'est pas si difficile à saisir par le public. Nombreux sont ceux qui estiment que le capitalisme a atteint ses limites, compte tenu du déclin de la puissance nationale. Il y a trente ans, elle représentait 18 % du PIB mondial, mais aujourd'hui, elle n'en représente plus que 4 %. Durant cette période, connue sous le nom de « Trente années perdues », le Japon a été le seul pays développé à connaître une baisse des salaires réels et l'instauration de conditions de travail précaires, des horaires de travail notoirement longs et pénibles, et de la pauvreté croissante causée par les bas salaires. Si les Japonais ne sont peut-être pas en profond désaccord avec les politiques du parti, ils nourrissent de nombreux doutes quant au socialisme. L'influence négative de l'ex-Union

soviétique et de la Chine est forte. C'est un facteur majeur qui freine le soutien à notre parti.

Trouver des réponses précises aux questions sur le socialisme n'est pas une tâche future, mais un enjeu actuel pour surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Dans le processus de transmission au peuple de la véritable nature du socialisme et des idées du parti, nous avons pris conscience que « la lutte d'aujourd'hui est étroitement liée et s'inscrit dans la continuité des théories sur la société future ». Les travailleurs et les citoyens qui ont une expérience directe des profondes contradictions du capitalisme sont bien placés pour comprendre le concept d'une société exempte d'exploitation, d'injustice et de pillage.

UN MOUVEMENT POUR LA LECTURE DU CAPITAL

Afin de défendre et de promouvoir le socialisme, il est indispensable de l'étudier. Dans la lignée du Capital, notre parti s'efforce de clarifier que la « liberté humaine » est le but du socialisme et du communisme. Nous disposons actuellement de deux ouvrages de référence. Le premier, intitulé *Communisme et liberté : guidés par le «Capital»*, reprend une conférence donnée en 2024 par le président Kazuo Shii lors d'un séminaire organisé par la Ligue démocratique des jeunes. L'exploitation capitaliste prive les individus non seulement de biens et d'argent, mais aussi de « temps libre ». L'élimination de l'exploitation permettrait de réduire le temps de travail et de donner à chacun suffisamment de « temps libre ». Conformément au *Capital*, ce texte explique que c'est la clé du « libre et plein épanouissement de l'humanité ». De fait, il a encouragé le mouvement ouvrier à lutter pour la réduction du temps de travail. ►►

« Nous visons à réaliser une communauté de relations humaines véritablement égales et libres, exemptes d'exploitation de l'homme par l'homme, d'oppression et de guerre. » **Statuts du PCJ**

► L'autre ouvrage s'intitule *Le « Capital » est intéressant aujourd'hui. Explorer le présent et l'avenir avec Marx*. Il présente l'essence de la première partie du *Capital* : comprendre les lois économiques du mouvement dans la société capitaliste et démontrer qu'une solution fondamentale à l'exploitation capitaliste exige une transformation vers un système socialiste. De plus, le développement de la classe ouvrière comme réformatrice de l'ancien système est le moteur du changement social. Ces points sont expliqués en se tournant vers le présent et l'avenir, et en les reliant aux problématiques actuelles.

Actuellement, plus de la moitié des dix-huit mille sections (cellules) du parti à travers le pays ont étudié ces deux ouvrages au cours de l'année écoulée. Il a été salué comme un « livre de changement et d'espoir ».

Parallèlement, l'ouvrage encourage la lecture du texte original. À cette fin, la dernière édition japonaise du *Capital* (en douze volumes) a été achevée il y a quatre ans, créant ainsi les conditions propices à son étude. Le parti appelle à un mouvement de lecture du *Capital* aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti.

Un dialogue a eu lieu entre le président Shii et le professeur Marcello Musto (Université York, Canada), connu pour ses recherches sur le marxisme ; ce fut une conversation passionnante sur la renaissance et la théorie de Marx. Enfin, nous nous sommes engagés en faveur d'une coopération internationale pour le mouvement de lecture de Marx. Auparavant, en 2024, un échange théorique avait eu lieu avec la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin.

RÉÉVALUATION DE MARX DANS LE MONDE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Nous pensons qu'aux États-Unis comme en Europe, on reconnaît de plus en plus que le capitalisme n'est pas éternel, qu'il peut être dépassé et qu'un nouveau système social est envisageable. Les mouvements sociaux mondiaux et les initiatives pour la résolution de la crise climatique ouvrent la voie à des systèmes alternatifs au capitalisme. De ce fait, la théorie de Marx suscite un regain d'intérêt. Aux États-Unis, un réseau d'étude du *Capital* se développe. La victoire du militant Zohran Mamdani à l'élection municipale de New York et ses efforts depuis son entrée en fonction sont encourageants.

En lien avec le regain d'intérêt pour Marx, la

« La période de transition sera un processus de longue haleine et un consensus national est requis à chaque étape. »

dissolution du Parti communiste soviétique et l'effondrement de l'Union soviétique furent des événements historiques à tous les égards. Au moins, il était positif quant à la théorie du socialisme. Durant l'existence de l'Union soviétique, les idées de Marx, qui s'opposaient et contredisaient la doctrine officielle, étaient considérées comme taboues et rejetées.

La Critique du programme de Gotha fut perçue comme niant la définition du « socialisme hautement développé ».

Dans les années 1930, sous Staline, l'Union soviétique déclara avoir « réalisé le socialisme ». Dans les années 1970, elle redéfini le « socialisme hautement développé » et l'intégra même à sa Constitution. Cette évolution eut un effet négatif, faussant les études marxistes.

Dans la conversation susmentionnée entre Shii et Musto, la discussion porte sur l'avènement d'une ère de redécouverte de Marx. Les raisons invoquées par Shii sont les suivantes :

- la redécouverte de Marx à une époque où personne ne pouvait proposer de solution aux contradictions croissantes du capitalisme mondial ;
- l'effondrement de l'Union soviétique a permis la diffusion des théories de Marx et Engels, notamment leur théorie de la société future, qui avait été déformée et effacée par le régime soviétique ;
- la publication de la nouvelle édition des *Œuvres complètes* de Marx et Engels (New MEGA), qui a ouvert de nouvelles perspectives pour la lecture de l'ensemble des écrits de Marx et Engels, y compris les manuscrits du *Capital*, et la compréhension de leur idéologie dans son intégralité.

À cet égard, Shii souligne que le regain d'intérêt actuel pour Marx « a mis fin à l'imitation du "socialisme", libérant ainsi les théories et les mouvements à travers le monde ». Dans son ouvrage *Un autre Marx*, le professeur Musto affirme : « Le changement de situation politique qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique a également contribué à modifier l'image de Marx. Marx

s'est libéré des chaînes d'un monde idéologique très éloigné de sa propre conscience sociale. » Il souligne que l'effondrement de l'Union soviétique a levé le poids du « contrôle de la pensée ». Les idées de Marx, qui avaient été interprétées de manière étroite et rigide en Union soviétique, connaissent aujourd'hui une renaissance où elles sont libérées de leurs chaînes et restaurées dans leur forme originale.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, UNE PRIORITÉ ABSOLUE

Pourquoi le PCJ, qui opère en Asie, accorde-t-il une telle importance aux liens avec le PCF et les autres partis communistes européens ? Parce que nous pouvons apprendre les uns des autres face aux défis communs. Nous partageons l'objectif d'abolir l'exploitation et de créer une société fondée sur la liberté et la dignité humaines. Notre combat est difficile, mais c'est une entreprise grandiose et porteuse d'espoir.

Aujourd'hui, alors que les pays occidentaux renforcent leurs réseaux de contrôle militaire, politique et économique, il est impératif d'échanger des idées et des théories sur la paix et de renforcer la

« L'élimination de l'exploitation permettrait de réduire le temps de travail et de donner à chacun suffisamment de "temps libre". »

solidarité et la coopération. Il y a trois ans, depuis la tribune du Congrès des partis de gauche européens à Vienne, j'ai appelé à une lutte commune et à une solidarité véritablement transcontinentale à travers le continent eurasiatique. La paix est un enjeu essentiel pour la crise climatique, pour l'égalité des sexes, pour la coopération, pour un ordre pacifique fondé sur la charte des Nations Unies, en opposition aux blocs militaires. Notre parti aspire à œuvrer ensemble pour promouvoir une coopération plus étroite. ■

*Yasuo Ogata est vice-président du PCJ, responsable de la commission internationale.

Le « socialisme du XXI^e siècle », un anti-impérialisme

En 2005, Hugo Chávez revendique pour son pays (le Venezuela) le « socialisme du XXI^e siècle ». Quinze ans après la chute du bloc de l'Est, c'est le premier à se saisir ce mot. Lui et les présidents équatorien et bolivien mènent dans les années 2000 et 2010 une politique qui tourne le dos au néolibéralisme et doit faire face aux ingérences de Washington.

PAR GAËL DE SANTIS*

Les conceptions du socialisme changent, mais le mot représente toujours une espérance. Il a perdu de son aura en Europe, avec la chute et l'échec du bloc de l'Est à la fin des années 1980. Ainsi, en France, dans les années 1990, le PCF a abandonné cette notion qui lui servait à dénommer la période de transition entre mode de production capitaliste et société communiste. En Italie, le Parti de la refondation communiste a fait de même en 2002. Mais là où

les communistes sont au pouvoir, à Cuba, en Chine ou au Laos, le mot désigne la société qu'ils sont en train d'édifier.

LE « SOCIALISME » REVENDIQUÉ PAR HUGO CHÁVEZ

Après quelques années, le terme est revenu sur le devant de la scène dans les années 2000. Lors de la clôture du 5^e Forum social mondial, grand-messe altermondialiste, le 30 janvier 2005, le président ►►

► de la République bolivarienne du Venezuela Hugo Chávez a remis le mot au goût du jour sur le continent où, plus qu'ailleurs, des mouvements de gauche combattaient le « consensus de Washington », cet ensemble de politiques néolibérales imposé aux pays du Sud endettés (contraction des dépenses publiques, de l'imposition, libéralisation du commerce, suppression des contrôles sur les investissements, privatisations). « Je suis un révolutionnaire et chaque jour je le suis plus encore, parce que chaque jour je me convaincs davantage que le seul chemin par lequel nous pouvons rompre avec l'hégémonie capitaliste, nous pouvons rompre l'hégémonie des oligarques de ces terres, est par le chemin de la révolution. Il n'y a pas d'autre chemin », déclare alors le président du Venezuela, lâchant le mot : « seulement à travers le socialisme nous parviendrons à une société plus juste ». Il est alors au pouvoir depuis 1999. Pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, en 1991, un chef de gouvernement revendique le socialisme pour son pays.

Cela ouvre un débat. Ainsi, le 5 juillet 2007, à l'occasion de son discours lors des célébrations de l'indépendance à l'Assemblée nationale, l'ancien général à la retraite et ex-ambassadeur au Chili Alberto Müller Rojas invite ainsi à préparer un Manifeste du socialisme du XXI^e siècle. Dans son discours, le socialisme n'est pas conçu comme une transition vers le communisme mais comme un but en soi : une forme de vie où les relations humaines sont orientées vers la solidarité, la coopération et la reconnaissance de l'autre comme son égal. Il s'agit d'« une manière d'exister qui permette la recherche de la réalisation individuelle comme valeur essentielle, en tant que la personne est l'épicentre de l'élévation de toute la communauté de citoyennes et citoyens », avance le sénateur.

« Au Venezuela, nous vivons une transition [...] que j'ai osé qualifier de "démocratie révolutionnaire", c'est-à-dire un type de démocratie qui ouvre des espaces et qui s'imprègne du peuple, une phase de transition vers le socialisme. » **Hugo Chávez**

« Rafael Correa met en avant "l'action collective contre l'individualisme" et "la supériorité du travail sur le capital", quand il est interrogé sur sa définition du socialisme du XXI^e siècle. »

Dans son discours, il invite le peuple à en débattre pour trouver des accords.

Hugo Chávez lui-même aura l'occasion, plus tard, d'exposer sa doctrine. Dans un entretien accordé en juillet 2006 à *Punto Final*, il explique qu'avant la tentative du coup d'État et la *lock-out* patronal de 2002, il avait cru à la troisième voie de Tony Blair, Premier ministre britannique travailliste, ou au « capitalisme humain » avant de se raviser. « Le seul chemin pour sortir de la pauvreté est le socialisme », dit-il alors, précisant : « Je pense qu'il doit s'agir d'un nouveau socialisme, avec des approches novatrices, en phase avec une nouvelle ère qui commence à peine. C'est pourquoi j'ai osé appeler ce projet "socialisme du XXI^e siècle". [...] Nous allons créer le socialisme à partir de nos propres racines, des aborigènes, des communautés du Paraguay et du Brésil, du socialisme utopique de Simón Rodríguez, de l'exigence de liberté et d'égalité de Bolívar. » « Le socialisme doit défendre l'éthique, la générosité », expose-t-il. Par ailleurs, la situation existante dans son pays n'est pas décrite comme socialiste, qui est un but. « Au Venezuela, nous vivons une transition [...] que j'ai osé qualifier de "démocratie révolutionnaire", c'est-à-dire un type de démocratie qui ouvre des espaces et qui s'imprègne du peuple, une phase de transition vers le socialisme », précise-t-il.

Preuve d'une volonté de se départir des modèles passés, il défend en 2011 le « caractère socialiste de Jésus Christ ». Quant à la question de la propriété, elle n'est plus centrale comme dans les modèles socialistes du XX^e siècle. Le 21 juillet 2007, il déclare constater que les expropriations ont été une erreur au Nicaragua qu'il venait de visiter. « Notre socialisme accepte la propriété privée. Juste faut-il qu'elle reste dans les clous d'une Constitution, des lois, et de l'intérêt social », (précise le président de la république bolivarienne du Venezuela).

UN PROLONGEMENT DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

Plus qu'une doctrine, le socialisme du XXI^e siècle s'avère une pratique, un prolongement de la révolution bolivarienne initiée en 1999. Le secteur privé est resté dominant dans l'économie. Mais le pays a connu sous Hugo Chávez une baisse de la pauvreté entre 2000 et 2011 de 42 % à 26,5 % grâce à une augmentation inédite des dépenses sociales permises par une répartition des revenus du pétrole, accaparés jusqu'ici par une oligarchie. Le gouvernement procède à partir de 2007 à des nationalisations : pétrole, télécommunications, électricité. Pour autant, si les chiffres sont peu disponibles, la part du privé dans l'économie vénézuélienne reste forte. D'ailleurs, elle est en augmentation de 1999 à 2007, date de l'annonce des nationalisations. Alors la pourcentage du public progresse pour atteindre près de 31 % du PIB. La crise économique et les sanctions feront bondir la part du secteur privé à la fin des années 2010, le portant en 2019 à 47 % du PIB, mais plus qu'à une politique volontariste du gouvernement, c'est la contraction du secteur public qui explique cette évolution.

Une partie de l'activité publique ne fonctionne pas selon le modèle traditionnel. L'État crée des *misiones* qui permettent une participation populaire, sur les questions de santé, sur l'alphabétisation, l'enseignement primaire et secondaire et le recul de la pauvreté. Les missions perçoivent un financement direct alimenté par les revenus du pétrole. Une manière de contourner l'appareil d'État.

Enfin, cette ambition d'une souveraineté nationale recouvrée passe également par une coopération internationale. Le Venezuela a été l'un des moteurs de l'intégration non libérale du continent avec la création de l'Alliance bolivarienne pour les peu-

« Le pays a connu sous Hugo Chávez une baisse de la pauvreté entre 2000 et 2011 de 42 % à 26,5 % grâce à une augmentation inédite des dépenses sociales permises par une répartition des revenus du pétrole, accaparés jusqu'ici par une oligarchie. »

« L'expérience équatorienne désormais achevée a été marquée par un fort réinvestissement dans l'éducation des revenus du gaz et du pétrole. »

ples de notre Amérique (Alba) en 2004. Il permet alors un échange de pétrole vénézuélien contre les services de médecins cubains. Au cours des années suivantes, plusieurs États la rejoignent : le Nicaragua, l'Équateur, la Bolivie et des îles caribéennes. En avril 2010, c'est dans le cadre de cette alliance qu'un « Manifeste de Caracas pour la consolidation de la nouvelle indépendance » est adopté, qui fixe à ces pays l'ambition d'aller vers le socialisme. Cette tentative de construction d'un socialisme du XXI^e siècle est mise en difficulté par l'impérialisme nord-américain. Hugo Chávez est victime de plusieurs tentatives de coup d'État, notamment celui de 2002 qui entraîne un raidissement du régime. Face à cette situation, son successeur Nicolas Maduro a imprimé un tournant autoritaire au pays et a fini par être kidnappé par les États-Unis lors d'une opération militaire, le 3 janvier 2026.

Les sanctions auront eu un effet délétère, causant certaines années une récession de plus de 10 % et même 30 % en 2020 – du jamais vu pour un pays depuis 1945. Cela entraîne une hausse de la pauvreté et l'exil de millions de Vénézuéliens. L'expérience, si elle a permis une redistribution des richesses, n'est pas parvenue à développer une industrialisation du pays pour sortir de la rente pétrolière.

LE SOCIALISME EN ÉQUATEUR ET EN BOLIVIE

D'autres pays latino-américains se sont tournés vers le socialisme, comme l'Équateur avec Rafael Correa de 2007 à 2017. Un socialisme qui n'est pas « le socialisme traditionnel » avec l'objectif « d'étatiser tous les moyens de production », explique-t-il cent jours après son arrivée au gouvernement. Pour autant, en 2010, il renégocie ainsi les accords avec les firmes pétrolières. Et il revendique pour l'État un rôle important dans l'économie, après que l'État a été mis à mal par les politiques néolibérales des années précédentes. Il met en avant « l'action collective contre ►►

►► l'individualisme » et « la supériorité du travail sur le capital », quand il est interrogé sur sa définition du socialisme du XXI^e siècle.

Le socialisme consiste selon lui en « une nouvelle conception du développement, l'harmonie avec la nature, le développement avec le local, que les gens vivent heureux, mais pas dans l'opulence ». L'expérience équatorienne désormais achevée avec son successeur Lenin Moreno qui s'est rapproché des États-Unis d'Amérique, a été marquée par un fort réinvestissement dans l'éducation des revenus du gaz et du pétrole. Sous la présidence de Rafael Correa, celle-ci passe de 2 % à 5 % du PIB, signe de la volonté de s'extirper de la dépendance aux hydrocarbures.

En Bolivie également, Evo Morales a pris pour référence le socialisme du XXI^e siècle. Au pouvoir, son Mouvement au socialisme a nationalisé les hydrocarbures pour mener une politique redistributive qui a permis de diminuer de moitié le taux de pauvreté et d'extrême pauvreté.

Pour résumer, le socialisme de XXI^e siècle a été, en Amérique latine, le mot mis sur des expériences de

la gauche au pouvoir marquées par la volonté d'en finir avec le « consensus de Washington » et ses politiques néolibérales et de s'émanciper de l'impérialisme américain. Si ces expériences ne sont pas anticapitalistes, elles ont permis, grâce à une reprise en main par l'État du secteur des hydrocarbures, une politique de redistribution, de baisse de la pauvreté, et de hausse du niveau d'instruction. Au moins dans leurs déclarations, les dirigeants ont intégré la dimension environnementale à leur action. Si l'État joue un rôle fort dans l'économie, il n'était pas question pour ses promoteurs de procéder à une étatisation totale ou à une prise de contrôle de l'ensemble des moyens de production. Enfin, la participation populaire a été mise en avant, avec des Constituantes, en Équateur comme au Venezuela. Dans tous ces pays, les gouvernements ont eu affaire à une opposition forte de leur bourgeoisie, qui n'a pas hésité à tenter des coups d'États ou, comme en Bolivie, à promouvoir la sécession de certaines régions. ■

*Gaël De Santis est journaliste à *L'Humanité*.

Socialisme, communisme (1964-1994)

Dans le débat actuel sur socialisme et communisme reviennent des termes souvent débattus entre le 17^e congrès (1964) et le 24^e (1994). Durant ces trente ans, beaucoup de choses ont changé. La façon de les appréhender aussi.

PAR **CLAUDE GINDIN***

LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

À son 17^e congrès en 1964, le PCF, au vu de la situation nationale et internationale, fait de la conclusion d'un programme de gouvernement commun aux « partis démocratiques » son objectif central. Il s'agit alors de substituer au pouvoir gaulliste une « démocratie véritable » et d'ouvrir une voie inédite, parce que pacifique, vers le socialisme.

Pour les communistes d'alors, le socialisme comme préalable au communisme vient en ligne directe de Lénine. En fait, « socialisme » dans ce sens est déjà usuel dans la social-démocratie d'avant 1914 (dont le parti bolchevique). Lénine emploie le mot ainsi mais, en 1917, il a soin de préciser que Marx, en 1875, parle, lui, d'une « société communiste non

pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ».

Le choix de 1964 engage durablement le parti. Celui-ci se pense confirmé par le mouvement de mai-juin 1968 dans sa recherche d'un programme commun de gouvernement ; à l'aspiration au changement de société, il répond, en décembre 1968, dans son *Manifeste de Champigny*, qu'une « démocratie avancée » permettra d'ouvrir la voie au socialisme, lequel implique la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses alliés et le rôle d'avant-garde du parti communiste. Un communisme tenant plus du paradis terrestre que d'une histoire humaine possible a disparu

de l'horizon du parti. Ne l'y remplace pas celui, qu'en mai 1968, envisage Paul Boccara quand il dit qu'avec la révolution technique en cours – qu'il a, plus tard, qualifiée d'*informatio*nelle – se pose désormais, « au-delà du problème du passage au socialisme, celui du passage au communisme, étant donné le développement nécessaire de l'homme en tant que tel » car « le communisme, Marx le définissait précisément dans *Le Capital* par l'activité non productrice de biens matériels devenue dominante ».

LA VOIE PACIFIQUE AU SOCIALISME

Après la signature du programme commun en 1972, qui suscite beaucoup d'espoirs, paraît *Le Défi démocratique* de Georges Marchais en 1973. Les « conditions générales du socialisme » sont réaffirmées, mais l'inflexion depuis Champigny est sensible : de nettement préférentielle, la voie pacifique au socialisme devient la seule envisagée et le rôle d'avant-garde du parti repose sur sa capacité à faire partager des idées. Le socialisme sera nécessairement démocratique et le suffrage universel devra toujours y être respecté. Le « socialisme aux couleurs de la France », « à la française », trouvera un point d'appui dans l'existence des pays socialistes. L'ouvrage reçoit un écho important et les militants s'y reconnaissent.

LE REJET DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La situation est différente au 22^e congrès, en 1976. Depuis l'élection présidentielle de 1974, la gauche peut espérer accéder au pouvoir ; le Parti socialiste se renforce au détriment du PCF. Le fait marquant du congrès est le rejet du principe même de la dictature du prolétariat. Champigny l'avait maintenu comme forme temporaire du pouvoir sous le socialisme. *Le Défi démocratique* n'en dit rien, mais surtout rien pour. Le congrès saute le pas. La méthode a été contestée, la préparation du congrès étant bien avancée quand ce débat y est

« Le PCF espère être assez fort pour imposer l'application du programme commun à un parti socialiste rétif et, grâce à elle, convaincre largement d'aller plus loin, vers le socialisme. »

« Le parti doit avoir en vue dès maintenant, et pas dans une phase ultérieure, une société associant, dans l'exercice de leurs divers pouvoirs, des hommes et des femmes libres, le plus maîtres possible de leur vie et en mesure de se réaliser dans leur travail comme en dehors de celui-ci. »

propulsé. Mais le fait est que le parti s'en empare largement, avant et après le congrès. Critique des manquements à la démocratie dans les pays de l'Est, le parti, globalement, se fait moins positif sur le socialisme tel qu'il y existe. Quant à lui, il continue à compter beaucoup sur l'action de l'État pour avancer : le programme commun est minoritaire dans le pays, son contenu étant, à gauche, moins soutenu que l'idée d'union et l'opinion de droite y étant hostile. Néanmoins, le PCF espère être assez fort pour en imposer l'application à un Parti socialiste rétif et, grâce à elle, convaincre largement d'aller plus loin, vers le socialisme.

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PLUS DÉMOCRATIQUE, DÉCENTRALISÉE, AUTOGESTIONNAIRE

La rupture du programme commun en 1977, dont le Parti socialiste parvient à imputer la faute au PCF, ouvre pour celui-ci le temps des difficultés mais aussi un temps de réflexions nouvelles. Il se prononce pour « une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire » (1977). Le PCF a été longtemps très circonspect sur l'autogestion, voulue par la CFDT et au nom de laquelle une partie de la gauche anticommuniste esquiva la question du changement politique afin d'éviter la participation du PCF au pouvoir. *Le Défi démocratique* n'avait cependant pas fermé la porte à la discussion. Cette notion ne fait guère débat dans un PCF qui y reconnaît sa propre exigence de pouvoirs effectifs des travailleurs dans la conduite de leur entreprise et d'autonomie élargie des collectivités territoriales. Et le 23^e congrès, en 1979, lie avancées autogestionnaires et communisme. ►►

►► LA VISÉE COMMUNISTE

Le communisme devient objet de discussion à partir du milieu des années 1980, dans un contexte d'affaiblissement durable du PCF et de grande incertitude sur l'avenir des pays socialistes. Se manifestent de forts désaccords sur la stratégie à suivre et sur la forme même de l'organisation politique des communistes. Et quand des mots – « communisme » ou « socialisme » – deviennent signes de reconnaissance, les idées n'en ressortent jamais clarifiées. Plusieurs préoccupations, pas toutes exprimées par les mêmes personnes, convergent pour mettre en avant la visée communiste.

Une partie est bien rendue, plus que par leur teneur, par les titres des livres de Lucien Sève, *Communisme, quel second souffle ?* (Éditions sociales, 1990), c'est-à-dire sur quel pied repartir et *Commencer par les fins. La nouvelle question communiste* (La Dispute, 1999), c'est-à-dire voir où on veut aller avant de dire comment on y va. La montée des exigences féministes, dont les femmes communistes sont partie prenante, pousse, elle, à considérer que, dans les luttes émancipatrices, il n'en est aucune qui doit céder la priorité à d'autres. Dans le même temps, avec la révolution informationnelle monte l'idée que le parti doit avoir en vue dès maintenant, et pas dans une phase ultérieure, une société associant, dans l'exercice de leurs divers pouvoirs, des hommes et des femmes libres, le plus maîtres possible de leur

vie et en mesure de se réaliser dans leur travail comme en dehors de celui-ci.

Les bouleversements de l'Europe de l'Est contribuent aussi à mettre l'idée de communisme en avant. Le 27^e congrès, fin 1990, souligne que le socialisme n'est pas une fin en soi : « Le socialisme, société de transition, en chaque cas singulière, dépassant le capitalisme, et évoluant vers le communisme, ne peut être qu'en permanence mouvement vers le nouveau et lutte contre l'ancien. » Bientôt la disparition du système soviétique est massivement présentée comme la fin non du socialisme mais du communisme. Le PCF s'en trouve interpellé : « Qu'est-ce que le communisme pour vous ? »

L'introduction aux statuts votés au 28^e congrès, début 1994, répond que le PCF, « partie prenante du combat des peuples pour leur émancipation [...], agit dans la perspective historique d'un communisme libérateur d'humanité », la construction d'un « socialisme démocratique et autogestionnaire » venant plus loin dans l'introduction. Le débat n'est pas clos pour autant mais, pour les raisons indiquées, le socialisme n'est plus le « but fondamental » du parti.

Parfois, on dit des choses différentes avec les mêmes mots, parfois la même chose avec des mots différents. ■

*Claude Gindin est historien, ancien directeur de *La Pensée*

La question de la transition

TEXTES CHOISIS ET PRÉSENTÉS PAR FLORIAN GULLI

MARX

Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand, 1875

Marx rédige ce texte en 1875 comme critique du programme d'unification du Parti ouvrier allemand adopté au congrès de Gotha. Il y discute notamment la proposition suivante : « 3. L'affranchissement du travail exige que les instruments de travail soient élevés à l'état de patrimoine commun de la société et que le travail collectif soit réglé par la communauté avec partage équitable du produit. »

Dans ce passage, Karl Marx critique l'expression lassallienne de « produit intégral du travail » et l'idée vague de « partage équitable ». Il montre que, même dans une société où les moyens de production sont devenus propriété commune, on ne peut pas distribuer l'ensemble du produit social aux individus. Une partie doit nécessaire-

ment être retranchée pour remplacer les moyens de production, développer la production, constituer des réserves, financer l'administration, les services collectifs (école, santé, etc.) et soutenir ceux qui ne peuvent pas travailler.

Ainsi, le « produit intégral » se transforme en une part seulement du produit social destinée à la consommation individuelle. De plus, dans une société fondée sur la propriété commune, les produits ne s'échangent plus comme des marchandises et le travail n'apparaît plus comme une valeur marchande. Marx prépare ainsi l'analyse de la phase initiale de la société communiste, où la répartition repose encore sur le travail fourni, mais dans un cadre transformé.

PARTIE 1

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement – les défalcons une fois faites – l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il

retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici dans son principe... le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus



► aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le *droit égal* reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi comme unité de mesure commune.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité*, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé ; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère *que comme travailleurs* et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc. À égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effective-

ment plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

PARTIE 4

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*.

LÉNINE

L'État et la révolution, 1917

Dans ce texte, Lénine analyse la transition du capitalisme au communisme. Il explique que l'État, instrument d'oppression sous le capitalisme, reste nécessaire dans une phase transitoire pour réprimer la minorité des anciens exploités par la

majorité des exploités. Toutefois, cet État devient progressivement plus démocratique et tend à dépérir. À terme, dans le communisme accompli, la disparition des classes rend l'État superflu et conduit à son extinction.

2. La transition du capitalisme au communisme

[...] Nous avons, en régime capitaliste, l'État au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que, pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs exige une cruauté, une férocité extrême dans la ré-

pression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est déjà exercée sur une minorité d'exploiteurs par une majorité

d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'« État », est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire, ce n'est plus l'État proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés *d'hier* est chose relativement si facile, si simple et si naturelle qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiters même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'État absolument superflu, car il n'y a alors *personne* à mater, « personne » dans le sens d'aucune *classe* ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne som-

mes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer *ces* excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés même dans la société actuelle sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à « s'éteindre ». Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'État *s'éteindra* à son tour.

Sans se lancer dans l'utopie, Marx a défini plus en détail ce qu'on peut définir *maintenant* de cet avenir, à savoir : la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste.

Lénine expose la première phase de la société communiste (qu'il appelle socialisme, comme nombre de militants de l'époque, mais pas Marx). L'exploitation y disparaît grâce à la propriété commune des moyens de production, mais l'égalité réelle n'est pas encore atteinte : la répartition reste

fondée sur le travail fourni, selon un principe hérité du « droit bourgeois ». Des inégalités subsistent donc entre individus, même si les classes ont été abolies. L'État continue d'exister *pour garantir cette organisation, mais il est appelé à s'éteindre avec l'avènement du communisme intégral*.

3. Première phase de la société communiste

[...] La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes, mais *l'exploitation* de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des *moyens de production*, fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'« égalité » et la « justice » *en général*, Marx montre le *cours du développement* de la société communiste, *obligée* de commencer par détruire *uniquement* cette « injustice » qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais *incapable* de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation « selon le travail » (et non selon les besoins).

Les économistes vulgaires, et parmi eux les professeurs

bourgeois, « notre » Tougan y compris, font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en « rêver » la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de messieurs les idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (au sens habituel du mot) *ne supprime pas* à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois », qui *continue de régner*, puisque les produits sont répartis « *selon le travail* ».

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le « droit bourgeois » est aboli *non pas* complètement, mais seulement en



► partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le « droit bourgeois » en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le « droit bourgeois » se trouve abolir.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger » : ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits » : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le « droit bourgeois » qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégaux en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un « inconvénient », dit Marx ; mais il est inévitable

dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société *sans normes juridiques d'aucune sorte* ; au reste, l'abolition du capitalisme *ne donne pas d'emblée* les prémices économiques d'un tel changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du « droit bourgeois ». C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un État chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'État s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe à mater*.

Mais l'État n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'État s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

Lénine décrit la phase supérieure du communisme, où le développement des forces productives et la disparition des classes rendent l'État totalement superflu. À ce stade, l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel s'efface et le

principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » peut être réalisé. L'État, déjà en voie d'extinction dans la phase inférieure, disparaît complètement avec la fin des inégalités sociales et du droit bourgeois.

4. Phase supérieure de la société communiste

[...] La base économique de l'extinction totale de l'État, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture avec la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en « premier besoin vital »,

c'est ce que nous ne savons ni *ne pouvons* savoir.

Aussi n'avons-nous le droit de parler de l'extinction inévitable de l'État, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes *n'existent pas*.

L'État pourra s'éteindre complètement quand la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », c'est-à-dire quand les hommes se seront si bien habitués à respecter les règles fondamentales de la vie en société et que leur travail sera devenu si productif qu'ils travailleront volontairement *selon leurs capacités*. chacun puisera librement « selon ses besoins ». [...]

Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune*, le mot « communiste » peut s'appliquer également ici, à condition de

ne pas oublier que ce *n'est pas* le communisme intégral. Le grand mérite des explications de Marx est d'appliquer, là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe à partir du capitalisme. Au lieu de s'en tenir à des définitions « imaginées », scolastiques et artificielles, à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme ? qu'est-ce que le communisme ?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme.

Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme *ne peut pas* encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'« horizon borné du droit bourgeois », en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *État bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de *contraindre* à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois – sans bourgeoisie !

Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que ce soit, la substance éminemment profonde.

En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent. Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du droit « bourgeois » ; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue *des flancs* du capitalisme.

La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme. [...]

La démocratie est une forme de l'État, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout État, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'État et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la

machine d'État bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'État *plus* démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'État, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, « la quantité se change en qualité » : parvenu à *ce* degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si *tous* participent réellement à la gestion de l'État, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les *prémices* nécessaires pour que « tous » *puissent* réellement participer à la gestion de l'État. Ces prémices sont, entre autres, l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs des pays capitalistes les plus avancés, puis « l'éducation et la formation à la discipline » de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc.

Avec de telles prémices économiques, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le *contrôle* de la production et de la répartition, pour *l'enregistrement* du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés.) Enregistrement et contrôle, tel est *l'essentiel*, et pour la « mise en route » et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa *première phase*. Ici, *tous* les citoyens se transforment en employés salariés de l'État constitué par les ouvriers armés. *Tous* les citoyens deviennent les employés et les ouvriers *d'un seul* « cartel » du peuple entier, de l'État. Le tout est d'obtenir qu'ils fournissent un effort égal, observent exactement la mesure de travail et reçoivent un salaire égal. L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique [Quand l'État réduit ses fonctions essentielles à un semblable enregistrement et à un contrôle de ce genre effectués par les ouvriers eux-mêmes, il cesse d'être un « État politique » ; les « fonctions publiques perdent leur caractère politique et se transforment en de simples fonctions administratives ».

Quand la *majorité* du peuple procédera par elle-même et ►►

partout à cet enregistrement, à ce contrôle des capitalistes (transformés désormais en employés) et de messieurs les intellectuels qui auront conservé leurs pratiques capitalistes, alors ce contrôle sera vraiment universel, général, national et nul ne pourra s'y soustraire, de quelque manière que ce soit, « il n'y aura plus rien à faire ».

La société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire.

Mais cette discipline « d'atelier » que le prolétariat, après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploités, étendra à toute la société n'est nullement notre idéal ni notre but final ; c'est seulement un échelon nécessaire pour débarrasser radicalement la société des vilénies et des ignominies de l'exploitation capitaliste, et assurer la marche *continue* en avant.

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer *eux-mêmes* l'État, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme – dès cet instant, la nécessité de toute administration

en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est l'« État » constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un État au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre *tout* État.

En effet, quand *tous* auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale, quand tous procéderont eux-mêmes à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des filous et autres « gardiens des traditions du capitalisme », - se soustraire à cet enregistrement et à ce contrôle exercé par le peuple entier sera à coup sûr d'une difficulté si incroyable et d'une si exceptionnelle rareté, cela entraînera vraisemblablement un châtiment si prompt et si rude (les ouvriers armés ont un sens pratique de la vie ; ils ne sont pas de petits intellectuels sentimentaux et ne permettront sûrement pas qu'on plaisante avec eux) que la *nécessité* d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une *habitude*.

Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'État.

LÉNINE

« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », 1917

Lénine affirme que le monopole capitaliste d'État, accéléré par la guerre, constitue l'antichambre du socialisme. Selon lui, un monopole d'État peut

servir soit les intérêts des classes dominantes, soit ceux du peuple ; dans ce dernier cas, il devient un pas direct vers le socialisme.

Si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'État, c'est que l'État (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique révolutionnaire) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt clos des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un État non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme.

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste.

Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est

tel qu'on ne saurait avancer, à partir des monopoles (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme.

Ou bien l'on est réellement démocrate révolutionnaire. Et alors on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme. Ou bien l'on craint de s'acheminer vers le socialisme et l'on condamne tous les pas faits dans cette direction, sous prétexte [...] que notre révolution est bourgeoise, qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, etc. Dans ce cas, l'on en arrive fatalement à la politique de Kérenski, Milioukov et Kornilov, c'est-à-dire à la répression bureaucratique réactionnaire des aspirations « démocratiques révolutionnaires » des masses ouvrières et paysannes.

Il n'y a pas de milieu.

Et c'est là la contradiction fondamentale de notre révolution.

Dans l'histoire en général, et surtout en temps de guerre, il est impossible de piétiner sur place. Il faut ou avancer, ou re-

culer. Il est impossible d'avancer dans la Russie du XX^e siècle, qui a conquis la République et la démocratie par la voie révolutionnaire, sans *marcher* au socialisme, sans progresser vers le socialisme (progression conditionnée et déterminée par le niveau de la technique et de la culture : il est impossible d'« introduire » en grand le machinisme dans les exploitations paysannes comme il est impossible de le supprimer dans la production du sucre) [...].

La dialectique de l'histoire est précisément telle que la guerre, qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État, a par là même considérablement rapproché l'humanité du socialisme.

La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétarienne – aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement – mais encore parce que le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks envisagent le problème du socialisme en doctrinaires, du point de vue d'une doctrine qu'ils ont apprise par cœur et mal comprise. Ils présentent le socialisme comme un avenir lointain, inconnu, obscur.

Or, aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et pratiquement dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base de ce capitalisme moderne.

Qu'est-ce que le service de travail obligatoire ?

C'est un pas en avant, sur la base du capitalisme monopoliste moderne, un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son gaspillage insensé par le capitalisme.

Les junkers (grands propriétaires fonciers) et les capitalistes instituent en Allemagne le service de travail obligatoire, qui devient fatalement un bain militaire pour les ouvriers.

Mais considérez la même institution et réfléchissez à la portée qu'elle aurait dans un État démocratique révolutionnaire. Le service de travail obligatoire institué, réglé, dirigé par les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ce n'est pas encore le socialisme, mais ce n'est déjà plus le capitalisme. C'est un pas immense vers le socialisme, un pas après lequel il est impossible, toujours en démocratie intégrale, de revenir en arrière, de revenir au capitalisme, à moins d'user des pires violences contre les masses.



La transition du capitalisme au communisme

L'analyse qui suit est tirée de Florian Gulli, Aurélien Aramini, *Introduction à la pensée de Lénine*, Éditions Aden, Bruxelles, 2018



Une nouvelle organisation sociale succédera-t-elle immédiatement à l'insurrection victorieuse contre l'État bourgeois ou, au contraire, la transition du capitalisme au communisme constitue-t-elle une époque historique à part entière ? Aux yeux de Lénine, une période de transition, à haut risque, est nécessaire pour instaurer le communisme. Malgré la victoire de l'insurrection qui constitue la première phase de la révolution, les anciennes classes dominantes conservent encore un immense pouvoir qu'elles entendent bien utiliser pour rétablir l'ordre ancien par tous les moyens. Pour Lénine, résister à ces tentatives de restauration demande de mettre en place « une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes ».

LA VICTOIRE DE L'INSURRECTION N'EST PAS ENCORE LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION

La révolution ne se limite pas à « une insurrection victorieuse », même si elle signe la première défaite des exploités. L'assaut victorieux contre le capital et l'autocratie mené entre février 1917 et février 1918 n'a été que la première phase de la révolution. Les exploités d'hier n'ont pas été entièrement désarmés. Dans les grands États modernes, il est impossible matériellement de tous les exproprier d'un seul coup. Et, même s'ils sont expropriés juridiquement, la société n'est pas transformée pour autant car il faut remplacer dans les faits l'ancienne gestion par une nouvelle. Or celle-ci est d'autant plus difficile à mettre en place que les masses ont peu de compétences en la matière. Ainsi, même lorsque l'ancien appareil d'État a été vaincu militairement et l'expropriation décidée légalement, les exploités seront toujours là ; ils chercheront à rétablir l'ordre ancien et leur pouvoir qu'ils conservent dans les

faits tant que la révolution n'aura pas instauré un nouveau système d'organisation et de production. De ce fait, la révolution n'est pas un événement, mais « toute une époque historique », une période de transition compliquée, avec ses flux et ses reflux. Lénine aimait à citer le socialiste russe Tchernychevski : « L'action politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski » (un trottoir net, large et uni de l'artère principale, absolument rectiligne, de Petersburg) »(1). L'assaut victorieux contre le capital n'a fait qu'« amorcer le passage au socialisme ».

LES INÉGALITÉS DE CLASSE PERSISTENT APRÈS LA RÉVOLUTION

« Longtemps après la révolution, écrit Lénine, les exploités conservent nécessairement une série de réels et notables avantages. » Les inégalités se maintiennent et, avec elles, le pouvoir réel des mieux dotés. Il reste aux exploités argent et relations grâce auxquels ils peuvent espérer peser sur le cours des choses et œuvrer en vue d'une restauration de l'ordre ancien. Ils disposent d'une « expérience infiniment supérieure de l'art militaire », expérience décisive dans la perspective d'un coup d'État contre-révolutionnaire. Malgré cela, Lénine défendra l'idée d'un compromis avec des secteurs de la bourgeoisie, au grand dam de la gauche du parti qui crie à la compromission. En effet, les masses populaires, séculairement écartées de l'administration, doivent construire une nouvelle société ; or « nous savons, écrit Lénine, que le premier manœuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'État »(2). Ces capacités, seule l'ancienne classe dominante en dispose : la connaissance des rouages de l'administration, des « habitudes d'organisation et de

gestion » et des « affinités avec le haut personnel technique ». La révolution ne doit pas seulement détruire, elle doit « mettre au point un système extrêmement complexe et délicat de nouveaux rapports d'organisation embrassant la production et la répartition régulières des produits nécessaires à l'existence de dizaines de millions d'hommes »(3). À l'ancienne gestion de l'industrie et de l'agriculture, il faut substituer une « autre » gestion. Ainsi la seule expropriation ne suffit-elle pas : il incombe au gouvernement révolutionnaire de recenser et d'administrer la production agricole et industrielle, c'est-à-dire de gérer par exemple des flux et des stocks de blé. Face à la désorganisation de la vie quotidienne suite à la révolution, il faut donc être en mesure d'assurer la répartition des produits de première nécessité à la population. Mais, privé de toute expérience en matière d'organisation de la production à l'échelle d'un pays si vaste que la Russie, le parti n'a pas d'autre choix, pour Lénine, que d'« apprendre le socialisme en se mettant à l'école des organisateurs de trusts ». L'inégalité de classe se maintient donc nécessairement dans la période de transition, non pas du fait de la prétendue faiblesse des révolutionnaires, mais pour des raisons intrinsèques : la nécessité de construire le socialisme.

ESPOIR ET TENTATIVES DE RESTAURATION

Toujours privilégiée, la bourgeoisie a en outre la force d'entraîner d'autres classes dans une aventure contre-révolutionnaire. Comme la Révolution française ou la Commune de Paris, toute révolution est menacée par une contre-révolution. En premier lieu, la bourgeoisie peut mobiliser les classes dominantes des autres pays. Le journaliste américain John Reed (1887-1920) rapporte les propos du « Rockefeller russe » Lianozov : « La Révolution est une maladie. Tôt ou tard les puissances étrangères devront intervenir, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher »(4). Kerensky (1881-1970), à la tête du gouvernement provisoire à partir de mai 1917, accuse Londres de soutenir les velléités putschistes du général contre-révolutionnaire Kornilov (1870-1918), notamment en finançant des tracts le présentant comme un « héros national ». En second lieu, la bourgeoisie est capable de mettre en marche des classes ou fractions de classes de son propre pays contre le nouveau pouvoir. La bourgeoisie n'est pas nécessairement isolée et elle demeure prête à instrumentaliser le mécontentement d'une

partie de la population : preuve en est l'échec de la Commune de Paris en 1871 où, lors de la semaine sanglante, la révolution parisienne va être écrasée par les troupes versaillaises qui comptaient dans leurs rangs un grand nombre de paysans.

LA DÉMOCRATIE DANS LA PÉRIODE DE TRANSITION

Karl Kautsky, depuis l'Allemagne, critique la position de Lénine. Il y aurait deux méthodes pour passer du capitalisme au socialisme, « la méthode démocratique » et « la méthode dictatoriale ». Lénine aurait eu le tort de privilégier la seconde en usant de violence, en privant notamment du droit d'élire et d'être élu l'ancienne classe dominante. Kautsky oppose donc à la transition dictatoriale et violente de Lénine une transition démocratique et pacifique.

Premier défaut de l'analyse de Kautsky pour Lénine : l'abstraction du contexte, contexte pourtant indispensable à l'intelligence de l'idée de dictature. Chez les Romains, la dictature était une disposition républicaine. Le Sénat accordait les pleins pouvoirs à un magistrat lorsque Rome se trouvait menacée d'un grand péril. La dictature n'était pas un choix, elle était imposée par l'imminence d'une catastrophe, par une situation urgente, à laquelle il fallait répondre par des moyens exceptionnels. La Russie, rappelle Lénine, vit « une époque de guerre acharnée, aiguë », au cours de laquelle « les exploités [...] opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée ». Que faire face au général Kornilov qui affirmait : « [Nous] devons sauver la Russie [...], même s'il nous faut mettre à feu la moitié du pays et répandre le sang des trois quarts des Russes »(5) ? Les bolcheviks héritent de la violence extrême et du chaos. Ils ne la créent pas.

Second défaut : Kautsky raisonne en « libéral », c'est-à-dire en faisant abstraction de la lutte des classes. « Tant qu'il existe des classes distinctes, écrit Lénine, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de « démocratie de classe ». Il ne faut donc pas parler de « démocratie », mais de « démocratie bourgeoise » et de « démocratie prolétarienne ». La démocratie bourgeoise constitue, à n'en pas douter, un grand progrès historique par comparaison avec l'époque féodale. Néanmoins, tout en proclamant le peuple souverain, elle tend à « écarter les masses » de la participation politique. La démocratie prolétarienne, au contraire, s'emploie à « appeler au gouvernement les masses ». Le soviétique est précisément cette forme ►►

► de démocratie qui, loin de se méfier des masses, appelle sans cesse leur intervention. C'est pour cette raison que Lénine écrit : « La démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise » (6). La première mobilise les masses, facilite leur initiative, alors que la seconde craint le peuple et ce qu'elle nomme la « tyrannie de la majorité ».

En 1917, les bolcheviks prennent le pouvoir dans un contexte de catastrophe nationale sans précédent. La guerre 14-18 est un véritable désastre pour la Russie. L'armée tsariste se désagrège, des millions de soldats-paysans désertent, errent en bandes à travers le pays, diffusant la violence du front dans la société civile. En même temps, explose une violence inouïe venue d'en bas. Le désir de vengeance des paysans contre la noblesse, qui s'accumulait depuis des siècles, se libère en une immense et brutale jacquerie.

Kautsky, théoricien de la deuxième internationale, publiée en 1918 : *La Dictature du prolétariat*. Il critique la politique du jeune pouvoir bolchevique. Lénine lui répond la même année dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Lénine considère que la critique de Kautsky se développe sur des bases qui ne sont plus marxistes (d'où le terme « renégat ») mais libérales. ■

(1) Lénine, *La Maladie infantile du communisme (Le gauchisme)*, OC, t. 31, p. 67.

(2) « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », OC, t. 26, p. 109.

(3) « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », OC, t. 27, p. 249

(4) John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil, 1996, p. 59.

(5) Cité par Arno Mayer dans *Les Furies, violences, vengeance, terreur, au temps de la révolution française et de la révolution russe*, Fayard, 2002, p. 217.

(6) *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, op. cit., p. 257.

POUR ALLER PLUS LOIN

Domenico Losurdo, *Contre-histoire du libéralisme*, Paris, La découverte, 2013 (2006), « la tradition libérale et ses trois théories de la dictature », p. 286 sqq.

La pensée libérale reproche à Lénine d'avoir pensé la dictature. Pourtant, cette tradition, tout au long du XIX^e siècle, théorise et assume la nécessité de la dictature : dictature des peuples civilisés sur les « barbares »

des colonies, dictature dans la métropole pour écraser la subversion populaire, dictature, enfin, plus intéressante, pour imposer par en haut des décisions dans une situation sans issue (par exemple, Lincoln décidant de supprimer par la force armée l'esclavage dans les États du Sud des États-Unis).

TEXTES CHOISIS

LÉNINE “Les tâches des unions de la jeunesse”

Discours prononcé au 3^e Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie, le 2 octobre 1920

La génération dont les représentants ont maintenant environ cinquante ans ne peut pas compter voir la société communiste. D'ici là, elle aura disparu. Mais la génération de ceux qui ont aujourd'hui quinze ans verra bien la société communiste et la bâtira elle-même. Elle doit savoir que le but de sa vie est de bâtir cette société. Dans l'ancienne société, chaque famille travaillait séparément et personne ne coordonnait le travail, en dehors des propriétaires fonciers et des capitalistes qui opprimaient la masse du peuple. Nous devons, nous, organiser tout travail, si difficile et si malpropre qu'il soit, de manière que tout ouvrier et paysan se dise : je fais partie de la grande armée du travail libre et je saurai bâtir moi-même ma vie sans les propriétaires fonciers et les capitalistes, je saurai instaurer le régime communiste. Il faut que l'Union de la jeunesse communiste éduque tout le monde, dès le plus jeune

âge, dans l'esprit du travail conscient et discipliné. C'est ainsi que nous pouvons espérer résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui. Il faut que nous comptions au moins dix ans pour électrifier le pays, pour que notre terre appauvrie puisse profiter des dernières conquêtes de la technique. La génération qui a aujourd'hui quinze ans et qui, d'ici dix ou vingt ans, vivra dans la société communiste, doit poser les problèmes de son apprentissage d'une manière telle que chaque jour, dans chaque village, dans chaque ville, la jeunesse résolve pratiquement tel ou tel problème, fût-il le plus minime et le plus simple, du travail commun. Dans la mesure où cela se fera dans chaque village, dans la mesure où se développera l'émulation communiste, dans la mesure où la jeunesse démontrera qu'elle sait travailler en commun, le succès de l'édification communiste sera assuré.

LÉNINE “Pour le quatrième anniversaire de la révolution d’Octobre”

Emportés par la vague d’enthousiasme, nous comptons, nous qui avons éveillé l’enthousiasme populaire – d’abord politique et puis militaire –, nous comptons pouvoir réaliser directement à la faveur de cet enthousiasme des tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptons – ou, peut-être, sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant – pouvoir par les ordres exprès de l’État prolétarien organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l’État. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : le capitalisme d’État et le socialisme, en vue de préparer – par un travail de longues

années – le passage au communisme. Ce n’est pas en vous appuyant directement sur l’enthousiasme, mais au moyen de l’enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l’intérêt personnel, l’avantage personnel, en appliquant le principe de la gestion équilibrée, qu’il vous faut d’abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d’État. Autrement vous n’approcherez pas du communisme ; autrement vous n’amènerez pas des dizaines et des dizaines de millions d’hommes au communisme. Voilà ce que nous a révélé la vie. Voilà ce que nous a révélé la marche objective de la révolution.

LÉNINE “La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky” (1918)

On peut défaire d’un coup les exploiters, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d’un seul coup. On ne peut d’un coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d’un pays de quelque importance. Ensuite, l’expropriation à elle seule, en tant qu’acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut destituer en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les remplacer en fait par une autre gestion, gestion ouvrière des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d’égalité entre les exploiters qui, durant de longues générations, s’étaient distingués par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution, les exploiters conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l’argent (impossible de le supprimer d’un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d’organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets » de l’administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l’art militaire (ce qui est très important), etc., etc.

Si les exploiters ne sont battus que dans un seul pays, et c’est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploiters sont immenses. Qu’une partie des masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc., marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploiters, c’est ce qu’ont montré toutes les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises, ce qu’a « oublié » le savantissime Kautsky, il y avait aussi des prolétaires).

Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c’est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c’est faire preuve d’une prodigieuse stupidité ; c’est s’en tenir à un préjugé archi-naïf digne d’un vulgaire libéral ; c’est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que, dans toute révolution profonde, les exploiters conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n’est dans l’imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky, les exploiters ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles, leur avantage.

Narcotrafic, le profit maximum

— PAR GÉRARD STREIFF* —

Il y a bien des manières d'aborder la question du narcotrafic ; on peut en parler sous l'angle des producteurs, celui des « chimistes », celui des cartels, des « mules », des grosses et petites mains des « quartiers » ; on peut faire état de la consommation, de sa généralisation (il est même question parfois de démocratisation !), de la répression ou de la dépénalisation ; on traite souvent du sujet au plan moral, ou social. Mais on entend assez peu de commentaires d'ordre purement économique. Or le narcotrafic est d'abord une économie. Une économie criminelle, certes, mais une économie avec toutes ses caractéristiques : production, distribution, consommation, exploitation, rémunération, financiarisation.

Le narcotrafic dégage une marge de profits proprement fabuleuse ; il répond à un marché en pleine expansion et prospère partout où l'état de droit (et l'État tout court) se désintègre. Il utilise avec une rare sagacité tous les canaux commerciaux possibles en fonctionnant comme des multinationales efficaces et radicales. Il s'étend des grandes villes aux plus petits bourgs ; il stocke son capital blanchi dans tous les paradis fiscaux du monde ; il surfe sur un système bancaire opaque. En somme, un ultracapitalisme à sa manière. Du *low cost* ultrarentable.

UN BUSINESS PRESQUE COMME LES AUTRES. PRESQUE !

Bertrand Monnet, ancien militaire, professeur à l'École des hautes études commerciales du Nord (EDHEC) et spécialiste de l'économie du crime, a réalisé plusieurs études fort pertinentes sur le narcotrafic, dont une série documentaire

sur le cartel mexicain de Sinaloa avec *Le Monde* en 2023 : Narcobusiness (2,2 millions de vues). On y voyait comment des « cuisiniers » fabriquaient la pilule M30 (mélange de fentanyl et d'héroïne), laquelle fait des ravages aux États-Unis (première cause de mortalité des 18/45 ans) en rapportant des dizaines de milliards de dollars.

Bertrand Monnet insiste volontiers sur l'extrême rentabilité de cette économie. Pour ce qui concerne notamment la cocaïne, la marge varie entre 4 000 et 6 000 %. Comme le dit Monnet, « cela n'a pas d'équivalent en économie ».

On pourra (et il faudra) toujours perfectionner la répression (parquet national, prisons modèles, nouvelles législations) et la sensibilisation (*via* la santé ou l'école). Les services de l'État (police, gendarmerie, douane, marine nationale) exercent une forte pression sur les milieux criminels ; ces actions sont très souvent efficaces mais ces services manquent de moyens. Et puis le crime s'adapte.

Ainsi les points de *deal* ont diminué mais la distribution passe désormais plutôt par des appartements loués sur Airbnb... Et il se dit que ces actions sont un peu un « pansement sur un cancer ». C'est toute la chaîne économique qui doit, dès lors, être visée : production, transport, vente, consommation, blanchiment. Dans les reportages sur les filières de la drogue, Bertrand Monnet rappelle que les « mafieux sont des extrémistes économiques ». Il a modélisé le système financier du trafic mondial « qui s'inspire des multinationales ». Il y a plusieurs moments dans le cycle du trafic où l'on mesure la proximité de cette économie criminelle avec le développement capitaliste au début et à la fin du cycle.

« Les paradis fiscaux, contrairement à toute une littérature prétendant que ces systèmes ont vécu, fleurissent. Et c'est là que les trafiquants amassent et blanchissent. »

Au début du cycle. C'est-à-dire en Amérique latine, où la mafia profite du recul de l'État. Dans *La Guerre des paysans* (Les nuits rouges, 2011), Michel Gandilhon, spécialiste de géopolitique des drogues, observe à propos de la Colombie : « Le crime organisé désigne le secteur de la société capitaliste lié aux activités illégales. Il ne constitue pas sa négation mais son complément naturel. Le plus souvent même il représente à l'état chimiquement pur l'essence même du fonctionnement d'un capital débarrassé des entraves que peuvent faire peser sur son développement des règles juridiques ou sociales. Le crime organisé est [...] l'expression d'une bourgeoisie entrepreneuriale qui se déploie désormais à l'échelle mondiale. Le cas des cartels de la drogue colombiens est exemplaire de cette réalité. »

Au milieu du cycle c'est-à-dire notamment en Europe. Dans un récent rapport, l'Office antistupéfiants (OFAST) qui coordonne la lutte antidrogue affirme qu'en France « les groupes criminels, plutôt que d'entrer en concurrence, ont optimisé activités et stratégies d'importation en mutualisant leurs investissements, leurs contacts et la logistique ». Les barons du trafic sont des chefs d'entreprise qui créent des sociétés simulant le flux commercial légal où circule leur marchandise. Le profil type de ces barons ? Entre 40 et 50 ans, ayant un passé judiciaire dans le trafic du cannabis dans les années 2000, parlant

plusieurs langues, inventifs, dotés d'un fort patrimoine, souvent bénéficiant d'une double nationalité et présents (eux ou leurs représentants) à Dubaï (Emirats arabes unis). Dubaï, c'est-à-dire la fin du cycle. Les paradis fiscaux,

contrairement à toute une littérature prétendant que ces systèmes ont vécu, fleurissent. Et c'est là que les trafiquants amassent et blanchissent. « Il faut essayer de mobiliser une coopération internationale, dit Bertrand Monnet, pour que ces gens n'aient plus intérêt à trafiquer parce qu'ils ne pourront plus rien faire des tonnes de billets qu'ils gagnent. » Dubaï est systématiquement montré du doigt. De premières mesures ont été envisagées ou prises par les autorités françaises comme la saisie de biens appartenant à des trafiquants. Mais il faut agir plus en amont, contre le blanchiment, avant que l'argent liquide ne soit transformé en actifs par des criminels utilisant des méthodes de plus en plus sophistiquées comme

l'utilisation de cryptomonnaies. Il paraît que c'est en cryptomonnaies que les trafiquants d'Amérique du Sud se font désormais payer : c'est plus discret et plus difficile à traquer. ●

***Gérard Streiff** est rédacteur en chef de *Cause commune*.

« Le narcotraffic est une économie criminelle, certes mais une économie avec toutes ses caractéristiques : production, distribution, consommation, exploitation, rémunération, financiarisation. »

UN CARTEL FRANÇAIS

(Il y a une nouvelle) « organisation des principaux importateurs français de cocaïne, c'est-à-dire le haut du spectre qui forme un inédit cartel français. Ces trafiquants ont mutualisé les clients, les fournisseurs sud-américains, les opportunités de "montées" (chargements par bateau ou avion), les sorties des ports à l'arrivée. Ils

ont fait en sorte de ne pas avoir de territoires, échappant ainsi aux vicissitudes du commerce de détail. L'OFAST a permis de démanteler des structures logistiques mises en place à distance et de porter atteinte à leurs schémas d'importation, à savoir les montages de sociétés écrans, les équipes d'extraction sur les ports, les semi-grossistes

acheteurs ou encore les flottes de véhicules et les pools de chauffeurs pour ceux qui importent par la route. Et d'émettre des mandats d'arrêt internationaux visant les commanditaires ».

Dimitri Zoulas, chef de l'OFAST, décembre 2025.

Cartésiens aujourd'hui ?

Ancien président du jury de l'agrégation de philosophie, auteur de plusieurs livres sur René Descartes, notamment *L'Homme des passions*, *Descartes n'a pas dit*, et *Le Style de Descartes*, **Denis Kambouchner** est aussi un citoyen vigilant, inquiet de la situation de l'institution scolaire et de sa difficulté grandissante à former *Des enfants instruits* (selon le titre de l'ouvrage paru en janvier 2026 aux éditions Les Belles Lettres). Des préoccupations plus proches les unes des autres qu'il n'y paraît.

ENTRETIEN AVEC **DENIS KAMBOUCHNER**

© L'héritage de Descartes est souvent associé, dans l'idée qu'on s'en fait, à un certain classicisme et même à une certaine tradition spécifiquement française.

Comment l'expliquez-vous ?

Descartes, auteur classique, philosophe français, fondateur même d'une certaine lignée française en philosophie, c'est l'évidence. Commençons par le second point, avec les fameuses formules de la fin du *Discours de la méthode* : « Et si j'écris en français, qui

est la langue de mon pays, plutôt qu'en latin, qui est celle de mes précepteurs, c'est parce que j'espère que ceux qui ne se servent que de leur raison naturelle toute pure jugeront mieux de mes opinions que ceux qui ne croient qu'aux livres anciens. » Descartes ajoutait : « Et pour ceux qui joignent le bon sens avec l'étude [ayant, comme lui, passé des années dans les écoles], lesquels seuls je souhaite pour mes juges [parce qu'eux seuls peuvent comparer son propos avec ce que d'autres ont

écrit], ils ne seront point, je m'assure, si partiaux pour le latin qu'ils refusent d'entendre mes raisons, parce que je les explique en langue vulgaire. » Descartes n'est pas le premier auteur d'écrits philosophiques en français. Avant lui, il y a eu Michel de Montaigne, et Pierre Charron qui a tiré des *Essais* un traité *De la sagesse* (1601), et même un nommé Scipion Dupleix qui a rédigé entre 1600 et 1610 un *Cours de philosophie contenant la logique, la physique, la métaphysique et l'éthique*. Il n'empêche, la déclaration du *Discours de la méthode* va loin : elle retire aux « doctes » leur autorité s'agissant de ce qui est exact et recevable (ou non) en philosophie ; désormais, les vrais juges seront tous les bons esprits, savants comme il faut, restés libres à travers une éducation supérieure ; dans la société civile, ceux-ci ne manquent pas. De fait, même si, en France, une partie de l'héritage cartésien sera assumée par des gens d'Église (le plus connu étant le père Malebranche), c'est dans les salons, chez les écri-

« Chez Descartes, le recul critique s'entend avant tout par rapport à des discours appartenant au registre de la philosophie et des sciences. Il s'agit de traquer les faux principes, les représentations obscures et les raisonnements incohérents. »

vains ou auprès de petits réseaux de savants indépendants que les idées de Descartes fructifieront. C'est pour une part grâce à l'auteur de ce *Discours* que la France est devenue ce qui fera son prestige un siècle plus tard avec les Lumières : le pays des philosophes. Cela étant, on a pu compter des cartésiens ailleurs en Europe : aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Angleterre. C'est que l'œuvre de Descartes est apparue très tôt (dès le début des années 1640) comme « la nouvelle philosophie », que l'on peut certes discuter mais qui de toute manière fait événement. Et Spinoza, si notoirement opposé à Descartes sur les rapports de l'âme et du corps ou sur le libre arbitre, lui doit en réalité plus qu'une impulsion initiale : de nombreux éléments de sa propre pensée.

« Cette prudence dans le jugement fait évidemment partie des vertus cartésiennes. »

Quant au classicisme, l'évidence n'est pas moindre. Non que les textes de Descartes soient porteurs à cet égard d'une doctrine comparable à celle de *L'Art poétique* de Boileau, paru en 1674, près de vingt-cinq ans après la mort du philosophe (1650). Mais ces textes apportent, s'agissant des idées qui se trouvent dans l'esprit comme de l'expression des pensées en général, les valeurs de la clarté et de la distinction, sur lesquelles sera fondée toute une partie de la doctrine du classicisme français (« Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement... »). Inutile d'ajouter que Descartes, écrivant au seuil de ce qu'on appelle l'âge classique, fait lui-même figure de clas-

« La philosophie et son enseignement ont besoin de culture, et principalement d'une culture de type humaniste. »

sique parmi les classiques ; ce qui n'exclut pas que son œuvre comporte des plages encore méconnues, des subtilités qui, aujourd'hui encore, restent à démêler, et des formulations surprenantes par rapport à l'image que nous gardons de lui.

© À l'heure où l'on reçoit pour vrai « par les sens », comme le dit Descartes, une masse de plus en plus importante d'informations disparates, le recul critique inauguré par Descartes semble plus que jamais d'actualité. Mais comment le mettre en œuvre concrètement ?

Question complexe. Chez Descartes, le recul critique dont vous parlez s'entend avant tout par rapport à des discours appartenant au registre de la philosophie et des sciences. Il s'agit de traquer les faux principes, les représentations obscures et les raisonnements incohérents. Mais de même que Descartes a, sauf exception, évité de s'engager dans la discussion de matières de foi (lesquelles, par définition, sont ou très obscures ou du moins impossibles à démêler entièrement par la raison humaine), il s'est abstenu de traiter des problèmes posés par la vérité historique ou, en général, par les événements internes aux sociétés humaines. Il reste donc difficile de déterminer quelle attitude « cartésienne » vaudrait par rapport à ces flux d'informations (ou de pseudo-informations, *fake news...*) auxquels vous faites allusion. En tout état de cause, il est évidemment exclu que nous engagions des enquêtes approfondies sur la totalité des faits qui sont portés à notre connaissance : ces entreprises doivent

être réservées aux affaires qui nous intéressent le plus directement et sur lesquelles nous avons des chances raisonnables de parvenir à faire la lumière. Quant aux innombrables données que nous ne pouvons vérifier par nous-mêmes, quelle attitude adopter ? Faut-il les « révoquer en doute » indistinctement ? Si cela revient à les tenir pour fausses, en aucun cas : nous risquerions une paralysie pratique, doublée, dans nos communications, d'une étrange aphasie, puisque nous renoncerions à tout commentaire sur les situations que d'autres viendraient à évoquer. Ou bien alors il faudrait constamment user de précautions rhétoriques : « Si ceci est exact, alors on peut penser que... »

En réalité, ces précautions s'imposent dans certains cas seulement. L'essentiel reste d'évaluer la fiabilité de nos sources – chose qui passe notamment par une appréciation du langage dans lequel les faits sont présentés. Après avoir jugé des sources, il faudra émettre un avis sur les faits et, en cela, la grande affaire sera de rester circonspect et mesuré, en évitant de céder aux passions que ces faits peuvent exciter, et en gardant bien à l'esprit la complexité des choses humaines. Même si certains textes de Descartes sur les affaires auxquelles il a été mêlé aux Pays-Bas portent des marques de passions vives, cette prudence dans le jugement fait évidemment partie des vertus cartésiennes. Soulignons seulement qu'elle a été cultivée et problématisée bien avant lui (par une série d'auteurs anciens, dont Cicéron et Sénèque) ou près de lui (par un Montaigne), et qu'elle le sera beaucoup après lui (tant par les philosophes ►►

► britanniques que par les historiens, mémorialistes, moralistes et philosophes politiques du siècle suivant).

© L'enseignement de philosophie dans les classes terminales des lycées, partie prenante de la tradition républicaine, apparaît fragilisé, voire menacé. Quelles pistes pour le réactiver ?

Voilà une tout autre question... Que d'importantes menaces pèsent sur l'enseignement de la philosophie dans les lycées français, le thème n'est pas nouveau. Déjà, voici un demi-siècle, le projet du ministre René Haby avait été de rendre cet enseignement facultatif en terminale. Je n'ai pas connaissance de semblables projets à l'heure actuelle, mais il serait aventureux d'imaginer que l'administration née de l'élection de 2027 sera très favorable à la discipline. En outre, il est certain que la suppression de la « classe de philosophie » (terminale L) en 2019 avec la réforme Blanquer a été ressentie par les collègues comme un dommage que la mise en place de la spécialité « Humanités, littérature et philosophie » n'a pas pu compenser.

Quant à votre question, je ne crois pas que l'enseignement de la philosophie en terminale soit fragilisé seul, ni par conséquent qu'il soit seul à réactiver. La crise à laquelle nous sommes confrontés est bien plus large : elle concerne l'ensemble des enseignements littéraires, et même l'ensemble des enseignements tout court. S'il est aujourd'hui si difficile (plus difficile que par le passé) d'enseigner la philosophie, c'est d'abord que les élèves n'ont plus la maîtrise de la langue qui leur permettrait d'entrer aisément dans des distinctions fines ou dans des argumentations complexes ; que tout développement de quelque ampleur les rebute ; qu'ils ont du mal à se concentrer sur une lecture, et par voie de conséquence ont très peu lu ; et qu'ayant très peu lu, ils manquent

de toutes sortes de repères culturels, y compris du côté des sciences et des techniques. Or il serait à l'évidence illusoire, pour diverses raisons et plus que jamais dans les conditions dont il s'agit, de croire que la philosophie pourrait s'enseigner sur un mode purement maïeutique. La philosophie et son enseignement ont besoin de culture, et principalement d'une culture de type humaniste. À cet égard, la corrélation (l'enchaînement) entre « grammaire » (étude des langues), rhétorique et dialectique (philosophie), qui

sociale, économique, technologique qui ajoute aux servitudes plutôt qu'elle n'est porteuse de nouvelles libertés ; celui, aussi, de nouveaux soupçons émis à l'égard des idéaux et positions qu'on appelle universalistes et qui ont partie liée avec l'héritage des Lumières. Sur ce dernier point, une réponse simple sera qu'il appartient justement aux philosophes – à ceux, bien sûr, qui restent attachés à cet héritage – de travailler à répondre à ces soupçons ; cela, sans crispation ni esprit polémique, sans méconnaître le malaise

« La crise à laquelle nous sommes confrontés est bien plus large : elle concerne l'ensemble des enseignements littéraires, et même l'ensemble des enseignements tout court. »

a caractérisé les systèmes d'enseignement de l'âge classique, a quelque chose d'indissoluble. Ainsi la restauration d'une culture humaniste m'apparaît-elle comme la condition première de toute réactivation ou régénération concernant en propre notre discipline.

© Comment articuler la réflexion philosophique à une visée émancipatrice et universaliste dans les conditions d'aujourd'hui ?

Remarquons-le d'abord, bien des travaux et des enseignements relevant de la philosophie ne témoignent d'aucune visée émancipatrice, au sens précis d'un combat contre les dispositifs de domination et pour la liberté d'esprit en général. Pour que votre question se pose, il faut donc que cette visée soit conçue, et conçue comme constituante pour les activités dont il s'agit. D'autre part, je suppose cette question induite par le contexte assez sombre que nous connaissons, celui d'une dynamique politique,

dont ces soupçons peuvent relever, et sans sous-estimer la difficulté des concepts. Pour ma part, face à l'assertion rebattue d'après laquelle l'universel dont on parle est en fait la production d'une culture particulière, j'incline, dans un premier temps, à demander ce qu'on désigne par cette culture et avec quelles frontières, mais aussi, ensuite, à faire l'économie, autant qu'il se peut, d'une problématique (ou d'une thématique, ou d'une rhétorique) de l'universel. Il y a toujours avantage, me semble-t-il, à chercher comment poursuivre des analyses et formuler des vérités importantes, sans recourir à des termes qui fonctionnent comme des signaux clignotants. Les éléments de la culture et de l'éthique qu'il s'agit de faire prévaloir sont, pour l'essentiel, déjà là ; tout le problème, pour les faire prévaloir, est de mettre au point un langage assez neuf. ●

Propos recueillis par
Jean-Michel Galano.

Les dimensions de genre au sein d'une profession fortement masculinisée

Margot Roisin-Jonquière vient de soutenir une thèse de sociologie à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) intitulée : *Tenir la route. Hiérarchies et luttes pour la respectabilité chez les chauffeurs routiers.*

— ENTRETIEN AVEC **MARGOT ROISIN-JONQUIÈRES*** —

© Pouvez-vous nous dire comment vous traitez les dimensions de genre au sein de votre recherche ?

Le premier constat qui s'impose lorsque l'on s'intéresse à cette profession est son absence de féminisation : la part de femmes conductrices de poids lourds n'a jamais excédé les 5 % depuis les années 1980. Il s'agit du secteur le plus masculin après le bâtiment. Pourtant, il a connu bien d'autres transformations : mondialisation des échanges, libéralisation du transport routier de marchandises, intégration européenne, sophistication des technologies de contrôle du travail...

Ma recherche interroge l'articulation entre ces transformations du travail et la reconfiguration des manières par lesquelles les chauffeurs affirment au quotidien une certaine respectabilité. Celle-ci passe justement par un idéal masculin d'autonomie. Historiquement,

ce travail a été construit comme un « métier d'hommes » auquel étaient associées des valeurs viriles comme la force et l'endurance physiques, la maîtrise technique, l'indépendance, l'aventure et la débrouille. Aujourd'hui, le recul des trajets internationaux opérés par les camions sous le pavillon des pays d'Europe de l'Ouest au profit des pavillons d'Europe de l'Est a favorisé la valorisation des dimensions plutôt commerciales et gestionnaires

de l'activité. Celles-ci se retrouvent dans la nouvelle figure du « professionnel de la route », faisant preuve d'une grande maîtrise des réglementations mais aussi de soi. Enfin, l'affirmation d'une autonomie masculine n'est pas seulement une stratégie défensive pour endurer un travail pénible et dangereux ou faire face à l'autorité du management. Elle est également au service de l'affirmation d'une position dominante vis-à-vis ►►

« S'intéresser au genre ne revient donc pas seulement à s'intéresser "aux femmes" mais aux dynamiques de pouvoir qui façonnent la hiérarchie des sexes, en l'occurrence sur la scène professionnelle. »

« En cas de conflits du travail, plutôt que recourir à l'action collective, les chauffeurs tendent à privilégier des stratégies d'action plus individuelles pour défendre leurs intérêts. »

► des femmes et des minorités de genre et de sexualité ; sur les scènes professionnelle et domestique. Par exemple, enquêter auprès des conjointes a permis de révéler l'important surtravail domestique, ménager, parental, administratif effectué par ces dernières, et qui soutient la mobilité des chauffeurs routiers en couple hétérosexuel. S'intéresser au genre ne revient donc pas seulement à s'intéresser « aux femmes » mais aux dynamiques de pouvoir qui façonnent la hiérarchie des sexes, en l'occurrence sur la scène professionnelle.

© Si la profession de chauffeur routier reste très masculine, à quoi ressemble le quotidien des chauffeurs et surtout des femmes chauffeurs ?

Quelles spécificités ou difficultés particulières apparaissent dans leurs expériences du métier ?

Outre la conduite des véhicules qui impose une posture assise et statique physiquement éprouvante, les chauffeurs, hommes et femmes, doivent manipuler des charges lourdes. Selon les types de marchandises transportées, ils sont exposés à des nuisances thermiques, sonores et environnementales. Ils sont soumis à de nombreuses contraintes temporelles : horaires variables d'un jour à l'autre, travail de nuit, sans compter les nombreuses heures supplémentaires. Enfin, contrairement à une image répandue, les chauffeurs ne travaillent pas seuls : ils sont sans cesse en contact avec leurs

responsables d'exploitation, avec des collègues, avec les clients qui réceptionnent les marchandises, avec les automobilistes et divers agents de contrôle routier.

Les femmes connaissent des contraintes spécifiques, qui viennent s'y ajouter dès leur entrée dans le métier. Les discriminations à l'embauche prennent des motifs multiples : leur manque supposé de force physique, la volonté de les préserver d'un milieu réputé sexiste, etc. Une fois passé l'étape du recrutement, les épreuves se poursuivent. Dans leur établissement, sur la route mais aussi dans les entrepôts, les usines, les chantiers expéditeurs ou réceptionnaires des marchandises transportées, elles doivent s'approprier des espaces masculins dont elles ont longtemps été exclues et où elles demeurent marginales. Cela se traduit par l'inadaptation matérielle des lieux de travail, par exemple l'absence de toilettes pour les femmes, mais aussi par des pratiques d'exclusion et de harcèlement, allant des propos à connotation

sexiste visant à les réassigner à l'espace domestique, à des sollicitations sexuelles non désirées.

© Dans quelle mesure leur position professionnelle (mobilité, isolement, horaires atypiques) mais aussi le genre influencent leur rapport à la politique ?

Prenez le cas du rapport au syndicalisme. Alors que le taux de syndicalisation des chauffeurs est similaire à celui de l'ensemble des ouvriers (hommes et femmes), ils participent beaucoup moins souvent à des formes d'action collective au travail (grèves, débrayages...). L'isolement et la mobilité, la fragmentation des lieux et des collectifs de travail contribuent au premier chef dans la construction d'un rapport distant à la représentation collective, de même que la morphologie du secteur, peu propice à l'implantation syndicale : en 2019, plus de 60 % des entreprises du transport routier de marchandises employaient moins de dix salariés. Mais mon enquête montre aussi qu'en cas de conflits du travail, plutôt que recourir à l'action collective, les chauffeurs tendent à privilégier des stratégies d'action plus individuelles pour défendre leurs intérêts. Le face-à-face avec l'employeur est en effet perçu comme plus efficace et plus valorisant. Cette défiance envers le syndicalisme est aussi à réinscrire dans le prolongement de la considération de ce travail comme un « métier d'homme ». Certains chauffeurs

« L'incertitude statutaire qui frappe la profession, mais aussi un ressentiment antifiscal, un rejet de l'État contrôleur et une vision racialisée du monde social sont des ressorts particulièrement forts de leur politisation à l'extrême droite. »

feurs routiers appréhendent la pénibilité physique de ce travail et la disponibilité temporelle qu'il exige sous le prisme d'une réalisation positive de la masculinité, plutôt que comme les signes de l'exploitation capitaliste.

© Dans votre thèse, vous montrez que les chauffeurs routiers ont souvent un rapport critique à l'Europe, vue comme une source de concurrence venant d'autres pays et de contraintes réglementaires. Est-ce que cette défiance se traduit aussi dans leurs comportements politiques (votes ou formes de protestation) ?

L'intégration européenne s'est traduite de manière très directe par une mise en concurrence des chauffeurs routiers de différents États-membres, d'abord, puis plus récemment avec des ressortissants extracommunautaires. Cette mise en concurrence a des effets économiques et matériels très importants et s'accompagne également de processus de racialisation. Les chauffeurs ressortissants de pays récemment intégrés à l'Union européenne (notamment d'Europe de l'Est) sont perçus comme de pauvres exploités n'ayant d'autre choix que de travailler loin de chez eux mais aussi comme des travailleurs misérables, sales, violents, déviants. Le ressentiment qui découle de ce *dumping* social chez les chauffeurs des pays membres « anciens » se traduit dans les pratiques protestataires : par exemple, nous avons montré avec Loïc Bonin que, lors du mouvement des gilets jaunes, certains ont incité à bloquer spécifiquement les camions arborant des plaques d'immatriculation étrangères.

Cependant, il faut rester prudents : cette compétition professionnelle racialisée ne se reflète pas systématiquement ni mécaniquement dans un basculement des votes à l'extrême droite. Le rapport à la politique des chauffeurs routiers est avant tout marqué par la distance vis-à-vis des

« Du point de vue de la sociologie féministe du travail, la position des femmes ne renvoie pas uniquement à une "classe de sexe", mais également à une position de classe sociale, inscrite dans les rapports de production du système capitaliste. »

organisations politiques traditionnelles et une défiance à l'égard du champ politique similaire à celle des classes populaires dans leur ensemble. La plupart des chauffeurs déclarent ne pas s'intéresser à la politique, ne se reconnaissent pas dans le clivage gauche-droite. Chez des chauffeurs plus politisés toutefois, on retrouve effectivement une nette inclination vers l'extrême droite. Propriétaires, mieux rémunérés, ils appartiennent généralement aux fractions plus stabilisées des classes populaires, dont ils se sentent d'ailleurs assez éloignés. L'incertitude statutaire qui frappe la profession, mais aussi un ressentiment antifiscal, un rejet de l'État contrôleur et une vision racialisée du monde social sont des ressorts particulièrement forts de leur politisation à l'extrême droite.

© Plus largement, en quoi s'intéresser au genre permet de renouveler les approches en matière de classe sociale, et en particulier des classes populaires ?

Prêter attention au genre permet d'abord de penser les classes populaires au pluriel. Pendant longtemps, la sociologie du travail était aux prises avec un prisme androcentré, focalisé sur la figure de l'ouvrier qualifié de la grande industrie, de sexe masculin, de nationalité française. La sociologie des rapports sociaux de sexe et racialisés a permis de sortir de ce modèle qui reléguait à l'invisibilité de nombreuses

conditions laborieuses, comme celle des ouvrières, d'employées et de travailleurs et de travailleuses immigrés et/ou racisés. La perspective adoptée dans ma thèse est d'enquêter dans un bastion masculin, qualifié, français et perçu comme blanc, en interrogeant, justement, toutes ces composantes comme des particularismes au regard de l'hétérogénéité des mondes du travail.

Ensuite, du point de vue de la sociologie féministe du travail, la position des femmes ne renvoie pas uniquement à une « classe de sexe », mais également à une position de classe sociale, inscrite dans les rapports de production du système capitaliste. Le travail domestique (longtemps invisibilisé) constitue une ressource centrale, à la fois pour la reproduction du patriarcat et pour la reproduction du capital, en assurant la prise en charge gratuite ou faiblement rémunérée des activités nécessaires à la force de travail. Cette grille d'analyse permet de comprendre que certains hommes ne perçoivent pas nécessairement leur intérêt objectif à contester l'ordre capitaliste, dans la mesure où ils peuvent tirer des bénéfices relatifs liés au genre, même lorsqu'ils occupent une position dominée du point de vue de la classe. ●

■ Margot Roisin-Jonquière est sociologue.

Propos recueillis par Maëva Durand

L'« utilité » de la physique et des mathématiques

Les gouvernements mégotent les crédits pour la science « pure » et multiplient les « appels d'offres » en vue d'une science dite « utile » aux intérêts économiques, c'est-à-dire aux profits.

Ce texte de 1699 de **Bernard Le Bouyer de Fontenelle*** (1657-1757), philosophe, dramaturge, scientifique français, n'a pas pris une ride.

On traite volontiers d'inutile ce qu'on ne sait point, c'est une espèce de vengeance, et comme les mathématiques et la physique sont assez généralement inconnues, elles passent assez généralement pour inutiles. La source de leur malheur est manifeste, elles sont épineuses, sauvages et d'un accès difficile.

UNE UTILITÉ SOUVENT INVISIBLE

Nous avons une lune pour nous éclairer pendant nos nuits ; que nous importe, dira-t-on, que Jupiter en ait quatre ? Pourquoi tant d'observations

si pénibles, tant de calculs si fatigants, pour connaître exactement leur cours ? Nous n'en serons pas mieux éclairés, et la nature qui a mis ces petits astres hors de la portée de nos yeux, ne paraît pas les avoir faits pour nous. En vertu d'un raisonnement si plausible, on aurait dû négliger de les observer avec le télescope et de les étudier, et il est sûr qu'on eût beaucoup perdu. Pour peu qu'on entende les principes de la géographie et de la navigation, on sait que depuis que ces quatre lunes de Jupiter sont connues, elles nous ont été plus utiles par rapport à ces sciences que la nôtre elle-même, qu'elles servent

et serviront toujours de plus en plus à faire des cartes marines incomparablement plus justes que les anciennes et qui sauveront apparemment la vie à une infinité de navigateurs. [...] Telle est la destinée des sciences maniées par un petit nombre de personnes ; l'utilité de leurs progrès est invisible à la plupart du monde, surtout si elles se renferment dans des professions peu éclatantes. Que l'on ait présentement une plus grande facilité de conduire des rivières, de tirer des canaux, et d'établir des navigations nouvelles, parce que l'on sait sans comparaison mieux niveler un terrain, et faire des écluses, à quoi cela aboutit-il ? Des maçons et des marinières ont été soulagés de leur travail, eux-mêmes ne se sont pas aperçus de l'habileté du géomètre qui les conduisait, ils ont été mus à peu près comme le corps l'est par une âme qu'il ne connaît point ; le reste du monde s'aperçoit encore moins du génie qui a présidé à l'entreprise, et le

« Telle est la destinée des sciences maniées par un petit nombre de personnes ; l'utilité de leurs progrès est invisible à la plupart du monde, surtout si elles se renferment dans des professions peu éclatantes. »

public ne jouit du succès qu'elle a eu, qu'avec une espèce d'ingratitude. [...] Il semble d'abord que si l'on voulait renfermer les mathématiques dans ce qu'elles ont d'utile, il faudrait ne les cultiver qu'autant qu'elles ont un rapport immédiat et sensible aux arts et laisser tout le reste comme une vaine théorie. Mais cette idée serait bien fautive. L'art de la navigation, par exemple, tient nécessairement à l'as-

des rapports particuliers de grandeurs sensibles, vont d'autant plus loin et plus sûrement, que l'art de découvrir des rapports en général est plus parfait. L'instrument universel ne peut devenir trop étendu, trop maniable, trop aisé à appliquer à tout ce qu'on voudra. [...] Il est vrai cependant que toutes les spéculations de géométrie pure ou d'algèbre, ne s'appliquent pas à des choses utiles. Mais il est vrai

trouvé en approfondissant la nature de la cycloïde qu'elle était destinée à donner aux pendules toute la perfection possible et à porter la mesure du temps jusqu'à sa dernière précision. [...] Les Anciens ont connu l'aimant, mais ils n'en ont connu que la vertu d'attirer le fer. Soit qu'ils n'aient pas fait beaucoup de cas d'une curiosité qui ne les menait à rien, soit qu'ils n'eussent pas assez le génie des expériences, ils n'ont pas examiné cette pierre avec assez de soin. Une seule expérience de plus leur apprenait qu'elle se tourne elle-même vers les pôles du monde, et leur mettait entre les mains le trésor inestimable de la boussole. Ils touchaient à cette découverte si importante qu'ils ont laissée échapper, et s'ils avaient donné un peu plus de temps à une curiosité inutile en apparence, l'utilité cachée se déclarait.

« Amassons toujours des vérités de mathématique et de physique au hasard de ce qui en arrivera, ce n'est pas risquer beaucoup. »

tronomie et jamais l'astronomie ne peut être poussée trop loin pour l'intérêt de la navigation. L'astronomie a un besoin indispensable de l'optique à cause des lunettes de longue-vue, et l'une et l'autre, ainsi que toutes les parties des mathématiques, sont fondées sur la géométrie, et pour aller jusqu'au bout, sur l'algèbre même.

DES VÉRITÉS CACHÉES DANS LES MATHÉMATIQUES

La géométrie, et surtout l'algèbre, sont la clé de toutes les recherches que l'on peut faire sur la grandeur. Ces sciences qui ne s'occupent que de rapports abstraits et d'idées simples, peuvent paraître infructueuses tant qu'elles ne sortent point, pour ainsi dire, du monde intellectuel, mais les mathématiques mixtes, qui descendent à la matière et qui considèrent les mouvements des astres, l'augmentation des forces mouvantes, les différentes routes que tiennent les rayons de lumière en différents milieux, les différents effets du son par les vibrations des cordes, en un mot toutes les sciences qui découvrent

aussi que la plupart de celles qui ne s'y appliquent pas, conduisent ou tiennent à celles qui s'y appliquent. Savoir que dans une parabole la sous-tangente est double de l'abscisse correspondante, c'est une connaissance fort stérile par elle-même ; mais c'est un degré nécessaire pour arriver à l'art de tirer les bombes avec la justesse dont on sait les tirer présentement. Il s'en faut beaucoup qu'il y ait dans les mathématiques autant d'usages évidents que de propositions ou de vérités ; c'est bien assez que le concours de plusieurs vérités produise presque toujours un usage. De plus, telle spéculation géométrique, qui ne s'applique d'abord à rien d'utile, vient à s'y appliquer dans la suite. Quand les plus grands géomètres du dix-septième siècle se mirent à étudier une nouvelle courbe qu'ils appelèrent cycloïde, ce ne fut qu'une pure spéculation, où ils s'engagèrent par la seule vanité de découvrir à l'envi les uns des autres des théorèmes difficiles. Ils ne prétendaient pas eux-mêmes travailler pour le bien public, cependant il s'est

IL EST TOUJOURS UTILE DE PENSER JUSTE, MÊME SUR DES SUJETS INUTILES

Amassons toujours des vérités de mathématique et de physique au hasard de ce qui en arrivera, ce n'est pas risquer beaucoup. Il est certain qu'elles seront puisées dans un fonds d'où il en est déjà sorti un grand nombre qui se seront trouvées inutiles. Nous pouvons présumer avec raison que de ce même fonds nous en tirerons plusieurs, brillantes dès leur naissance d'une utilité sensible et incontestable. Il y en aura d'autres qui attendront quelque temps qu'une fine méditation ou un heureux hasard découvre leur usage. Il y en aura qui prises séparément seront stériles et ne cesseront de l'être que quand on s'avisera de les rapprocher. Enfin au pis-aller, il y en aura qui seront éternellement inutiles. J'entends inutiles, par rapport aux usages sensibles, et pour ainsi dire, grossiers, car du reste elles ne le seront pas. Un objet vers lequel on tourne uniquement ses yeux, en est ►►

► plus clair et plus éclatant, quand les objets voisins qu'on ne regarde pourtant pas sont éclairés aussi bien que lui. C'est qu'il profite de la lumière qu'ils lui communiquent par réflexion. Ainsi les découvertes sensiblement utiles, et qui peuvent mériter notre attention principale, sont en quelque sorte éclairées par celles qu'on peut traiter d'inutiles. Toutes les vérités deviennent plus lumineuses les unes par les autres. Il est toujours utile de penser juste, même sur des sujets inutiles. Quand les nombres et les lignes ne conduiraient absolument à rien, ce seraient toujours les seules connaissances certaines qui aient été accordées à nos lumières naturelles, et elles serviraient à donner plus sûrement à notre raison la première habitude et le premier pli du vrai. Elles nous apprendraient à opérer sur les vérités, à en prendre le fil, souvent très délié et presque imperceptible, à le suivre aussi loin qu'il peut s'étendre ; enfin, elles nous rendraient le vrai si familier, que nous pourrions en d'autres rencontres le reconnaître au premier coup d'œil et presque par instinct. L'esprit géométrique n'est pas si attaché à la géométrie qu'il n'en puisse être tiré et transporté à d'autres connaissances. Un ouvrage de morale, de politique, de critique, peut-être même d'éloquence, en sera plus beau, toutes choses d'ailleurs égales, s'il est fait de main de géomètre. L'ordre, la netteté, la précision, l'exactitude qui règnent dans les bons livres depuis un certain temps, pourraient avoir leur première source dans cet esprit géométrique, qui se répand plus que jamais, et qui en quelque façon se communique de proche en proche à ceux même qui ne connaissaient pas la géométrie. Quelquefois un grand homme donne le ton à tout son siècle, et celui à qui l'on pourrait le plus légitimement accorder la gloire d'avoir établi un nouvel art de raisonner, était un excellent géomètre.

L'ESPRIT A SES BESOINS

Enfin tout ce qui nous élève à des réflexions, qui quoique purement spéculatives sont grandes et nobles, est d'une utilité qu'on peut appeler spirituelle et philosophique. L'esprit a ses besoins, et peut être aussi étendus que ceux du corps. Il veut savoir, tout ce qui peut-être connu lui est nécessaire, et rien ne marque mieux combien il est destiné à la vérité, rien n'est peut-être plus glorieux pour lui que le charme que l'on éprouve et quelquefois malgré soi, dans les plus sèches et les épineuses recherches de l'algèbre. Mais sans vouloir changer les idées communes et sans avoir recours à des utilités qui peuvent paraître trop subtiles et trop raffinées, on peut convenir nettement que les mathématiques et la physique ont des endroits qui ne sont que curieux, et cela leur

Nature, que l'on soutient absolument incompréhensible. La Nature cependant n'est jamais si admirable, ni si admirée que quand elle est connue. Il est vrai que ce que l'on sait est peu de chose en comparaison de ce qu'on ne sait pas ; quelquefois même ce qu'on ne sait pas est justement ce qu'il semble qu'on devrait plutôt savoir. Par exemple, on ne sait pas, du moins bien certainement, pourquoi une pierre jetée en l'air retombe, mais on sait avec certitude quelle est la cause de l'arc-en-ciel, pourquoi il ne passe jamais une certaine hauteur, pourquoi la largeur en est toujours la même, pourquoi quand il y a deux arcs-en-ciel à la fois, les couleurs de l'un sont renversées à l'égard de l'autre, etc. Cependant, combien la chute d'une pierre dans l'air, paraît-elle un phénomène plus simple que l'arc-en-ciel ? Mais enfin quoique

« Souvent pour mépriser la science naturelle, on se jette dans l'admiration de la Nature, que l'on soutient absolument incompréhensible. La Nature cependant n'est jamais si admirable, ni si admirée que quand elle est connue. »

est commun avec les connaissances les plus généralement reconnues pour utiles, telle qu'est l'Histoire. L'histoire ne fournit pas dans toute son étendue des exemples de vertu, ni des règles de conduite. Hors de là, ce n'est qu'un spectacle de révolutions perpétuelles dans les affaires humaines, de naissances et de chutes d'empires, de mœurs, de coutumes et d'opinions qui se succèdent incessamment, enfin de tout ce mouvement rapide, quoiqu'insensible, qui emporte tout et change continuellement la face de la Terre. [...] Souvent pour mépriser la science naturelle, on se jette dans l'admiration de la

l'on ne sache pas tout, on n'ignore pas tout aussi ; quoique l'on ignore ce qui paraît plus simple, on ne laisse pas de savoir ce qui paraît plus compliqué ; et si nous devons craindre que notre vanité ne nous flatte souvent de pouvoir parvenir à des connaissances qui ne sont pas faites pour nous, il est dangereux que notre paresse ne nous flatte aussi quelquefois d'être condamnés à une plus grande ignorance que nous ne le sommes effectivement. [...] ●

Bernard Le Bouyer de Fontenelle était secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.



Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.

Ce petit article s'adresse en particulier à celles et ceux qui ont été traumatisés par les mathématiques pendant leur scolarité.

UNE CONVERSATION RÉCENTE

Question : si n égale 3, combien vaut $n+1$? Réponse : tu sais bien que j'y connais rien aux mathématiques. Question : le 24 ce sera le jour J, ce sera quand le jour J-1 ? Réponse : c'est le 23, tu me prends pour une imbécile ? C'est la même personne, fâchée avec les mathématiques, qui se rue sur les sudoku et riku-do, moyens ou difficiles, de *L'Humanité-Magazine*. Quand on s'en étonne, elle réplique : ce n'est pas des maths, c'est de la logique. Pour un jeu ou pour la vie quotidienne (bricolage, cuisine, jardinage, gestion des comptes), utiliser des calculs ou des figures élémentaires ne pose souvent pas de problème ; mais dès que l'apparence est mathématique, tout change. Cette discipline a trop été utilisée comme instrument de sélection, l'enseignement y a été présenté de façon trop abstraite, inhumaine ou dogmatique. Est-ce irréversible ?

DES MATHÉMATIENS RELÈVENT LE DÉFI

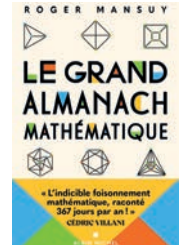
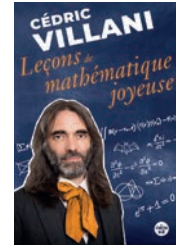
Nous allons présenter ici deux ouvrages récents en ce sens :

Le Grand Almanach mathématique de Roger Mansuy (Albin Michel, 2025) et *Leçons de mathématique joyeuse* de Cédric Villani (Le Cherche Midi, 2025).

Le Grand Almanach mathématique compte 367 pages, toutes indépendantes, et pouvant être lues dans n'importe quel ordre, chacune étant attribuée à un jour de l'année. Pourquoi 367 me direz-vous ? Parce que, en 1712, les Suédois, s'apercevant d'une erreur dans leur calendrier, ont ajouté (une seule fois) un 3 février afin de rattraper cette bévue. Roger Mansuy prend prétexte d'une naissance, d'un décès, d'une anecdote, d'un congrès, de la découverte d'un théorème, d'un phénomène physique ou d'autre chose, pour racon-



« Utiliser des calculs ou des figures élémentaires ne pose souvent pas de problème ; mais dès que l'apparence est mathématique, tout change. »



ter une petite histoire mathématique ou circum-mathématique liée au jour en question. C'est très accessible et conseillé à tous : quand il s'agit de mathématiques non élémentaires, il s'arrange pour que la partie technique soit juste à la fin du texte du jour. L'auteur nous montre une grande quantité de curiosités sur les nombres (qui correspondent parfois à des théorèmes très difficiles), et il nous promène à travers la géométrie, les probabilités, les équations différentielles, les graphes, la logique mathématique, les décimales de π , etc. L'ouvrage regorge également d'anecdotes historiques (pas toujours aussi anecdotiques qu'il pourrait paraître), il insiste en particulier sur le rôle actif en mathématiques des femmes habituellement oubliées. On peut donc lire ce livre de plusieurs façons : soit à titre de divertissement, soit

en prenant un papier et un crayon pour appréhender de plus près les questions mathématiques qui y sont abordées.

Les *Leçons de mathématique joyeuse* (on devrait plutôt dire « de mathématique et de physique ») ont un aspect assez différent. Elles se composent de huit chapitres indépendants de cinquante pages en moyenne. Celui qui n'accroche pas vraiment aux mathématiques peut certes passer tout ce qui est un peu technique et prendre du plaisir à lire l'ouvrage de façon plus superficielle, il comprendra mieux

comment on pratique cette science, dans sa diversité. Cependant, il est très souhaitable, pour les non-matheux, de tenter d'entrer dans le vif des sujets, éventuellement sans ►►

►► tout saisir. En effet, à l'intérieur de chaque chapitre, les développements ne dépendent pas impérativement d'une introduction précoce de concepts difficiles. Le tour de force de l'auteur consiste à nous faire sentir et approcher les idées qui sont à la base des recherches abstraites (même quand elles sont réputées « appliquées ») les plus récentes, par les plus grands mathématiciens, de Poincaré à Nash, en passant par le mouvement des chauves-souris.

UN EFFORT DÉPLOYÉ DEPUIS AU MOINS DEUX DÉCENNIES

Ces deux ouvrages se situent dans la mouvance d'un effort déployé depuis au moins deux décennies, par exemple autour de l'École normale supérieure de Lyon (notamment grâce à Étienne Ghys, actuel secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences), avec la Maison des mathématiques et de l'informatique (MMI) qui se trouve dans le même périmètre, ou avec le site *Image des mathématiques*. Si l'on va sur ce site, chacun peut y trouver son bonheur. Les contributions sont baptisées « piste verte, bleue, rouge ou noire », comme dans les stations de ski : les vertes sont lisibles par n'importe qui, les noires par les seuls mathématiciens motivés. La MMI reçoit des classes d'enfants, des littéraires, des curieux. Elle comporte une exposition temporaire, bâtie autour d'un thème : les mathématiques qu'on peut rencontrer (éventuellement sans s'en apercevoir) dans une cuisine, dans les phénomènes du son, etc. On y est guidé par des mathématiciens qui savent s'adapter à leur public du jour.

DES OUVRAGES ANCIENS

Ajoutons une remarque, peut-être banale mais en général éludée. Les assertions et démonstrations mathématiques possèdent une grande stabilité, le théorème de Pythagore n'est pas obsolète. On peut donc facilement lire des ouvrages anciens, sans crainte de se perdre dans des connaissances périmées et erronées. Beaucoup d'entre eux sont en ligne et gratuits et on ne peut que les conseiller. En voici deux parmi d'autres.

Les *Récréations mathématiques* de Jacques Ozanam (1694 et rééditions) constituent des « leçons de mathématique joyeuse », où l'on peut apprendre sans trop de douleur des

éléments importants de cette science. Je vous laisse traiter le problème suivant : « Une abbesse aveugle vérifiant les religieuses qui sont dispersées également dans huit cellules construites aux quatre angles d'un carré, et au milieu de chaque côté, trouve partout un nombre égal de personnes dans chaque rang qui est composé de trois cellules ; et, en les vérifiant une seconde fois, elle trouve dans chaque rang le même nombre de personnes quoiqu'il soit entré quatre hommes ; et en les vérifiant une troisième fois, elle trouve encore dans chaque rang le même nombre de personnes quoique les quatre hommes soient sortis, chacun avec une religieuse ; on demande comment cela se peut et doit se faire. »

On pourrait citer, dans un autre genre, peut-être plus didactique et plus ancré sur la pratique, les *Institutions de géométrie* de l'abbé de La Chapelle (1746 et rééditions), précédées de son « Discours sur l'enseignement des mathématiques » de 1743. Les enfants de cette époque, lorsqu'ils allaient à l'école, n'étaient initiés à cette discipline (hormis les quatre opérations) que vers l'âge de seize ans, alors qu'on leur apprenait le latin très tôt. L'auteur nota qu'un cercle ou un triangle étaient bien plus concrets pour un enfant de dix ans, que le supin, le gérondif et la versification latine et il proposa un apprentissage des mathématiques à partir de problèmes de la vie quotidienne.

Terminons cette chronique par une remarque liée davantage aux enjeux idéologiques et sociaux d'aujourd'hui. Maîtriser des connaissances, des méthodes et même des

« Maîtriser
des connaissances,
des méthodes
et même des
paradoxes
mathématiques n'est
pas qu'une affaire de
technique ou
de culture générale,
c'est aussi important
dans les combats
politiques. »

paradoxes mathématiques n'est pas qu'une affaire de technique ou de culture générale, c'est également important dans les combats politiques. Comprendre les statistiques, leur intérêt, leurs limites et leurs biais, savoir distinguer corrélation et causalité, savoir étudier des phénomènes à causes multiples, stables ou instables, connaître les théories des votes, savoir ce que sont les cas de résonance, tout cela est nécessaire si on ne se borne pas à une vision étroite de la politique. ●

*Pierre Crépel est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Personne morale

Actes Sud, 2024

JUSTINE AUGIER

PAR FANNY CHARNIÈRE



Dans *Personne morale*, Justine Augier – par ailleurs fille de Marielle de Sarnez – retrace l’affaire Lafarge en Syrie sous la forme d’un récit politique et juridique saisissant. L’auteur met au jour les mécanismes concrets par lesquels une multinationale française a pu financer, négocier et composer avec des groupes armés, y compris djihadistes, pour maintenir à tout prix son activité industrielle dans une zone de guerre. Mais ce que le livre donne à

voir n’est pas seulement une série de décisions scandaleuses, mais bien une logique systémique implacable : celle où les profits valent plus que la vie humaine, où la sécurité des salariés locaux devient une variable d’ajustement, et où les discours managériaux servent à masquer des choix profondément politiques.

L’auteur rapporte comment les cadres (français) sont d’abord évacués, tandis que les ouvriers syriens demeurent contraints de travailler malgré les menaces de mort, comment les paiements deviennent des « frais logistiques », comment la guerre se transforme en ligne comptable. Elle ne se contente pas d’accumuler des faits : elle les met en récit et rend sensibles le cynisme et la violence du capital. Le cœur de son propos réside dans cette fiction juridique qu’est la « personne morale », ce masque légal qui permet aux grandes entreprises d’agir sans avoir à répondre de leurs actes, en toute impunité. Cette entité abstraite dilue les responsabilités, disperse les décisions, empêche de nommer les coupables. Le crime devient alors sans sujet.

Mais c’est aussi un livre sur la lutte – ici juridique. L’auteur accompagne le travail patient et souvent invisible de femmes – juristes, avocates et militantes – qui tentent de faire reconnaître la responsabilité pénale des multinationales dont Lafarge. Elle décrit l’obstination, la fatigue, les doutes de ces femmes mais aussi leur intelligence collective. À travers elles, le droit cesse d’être un simple instrument de domination pour devenir un terrain de confrontation. Le livre rappelle que la justice est toujours arrachée, jamais donnée.

L’auteur démontre que les crimes décrits ne sont pas des anomalies, mais bien des expressions cohérentes du ca-

pitalisme, fondé sur l’accumulation, la concurrence et la marchandisation du monde. L’ouvrage laisse cependant en suspens la question centrale de la propriété des moyens de production. Pour les militants communistes, il constitue à la fois une alerte et un outil : une invitation à penser la lutte contre l’exploitation non seulement comme une bataille sociale, mais comme un combat contre les structures mêmes qui organisent l’irresponsabilité. ●

Burn-out militant. Comment s’engager sans se cramer

Payot, 2025

HÉLÈNE BALAZARD ET SIMON COTTIN-MARX

PAR MATHILDE FRÉGEON



La prise en compte encore balbutiante de la santé mentale dans le monde militant est ce qui a motivé les auteurs, politiste et sociologue, à se lancer dans la rédaction de *Burn-out militant*. Trois grands chapitres structurent l’ouvrage, dont il faut souligner tout de suite que le ton général, qui se veut accessible et non académique, est parfois excessivement jargonnant et psychologisant. De plus, beaucoup d’actions

évoquées relèvent d’une « hyperpolitique », très visible mais peu transformatrice des rapports sociaux. Néanmoins, l’ensemble de l’ouvrage offre de vrais conseils pratiques, notamment aux responsables d’organisations politiques et syndicales à la base (sections, unions locales...). En fin d’introduction, les auteurs repèrent trois facteurs de risque particulièrement communs aux organisations militantes, auxquels Hélène Balazard et Simon Cottin-Marx opposent trois modalités de dépassement (« s’engager », « s’organiser », « résister »).

Contre la culture du sacrifice qui provoque l’épuisement par l’absence d’objectifs clairs, ils proposent de créer des conditions d’engagement durable, en insistant sur la construction d’une identité collective, la fixation d’objectifs atteignables (les « petites actions » qui mobilisent sans épuiser), et une stratégie globale adaptée aux moyens dont dispose l’organisation. Le but est bien de concilier un engagement militant avec la vie privée.

Deuxièmement, les auteurs constatent l’absence de prise en charge du bien-être par les partis, syndicats ou associations, avec des structures souvent conflictuelles et des tâches ►►

► souvent mal définies. À cela, ils répondent « organisation » : intégrer correctement les nouveaux adhérents, clarifier qui fait quoi, prévenir les conflits, célébrer les petites avancées... Enfin, beaucoup d'organisations militantes peinent à gérer l'inaction, dans une conjoncture historique difficile pour les structures progressistes. Il s'agit donc de résister. C'est le chapitre le plus problématique pour ceux qui ambitionnent de s'appuyer sur un mouvement majoritaire mettant de côté la violence politique autant que faire se peut, car on y trouve de nombreux conseils en cas d'affrontements avec la police, en prenant acte de la transformation des mobilisations de rue depuis la loi travail de 2016. Un livre qui reprend certains poncifs de la gauche radicale, mais qui est globalement mobilisable dans une perspective communiste. ●

L'Œil ailé. La naissance de l'athéisme

Pont 9, 2025

JEAN-MICHEL GALANO

PAR OLIVIA FALQUET



Il arrive que la patience du philosophe permette de mettre au jour de nouvelles sources de pensée qui sortent des sentiers habituels que dessine l'histoire de la philosophie. *L'Œil ailé. La naissance de l'athéisme* se présente comme l'une d'elles.

L'ouvrage s'ouvre sur la reprise d'un article publié dans *La Pensée* en 2019 retraçant notamment l'itinéraire intellectuel de Leon Battista

Alberti (1404-1472), l'un des premiers humanistes. Cet « homme universel de la Renaissance » passe par les mathématiques, la théorie de la peinture, le droit, la musique, les lettres. Son originalité s'affirme par son choix d'un art appliqué, l'architecture : « une action en prise directe sur ce qui conditionne notamment au plan matériel, la vie des humains ». Jean-Michel Galano y voit une première preuve de l'unité de son parcours (à rebours d'une interprétation par laquelle ses intérêts pour des disciplines multiples peuvent être compris comme un éparpillement).

L'Œil ailé se poursuit par un essai préfacé qui commente

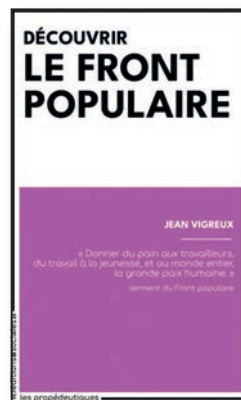
le *Momus*, œuvre de Leon Battista Alberti présentée comme un « proroman » (Jean-Michel Galano défendant dès sa préface « qu'il n'existe pas de roman pur » mais que celui-ci est toujours une recherche). L'exégèse à laquelle se livre l'auteur est un moyen de démontrer sa thèse : *Momus* n'est pas une simple satire divertissante, c'est une réflexion politique assortie d'un travail théorique dont la portée nous apparaît étonnamment moderne puisqu'un vent d'émancipation souffle sur le texte. Ici, cela prend la forme d'une histoire nourrie de mythologie mais aussi déjà, et c'est toute sa force d'actualité, sous forme de projet politique : la nécessité de s'affranchir de l'emprise des dieux sur les esprits. Dieu de pacotille tantôt exclu de l'Olympe, tantôt réintégré, le parcours chaotique de Momus dessine en creux la défiance à l'égard de Dieu (le Christ n'est jamais mentionné), un univers dépourvu de transcendance où la création du monde est « surprise, surgissement ». Sous couvert d'une forme fictionnelle, Leon Battista Alberti livre une réflexion sur un monde en crise dans le cadre d'un système de gouvernement qui pêche par son manque de rigueur politique et de courage. Une telle analyse au XV^e siècle ne peut cependant pas manquer de résonner familièrement en nous. L'ouvrage de Jean-Michel Galano confirme une fois encore, qu'une lutte sourd tout au long de l'histoire, même si, formellement, elle n'est pas théorisée mais plutôt représentée dans les interstices du récit d'Alberti. ●

Découvrir le Front populaire

Éditions sociales, 2026

JEAN VIGREUX

PAR HOËL LE MOAL



La collection « Les propédeutiques » des Éditions sociales, lancée par les écrits de nos camarades de *Cause commune* Jean Quétier et Florian Gulli, est bien souvent une excellente entrée en matière pour se frotter à un auteur, notamment marxiste. Ici, c'est un chrononyme qu'étudie Jean Vigreux, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne : le Front populaire, remis à la mode par les forces de gauche françaises en 2024.

Par une confrontation directe avec les textes, on découvre en douze courts chapitres chronothématiques les principales scansions de la période. Quel bonheur de lire Paul Vaillant-Couturier dans *L'Humanité* du 14 février 1934 quand il écrit : « La journée du 12 l'a prouvé [il y a des objectifs communs], et c'est ce qui en fait – à condition que l'action continue sans répit – une grande journée d'espoir révolutionnaire. »

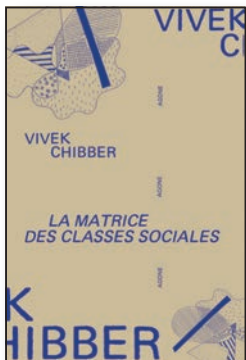
Quelle émotion aussi de relire la fin du serment du 14 juillet 1935 (« Nous jurons [...] de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et au monde la grande paix humaine ») ou le discours de Maurice Thorez du 17 avril 1936 dit de « la main tendue » : « Nous, communistes, qui avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, nous vous appelons tous, ouvriers, paysans et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes, vous tous, peuple de France, à lutter avec nous. » À chaque étape, les extraits sont contextualisés par l'excellent spécialiste de la période qu'est Jean Vigreux. Ainsi, à propos d'un texte de la philosophe Simone Weil sur les grèves, il rappelle que la joie des grèves, bien connue, ne doit pas dissimuler la conflictualité inhérente à la période : on relève des morts, comme Tahar Acherchour, dans l'usine Cusinberche de savons et de bougies à Clichy, en novembre 1936. Un excellent petit livre, très utile, qui pousse à en lire de plus longs, puisque chaque chapitre se clôt par des conseils de lecture. ●

La Matrice des classes sociales

Agone, 2026

VIVEK CHIBBER

PAR **HOËL LE MOAL**



Comment expliquer la stabilisation du capitalisme alors que toute la tradition marxiste met en avant son caractère structurellement instable ? Il faut absolument lire *La Matrice des classes sociales* pour y trouver une des réponses les plus abouties à ce jour. Contre le « tournant culturel » qui, depuis les années 1950, tend à expliquer que la classe ouvrière n'est plus révolutionnaire car elle s'est intégrée à la société de consommation (Marcuse), et donc

qu'il faut abandonner les explications économiques de

nature systémique, Vivek Chibber remet au centre l'analyse matérialiste des rapports sociaux, fondée sur la notion d'intérêt des agents. Il s'agit donc pour lui de comprendre là où la gauche marxiste classique a eu tort, ce qui a permis à la gauche « culturaliste » de marquer des points. En effet, Marx a peu étudié la manière dont les intérêts de classe se transforment en lutte des classes, il aurait négligé « la culture », les identités individuelles et collectives qui, en sociologie, contrebalancent les intérêts matériels (en gros, Chibber offre une nouvelle interprétation des relations infrastructure/superstructure).

Tout le propos de l'ouvrage est de montrer la manière dont il existe bien une structure de classes spécifique dans le capitalisme, une structure qui incite les acteurs à adopter des stratégies économiques de survie. L'originalité de Vivek Chibber consiste à expliquer que la structure de classes ne pousse pas naturellement à l'organisation révolutionnaire qui abattrait le capitalisme, mais au contraire invite à préférer des modes de résistance individuels. Ce qui fait obstacle à l'organisation en classe est bien la vulnérabilité des travailleurs. L'auteur réintègre alors la culture : pour s'organiser collectivement, les travailleurs font le sacrifice volontaire de ressources individuelles au profit du collectif, en bouleversant le rapport bénéfice/risque.

Contre la thèse culturaliste du « consentement » au sein de la classe ouvrière, Vivek Chibber tend à le placer en position seconde par rapport à des fondements matérialistes. Le consentement est certes lié à la promesse d'amélioration des conditions de vie, mais n'est pas selon lui la pierre angulaire de la domination ; discutant les propositions de Gramsci, l'hypothèse forte de Vivek Chibber est que c'est la résignation qui compte, « les travailleurs acceptant leur place dans la structure car ils ne voient pas d'autre option viable pour eux ». Les capitalistes n'ont donc pas besoin de s'organiser pour faire valoir leurs intérêts, la structure de classes détruit la confiance et l'adhésion dans les organisations en favorisant l'atomisation et la résistance individuelle.

Quelles pistes d'actions concrètes ? Pour Vivek Chibber, il s'agit de raviver la tradition marxiste en convainquant de l'existence d'une structure de classes spécifique, et de construire les organisations à même de replacer au cœur de la centralité stratégique la classe des travailleurs, car le capital étant la première source de pouvoir, elle est la seule force capable de perturber le flux de profits et de faire plier les capitalistes. Cela suppose de sortir de « l'hyperpolitique » qui, sous couvert de radicalité, organise le passage d'une confrontation avec le capitalisme à un combat prioritaire contre les discriminations, combat dont s'accroissent fort bien les capitalistes. ●

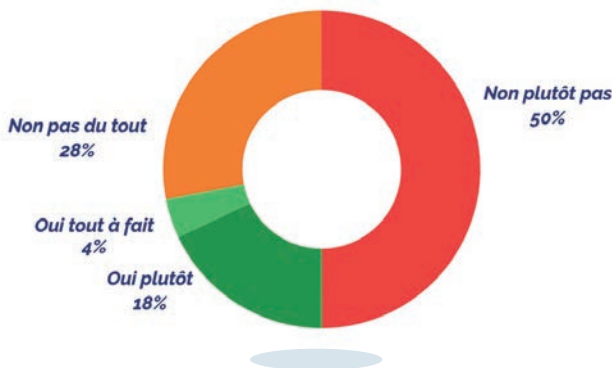
Ciel plombé, de rares éclaircies

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

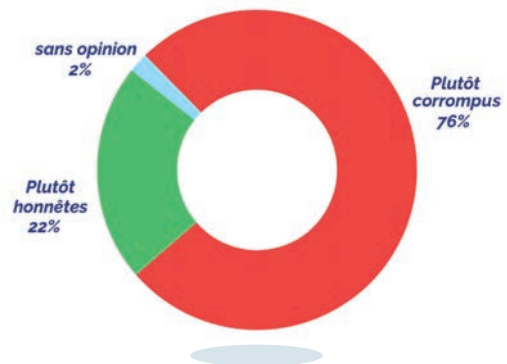
La 17^e édition du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences po), avec plus de trois mille sondés, est globalement déprimante. Et encore : elle a été réalisée fin janvier, avant donc les derniers événements comme le meurtre d'un activiste d'extrême droite de Lyon, événements qui ont pu amplifier le désarroi ambiant. Donc, en gros, on n'a plus confiance dans la politique (78 %) et on considère, dans les mêmes proportions (76 %), que les élus et dirigeants politiques sont « plutôt corrompus ». Mais dans cet océan de défiance surgissent quelques éléments encourageants. Si l'on s'inquiète de l'état de la démocratie, en même temps l'attachement au régime démocratique reste puissant et mobilise 82 % des sondés, un chiffre stable d'année en année. Reste que l'idée selon laquelle en démocratie rien n'avance et qu'il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité remporte aussi 43 % des suffrages (63 % dans l'électorat de Marine Le Pen). De la même manière, si de gros doutes s'expriment sur les élus (corrompus, malhonnêtes...),

les maires s'en sortent bien, comme toujours. Ils suscitent la confiance car ils incarnent l'action et la proximité au quotidien, estiment les chercheurs du CEVIPOF Damien Bol, Bruno Cautrès et Luc Rouban. 60 % des enquêtés leur font confiance, là aussi chiffre stable dans le temps, alors que la cote des députés chute à 34 %, soit six points de moins en un an. « Le maire reste le veilleur de nuit et le garant de la paix sociale dans les petites communes depuis le Moyen Âge », estiment les trois chercheurs qui parlent aussi d'un « retour au local à mesure que le centre se fragilise ». 79 % des sondés estiment que les collectivités locales devraient avoir plus de pouvoir face à l'État et 58 % sont favorables à un projet de transformer la France en pays fédéral... À noter encore que les services publics font de beaux scores (73 % ont confiance dans la police, par exemple) ; ou que les Français plébiscitent le recours à des instruments de démocratie participative : 79 % sont pour « un recours plus fréquent au référendum pour décider de certaines lois ». ●

D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE AVEZ-VOUS CONFIANCE DANS LA POLITIQUE ?



DIRIEZ-VOUS QU'EN RÈGLE GÉNÉRALE VOS ÉLUS ET VOS DIRIGEANTS POLITIQUES SONT



Perte d'autonomie : responsabilité politique d'un choc social annoncé

— PAR **FANNY CHARNIÈRE** —

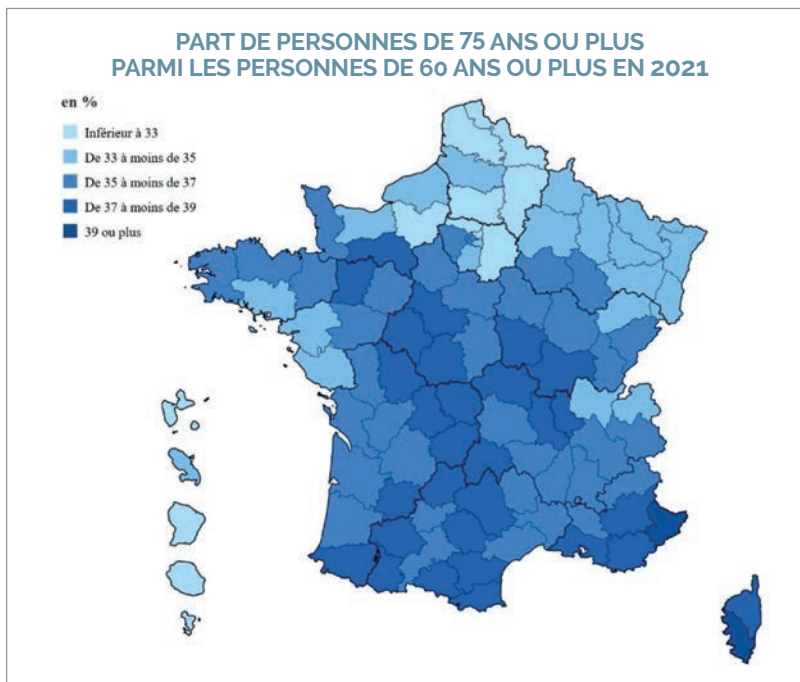
Selon une étude conjointe de l'INSEE et de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), la France comptera 700 000 seniors supplémentaires en perte d'autonomie d'ici le début des années 2050, portant leur nombre à près de 2,8 millions. La perte d'autonomie sévère progressera encore plus rapidement, avec 300 000 personnes supplémentaires par rapport à 2021. Ces chiffres sont la conséquence directe du vieillissement des générations du *baby-boom*, partiellement compensée par les progrès sanitaires,

mais insuffisamment anticipée par les politiques publiques.

L'étude souligne une réalité sociale marquée : les femmes représentent près des deux tiers des seniors en perte d'autonomie, du fait de leur plus grande longévité et d'inégalités persistantes de santé à âge donné. Les disparités territoriales sont tout aussi frappantes. Les départements ruraux, les territoires populaires du Nord et les départements d'outre-mer cumulent vieillissement, pauvreté et offre de services insuffisante. À l'horizon 2050, la hausse sera particuliè-

rement forte dans l'Ouest, en Île-de-France hors Paris et dans les DOM, du fait des dynamiques migratoires et démographiques.

Mais le chiffre le plus alarmant concerne l'offre d'accompagnement. À politique inchangée, il faudrait 56 % de places supplémentaires en établissements, soit un million de personnes accueillies, ou bien développer massivement le maintien à domicile. Dans les deux cas, le défi est immense : 800 000 recrutements seront nécessaires dans les métiers du grand âge pour simplement maintenir le niveau de service. Or ces métiers restent parmi les plus précarisés, sous-payés et dévalorisés. Face à cette bombe sociale à retardement, il est urgent de construire un véritable service public national de l'autonomie, financé par la Sécurité sociale, garantissant l'égalité territoriale et l'accès universel aux droits. Cela suppose donc un plan massif de créations d'emplois statutaires, une revalorisation salariale des aides à domicile et des personnels d'EHPAD, ainsi que le développement prioritaire d'établissements publics et non lucratifs. Le vieillissement n'est pas un coût : c'est un choix de société. Refuser d'y répondre collectivement, c'est aussi accepter la maltraitance institutionnelle et la marchandisation de la dépendance. ●



Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Sur le voile, le besoin d'une analyse matérialiste

Le voile tient une place importante dans le débat public. **Dominique Josse** nous a adressé cette contribution qui constitue un apport argumenté à la réflexion sans que cela engage pour autant la rédaction de *Cause commune*. Le débat est loin d'être clos.

— PAR **DOMINIQUE JOSSE*** —

Le voile trouve son origine dans certaines sociétés préféodales et féodales où il sert d'outil de l'ordre patriarcal propre à des sociétés de classes fondées sur le lignage, la propriété, l'honneur, etc. Il symbolise alors le contrôle des femmes par les membres masculins de la famille et manifeste les hiérarchies de statuts (les femmes honorables se voilent contrairement aux esclaves et aux prostituées).

LE VOILE ISLAMIQUE SYMBOLE DE FOI, OUTIL DE CONTRÔLE, DE PROTECTION ?

Dans la société française contemporaine, le voile est l'un des signes les plus évidents de la pratique de l'islam. La présence de cette religion est liée aux vagues successives d'immigration de travail depuis les années 1960. Si la question du voile doit faire l'objet d'une analyse matérialiste, c'est parce qu'il peut être recyclé dans certaines sociétés capitalistes, dans des fractions de la société en vue à la fois de diviser les travailleurs, renforcer l'acceptabilité des emplois précaires et participer, parmi d'autres facteurs, le plus possible à l'externalisation de la reproduction sociale (entretien du foyer, éducation des enfants, prise en charge des anciens, etc.). Il sert chez diverses couches masculines de la société comme un outil symbolique pour réaffirmer un contrôle sur les femmes.

Le voile islamique est bien sûr un symbole de foi. Il est un moyen d'assumer et de revendiquer son appartenance religieuse. Mais il n'est pas que cela. Parallèlement, il apparaît chez certaines femmes à la fois comme un outil de protection pour d'une part se conformer à la domination masculine et en même temps se protéger contre les effets les plus violents de celle-ci, ce qui rejoint la ségrégation sociale évoquée plus haut. Mais aussi de se protéger contre les effets du racisme, le voile apparaissant comme un moyen paradoxal de s'en protéger, d'inverser la crainte vers ceux qui précisément, dans notre société encore imprégnée de relents colonialistes et racistes, sont entretenus dans l'ignorance, la généralisation et le rejet antimusulman.

Force est de constater que le voile est vu aussi chez certaines femmes comme un produit en réaction à une société qui marchandise le corps féminin, et se veut par conséquent « féministe » tout en basculant dans une autre forme d'aliénation. Dans sa version masculiniste comme dans sa version « féministe », le voile, parmi d'autres facteurs, peut s'inscrire dans l'éventail des compensations psychologiques, morales ou symboliques face à la perte de pouvoir réel dans le capitalisme tardif, et/ou à une humiliation sociale.

SONDAGE IFOP

Le sondage récent de l'IFOP (18 novembre 2025) confirme une tendance au repli identitaire chez nombre de jeunes musulmans. Et d'une imprégnation de l'islam politique, avec par exemple 33 % des musulmans interrogés qui éprouveraient de la sympathie pour une des mouvances islamistes (à rapprocher d'ailleurs des scores de proportions similaires de l'extrême droite politique lors des élections françaises, ce qui tendrait à montrer que cette dérive réactionnaire est à l'image de ce qui frappe l'ensemble de notre société).

Le sondage montre également que le port du voile régresse chez les plus âgées, mais progresse chez les plus jeunes. Autre élément très intéressant, seulement 2 % d'entre elles disent que ce choix résulte d'une pression de proches (famille, voisin, conjoint) alors qu'elles sont 59 % à utiliser le voile pour échapper à une pression sociale ou sexuelle (44 % pour ne pas attirer le regard des hommes, 15 % pour ne pas être perçue comme une femme impudique ou indécente). 42 % disent le porter pour se sentir en sécurité.

À l'étranger, et notamment dans certains États capitalistes alliés aux Occidentaux, le voile parmi d'autres reliques symboliques du mode de production féodal et préféodal, est utilisé par eux pour renforcer la légitimité de leurs pouvoirs et les distinguer d'autres États capitalistes du Nord, tout en servant avec efficacité la reproduction d'un ordre social compatible avec les besoins du capital global.

DÉPASSER LES ALIÉNATIONS

Le piège est de tomber soit dans une hostilité culturaliste au voile, soit dans sa sanctuarisation comme acte libérateur universel ou plus fréquemment un relativisme culturel. Comme un *remake* du débat des années 2000, ce piège est tendu par les forces réactionnaires, qu'elles soient islamistes ou de droite – et aujourd'hui au-delà. Il se solde par l'ancrage, dans les esprits, de l'équation simpliste, et finalement basée sur l'interprétation d'un dogme : musulman = voile. L'instrumentalisation et l'hystérisation du débat empêchent toute autre approche. Dans ce processus, les grands gag-

nants sont les extrêmes droites, qu'elles soient politiques (RN, Reconquête, etc.) ou religieuses (frères musulmans, salafistes). Les uns se nourrissant en permanence de la stratégie des autres. Le racisme et les propos antimusulmans nourrissent les replis, et inversement.

Pour sortir de l'impasse, il s'agit au contraire de mettre en place les conditions en faveur de l'émancipation collective et concrète des femmes au sein de rapports sociaux transformés pour tous. Comme l'avait dit la féministe américaine Marie Shear : *Feminism is the radical idea that women are*

people ! [le féminisme est l'idée radicale selon laquelle les femmes sont le peuple]». Le port du voile ne saurait être ni interdit, ni promu et l'État doit garantir la liberté de conscience, y compris de pratiquer une religion, mais pas seulement, dans les limites de l'ordre public, c'est-à-dire tant que cela ne nuit pas à l'égalité ni ne sert des forces réactionnaires. C'est ce dosage qu'il est le plus difficile à trouver. Par ailleurs, maintenir la neutralité stricte des institutions (pas de voile pour les fonctionnaires, enseignants, juges...) ne peut en aucun cas servir de prétexte à une exclusion sociale et démocratique des femmes voilées.

L'État et les collectivités territoriales devraient massivement se donner les moyens pour que s'effectue une éducation populaire féministe, laïque, matérialiste et critique, dès l'école, dans les lieux de vie et de travail.

L'État et les collectivités territoriales devraient massivement se donner les moyens pour que s'effectue une éducation populaire féministe, laïque, matérialiste et critique, dès l'école, dans les lieux de vie et de travail. Garantir l'emploi, le logement, les services publics comme les crèches, un vrai accès à la santé reproductive (avortement, contraception, etc.), et lutter sans relâche contre tous les racismes.

Enfin, le renforcement des collectifs de travail compte au moins autant que l'éducation populaire comme creuset permettant de dépasser les aliénations et les divisions. Toutes choses qui induiront l'assèchement des bases sociales de l'utilisation des reliques du féodalisme, sans provoquer de rejet ou de rupture brutale. C'est plus difficile à faire qu'à dire, mais il s'agit d'une perspective à tracer. ●

*Dominique Josse est ancien responsable du collectif Afrique du PCF.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause  commune
est sur **Facebook**

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashe
Directeur



Dorian Mellot
Rédacteur en chef
(Grand entretien)



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Hoël Le Moal
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique
européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Florian Gulli
(En débat)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Baptiste Giron
(Histoire)



Lukas Tsiptsios
(Histoire)



Nicolas Tardits
(Grand entretien)



Aurélien Aramini
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Pierre Crépel
(Réactions)



Élodie Lebeau-Fernández
(Regard)



Flavien Ronteix
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Adrien Montbroussous
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Mathieu Menghini



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Nicolas Lambert



Jean Quétier



Sabrina Royer

PROCHAIN NUMÉRO
MARS/AVRIL 2026
Face à l'impérialisme



Prix : 10€